

## Allemagne : les défis du chancelier Merz

► Arrivé en tête des législatives, le 23 février, Friedrich Merz, 69 ans, devait formellement être investi chancelier d'Allemagne, mardi 6 mai, par le Bundestag

► Longtemps rival d'Angela Merkel au sein de la CDU, le conservateur gouvernera à la tête d'une coalition avec les sociaux-démocrates du SPD

► Le dirigeant fait déjà face à la défiance d'une partie de son camp, après avoir renoncé à plusieurs de ses promesses de campagne pour obtenir une majorité

► M. Merz entend renforcer l'Union européenne, alors que son traditionnel allié américain se détourne du Vieux Continent

PAGES 2-3 ET 17

**M** ÉDITORIAL  
**UN DIRIGEANT TRÈS ATTENDU**

PAGE 29

## L'EXTRÊME DROITE EN FORCE EN ROUMANIE

► Le souverainiste George Simion a obtenu plus de 40 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle, un score inattendu

► L'ancien supporteur ultra a fait toute sa campagne contre l'Union européenne et le soutien à l'Ukraine PAGE 3



A gauche, George Simion, candidat à la présidence, et l'ex-candidat Calin Georgescu, le 4 mai, à Mogosoaia (Roumanie).

ANDREI PUNGOVSKI/GETTY IMAGES VIA AFP

Economie  
Comment TikTok et Instagram bouleversent le tourisme

PAGES 18-19

Défense  
L'armée peine à gérer la hausse du nombre de réservistes

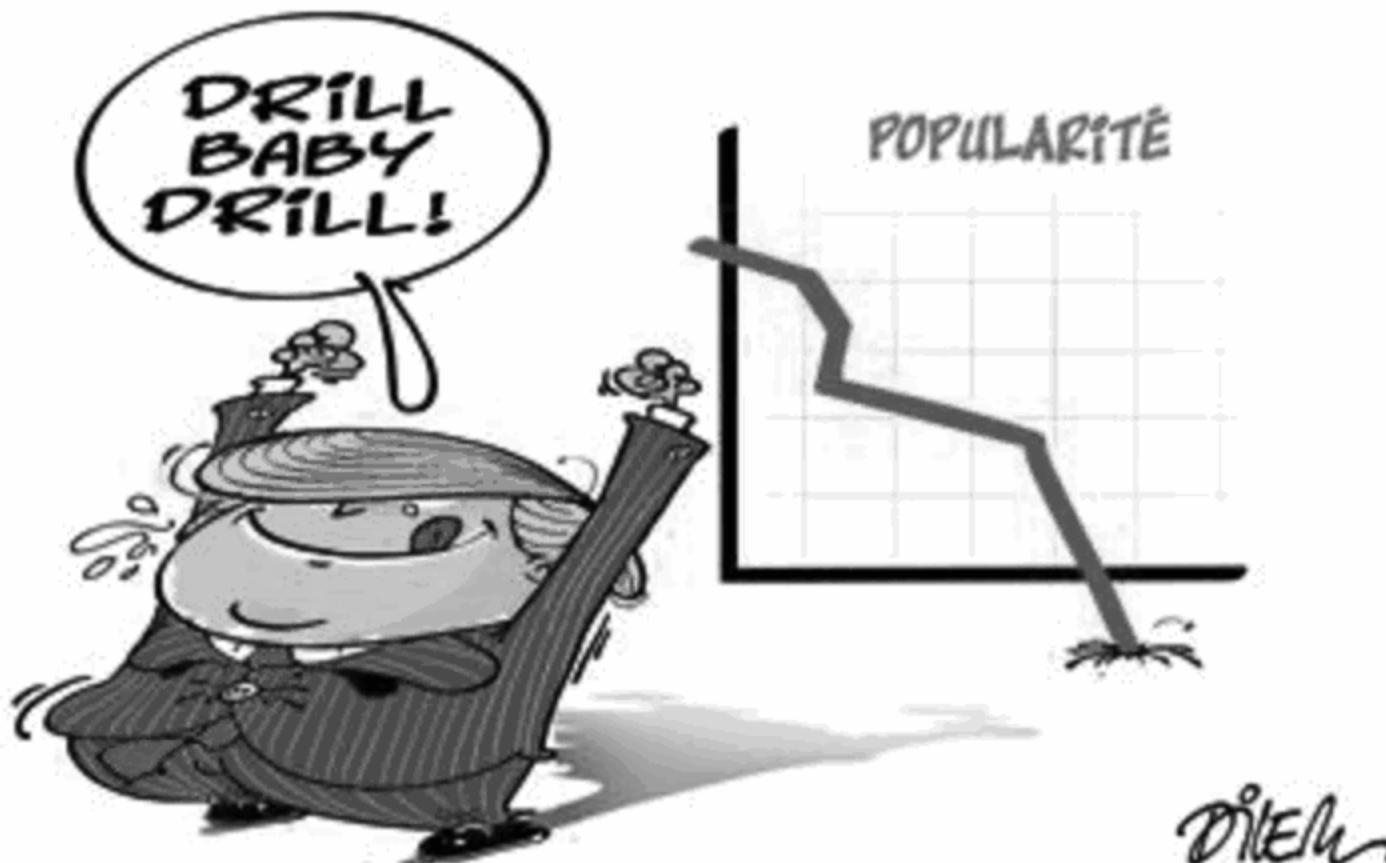
PAGE 12

Culture  
L'architecture, outil de propagande des nationalistes

PAGES 22-23

VU PAR DILEM (ALGERIE)

LES 100 JOURS DE TRUMP



Traduction: «Fore, baby, fore»

Allemagne 4,80 €, Andorre 4,30 €, Autriche 4,50 €, Belgique 4,00 €, Espagne 4,30 €, Grèce 4,20 €, Guadeloupe-Martinique 4,00 €, Italie 4,20 €, Luxembourg 4,20 €, Maroc 32 DH, Pays-Bas 4,60 €, Portugal cont. 4,30 €, La Réunion 4,00 €, Sénégal 12 500 F CFA, Suisse 4,80 CHF, Tunisie 7,10 DT

Proche-Orient  
Israël intensifie ses opérations militaires

Mobilisation de réservistes pour Gaza, frappes en Syrie, menaces contre les houthistes et l'Iran... L'Etat hébreu se déploie sur plusieurs fronts

PAGE 4

Violences  
Le rappeur Diddy face à ses accusatrices

Le procès de Sean Combs, poursuivi, entre autres faits, pour viols et trafic d'êtres humains, devait s'ouvrir lundi 5 mai à New York. Il encourt la réclusion à perpétuité

PAGE 6

## Extraits Au cœur de la machine à broyer mélenchoniste

DANS UN LIVRE à paraître, mercredi 7 mai, chez Flammarion, les journalistes Charlotte Belaïch et Olivier Pérou décrivent le fonctionnement réel de La France insoumise, un appareil militant entièrement dévoué à la personne de Jean-Luc Mélenchon. Durant deux ans, les auteurs ont interrogé plus de 200 personnes, dont de nombreux élus et militants «insoumis», qui racontent la violence des rapports

PAGES 20-21

Politique  
Bayrou veut un référendum sur les finances publiques

L'idée de demander aux Français d'approuver un «plan d'ensemble» de redressement budgétaire ne convainc pas

PAGES 10-11

Religion  
Ce que les catholiques attendent du nouveau pape

Les fidèles espèrent que le successeur de François incarnera une Eglise plus inclusive, mais aussi attachée aux valeurs morales

IDÉES PAGES 26-27



1945-2025 DE LA FIN DE LA GUERRE À LA PAIX MENACÉE

Un hors-série du «Monde»  
100 pages - 12,50 €  
Chez votre marchand de journaux  
et sur lemonde.fr/boutique

ALLEMAGNE

# Friedrich Merz, conservateur pragmatique

Le chrétien-démocrate devait être investi chancelier allemand mardi, après avoir transigé avec ses promesses

## PORTRAIT

BRILON (RHÉNANIE-DU-NORD-WESTPHALIE) - envoyée spéciale

**F**riedrich Merz en a fait une sorte d'appartement témoin de l'Allemagne telle qu'il l'imagine. Avec ses quelque 25 000 habitants, ses collines et son clocher, la petite ville de Brilon, située au cœur de la région bucolique du Sauerland, dans le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, forme une vision presque idéalisée du pays : celle des maisons à colombages décorées de trophées de chasse et d'horloges à coucou mécanique, des enseignes en lettres gothiques et des clubs de tir pluri-centenaires où les hommes continuent de se retrouver, une fois par an, en costume de chasse.

La maison de famille où a grandi le nouveau chancelier chrétien-démocrate, qui doit être investi, mardi 6 mai, par le Bundestag, se trouve sur la place du marché : une grande bâtisse bourgeoise en pierre de taille, surnommée la « maison Sauvigny », du nom de la mère de Friedrich Merz. Quasi centenaires, ses parents vivent encore à Brilon, et leur fils vient les voir tous les mois, assure-t-on sur place. Friedrich Merz pose alors son avion privé à Arnsberg, où travaille encore son épouse, et fait les 45 kilomètres de route jusqu'à Brilon en voiture. Pour venir ici depuis Berlin, il faudrait emprunter trois trains différents. Le trajet dure près de six heures. C'est dire si ces deux Allemagne sont éloignées l'une de l'autre.

Pendant sa campagne, Friedrich Merz avait promis « plus de Sauerland » pour le pays, sans même avoir jugé nécessaire d'exposer les valeurs de cette région qu'il juge sous-estimée : tradition, conservatisme, entraide et foi dans l'économie sociale de marché. Le capitalisme rhénan s'incarne ici sous forme de solides PME familiales, enracinées localement depuis des générations et dont les succès protègent le territoire aussi bien du chômage que des intrusions de l'Etat. Les problèmes s'y règlent par un coup de fil car « tout le monde se connaît », assure Niklas Frigger, jeune maire adjoint de Brilon. Le Sauerland illustre parfaitement ce que Friedrich Merz a longtemps appelé la *Leitkultur* – la culture de référence allemande. « L'assiduité, la fiabilité, les valeurs chrétiennes, la cohésion au sein de la société, en clair ce qui nous unit », détaille Niklas Frigger.

## « CHIMIQUEMENT PURE »

Dans ce Sauerland que l'on dit aussi catholique que la Bavière, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) dépasse toujours 40 % aux élections nationales. Les anciens racontent que dans l'après-guerre, l'évêché donnait des instructions de vote aux fidèles. Le Sauerland, c'est « la CDU chimiquement pure », ont coutume de dire les analystes. Difficile d'imaginer représentation plus fidèle de ce que Friedrich Merz incarne depuis le début de sa vie politique.

Mais depuis la victoire de la CDU aux législatives du 23 février, celui que les médias allemands nomment le « Sauerländer » (le « Sauerländer ») a surtout dû transiger. L'adepte de la rigueur a fait volte-face, presque du jour au lendemain, pour s'entendre avec les sociaux-démocrates du SPD et même avec les Verts, afin de débloquer l'argent nécessaire au réarmement et à la modernisation du pays en recourant massivement à la dette – jusqu'à 1 000 milliards d'euros. Ce qui lui vaut le reproche d'avoir ressuscité la CDU d'Angela



Friedrich Merz, à Berlin, le 28 avril. FLORIAN GAERTNER/PICTURE ALLIANCE/MAXPPP

## AU BUNDESTAG, MERZ AIME PROVOQUER ET SE POSE, LORS D'UN DISCOURS SUR L'IMMIGRATION, EN SYMÉTRIQUE ULTRACONSERVATEUR D'ANGELA MERKEL

62 ans, ancien jardinier à la mairie de Brilon, qui ne cache pas sa sympathie pour l'extrême droite. *Ce sont mes petits-enfants qui vont payer l'addition. Merz est un menteur.* À Brilon, on ne plaisante pas avec les valeurs de la CDU. Jugeant le parti trop à gauche, le père de Friedrich Merz a rendu sa carte en 2007.

La chancellerie est le rêve d'enfance de Friedrich Merz. Littéralement. « Quand il était petit, il disait toujours qu'il voulait être chancelier », assure Ulli Schröder, traiteur à Brilon, dont l'enseigne est située depuis 1950 en face de la « maison Sauvigny ». Comme d'autres, il se souvient des talents d'orateur et de la confiance en soi du jeune Friedrich, qu'on lui reproche encore aujourd'hui. « C'était quelqu'un d'assez péremptoire, qui di-

sait « voilà ce qu'il faut faire », témoigne Eckhard Lohman, un ami d'enfance resté à Brilon. Prétentieux parfois. »

Comme nombre de familles allemandes, celle du futur chancelier reflète l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle. Son père, juge à Arnsberg, a instruit plusieurs procès contre d'anciens nazis dans l'après-guerre. Mais son grand-père maternel, Josef Paul Sauvigny, qui fut maire de Brilon de 1917 à 1937, avait adhéré à la SA et rejoint le NSDAP, rebaptisant deux rues de la ville en Adolf-Hitler Strasse et Hermann-Göring Strasse. Friedrich Merz n'a connu cette histoire que tardivement. « Cela a accompagné notre famille à maintes reprises », a-t-il reconnu dans un entretien à *Die Zeit*, racontant avoir décidé de faire des études de droit en suivant les procès instruits par son père.

Là où d'autres auraient suivi le chemin classique d'un parcours local, « Friedrich Merz est toujours arrivé par le haut », résume son biographe, Volker Resing. C'est Wolfgang Schäuble, le dauphin du chancelier d'alors, Helmut Kohl, qui le repère au début des années 1990. Les deux hommes ont treize ans d'écart mais partagent des convictions : libéralisme, orthodoxie budgétaire et engagement européen.

A l'aise à la tribune du Bundestag, où il a été élu en 1994 après

avoir siégé pendant cinq ans au Parlement européen, Merz aime provoquer. Il déclenche une polémique en s'appropriant l'idée de « culture de référence » dans un discours sur l'immigration. L'épisode fait de lui une sorte de symétrique ultraconservateur d'Angela Merkel, d'un an son aînée. Tous deux font partie de l'écurie Schäuble, qui les observe ferrailler de loin. Le style posé et sans prétention de Merkel, fille de pasteur protestant ayant grandi en Allemagne de l'Est, tranche avec celui, plus nerveux, de Merz, catholique de l'Ouest dont l'ambition est sans doute un peu trop manifeste.

Le sort de ce dernier est scellé en 2002, quand Angela Merkel, déjà présidente de la CDU depuis deux ans, prend sa place à la tête du groupe parlementaire au Bundestag. L'épisode reste comme une humiliation pour lui. « On ne peut pas comprendre Merz sans Merkel », explique Volker Resing, pour qui leurs destins sont liés. « Nous voulions tous les deux devenir chef », a résumé Angela Merkel lors de la parution de ses Mémoires, fin 2024. « C'était le problème, ni plus ni moins. »

Depuis le banc de touche, Merz ne peut s'empêcher de critiquer celle qui est devenue chancelière en 2005. Il éreinte son premier contrat de coalition négocié avec les sociaux-démocrates. « Quel-

## DEPUIS LE SCRUTIN, IL S'EST MONTRÉ PRÊT À NÉGOCIER AVEC LES VERTS, À ENDETTER LE PAYS ET À TEMPÉRER SES PROMESSES SUR L'IMMIGRATION

ques jours après l'élection, nous disons le contraire de tout ce que nous considérons comme juste auparavant ! », déplore-t-il. Las de voir son chemin entravé, il quitte le Bundestag en 2009. « Il est temps de gagner de l'argent », confie-t-il à ses amis, commençant une carrière d'avocat et de lobbyiste dans le secteur privé, siégeant comme administrateur chez Axa ou Commerzbank, avant de devenir président du conseil du gestionnaire d'actifs américain Blackrock en Allemagne, en 2016.

Atlantiste convaincu, il prend aussi la présidence de l'influent cercle Atlantik-Brücke, où se croisent PDG, élus et anciens chancelliers. Grâce à l'introduction en Bourse d'une société suisse, en 2019, il devient millionnaire du jour au lendemain, alors qu'il n'a jamais dirigé d'entreprise. Il passe son brevet de pilote et assume une forme d'ostentation, même s'il assure faire « partie de la classe moyenne supérieure », qu'il définit par des valeurs plutôt que par des chiffres.

## EUROPÉEN CONVAINCU

Mais la politique lui manque. Même loin de Berlin, il demeure une figure pour l'aile libérale et conservatrice de la CDU, frustrée par le positionnement centriste d'Angela Merkel. Friedrich Merz échoue à deux reprises à se faire élire président du parti, avant d'y parvenir en janvier 2022, après le départ de la chancelière. Dès lors, son agenda est clair : rompre avec l'ère Merkel. En mai 2023, sur les bords sur lac de Côme, en Italie, l'état-major de la CDU imagine un programme qui ressuscite la « culture de référence » et assume des termes comme « bourgeois » ou « conservateur ».

La campagne électorale précipitée par l'éclatement de la coalition d'Olaf Scholz, fin 2024, illustre ce coup de barre à droite. Tétanisé par la progression du parti d'extrême droite AfD, Friedrich Merz insiste davantage sur l'immigration que sur l'économie, sur laquelle la CDU jouit pourtant d'une plus grande crédibilité dans une Allemagne en récession. Après une série d'attaques terroristes, il assume aussi de laisser l'AfD voter avec la CDU un texte sur l'immigration. Une entorse au « cordon sanitaire » prévalant en Allemagne, qui remobilise aussi-tôt la gauche et divise son parti.

Pourtant, depuis le scrutin du 23 février, c'est un tout autre visage que montre le dirigeant. Prêt à négocier avec les Verts, à endetter le pays, à tempérer ses promesses sur l'immigration et à reporter les baisses d'impôts promises. Friedrich Merz, disciple autopropagande de Ronald Reagan, est-il vraiment le conservateur que les électeurs de la CDU ont tant attendu ? Les partenaires de l'Allemagne, eux, sont ravis, au premier rang desquels la France. Paris, qui craignait un chrétien-démocrate libéral, atlantiste et orthodoxe, trouve un Européen convaincu, sans illusion vis-à-vis de l'Amérique, et prêt à discuter de défense et de dette commune. Reste à savoir si le pays le suivra. ■

ELSA CONESA

# L'Europe, priorité diplomatique du chancelier

Le nouveau dirigeant allemand a prévu de se rendre cette semaine à Paris et à Varsovie

BERLIN - correspondante

**P**our Friedrich Merz, c'est l'accomplissement d'une vie. Mardi 6 mai, à 9 heures, le Bundestag votera formellement pour élire à la chancellerie ce vétéran de l'Union chrétien-démocrate (CDU), âgé de 69 ans, qui convoite la fonction suprême depuis le début de sa vie politique.

La majorité absolue nécessaire pour l'élection du chancelier ne fait aucun doute, la coalition dite « noire-rouge » de la CDU-CSU et du Parti social-démocrate (SPD), issue des élections du 23 février, rassemble 328 voix sur 630 au Bundestag. Selon le protocole, Friedrich Merz se rendra ensuite au château de Bellevue pour recevoir son acte de nomination des mains du président fédéral Frank-Walter Steinmeier, avant de reprendre serment au Bundestag, en demandant que « Dieu [lui] vienne en aide », comme le suggère le texte.

La veille au soir, le chancelier sortant, Olaf Scholz, qui redévoit député, aura fait ses adieux, au son de l'orchestre de la Bundeswehr qui interprétera trois morceaux de son choix, comme le veut la coutume. La liste, toujours très commentée par les observateurs, a été éventée par le *Spiegel*: il devrait s'agir de Respect d'Otis Redding, *In My Life* des Beatles et un extrait du *Deuxième Concerto brandebourgeois* de Jean-Sébastien Bach, hommage à sa ville de résidence, Potsdam.

Les festivités seront de courte durée. Dès le 7 mai, Friedrich Merz, qui compte consacrer à l'Europe les deux tiers de sa première année à la chancellerie, a prévu de se rendre à Paris et à Varsovie. Ces deux déplacements sont très symboliques, pour montrer son attachement au projet européen, lequel fait face à des défis historiques en matière de sécurité et sur les sujets commerciaux. Des annonces sont attendues, probablement dans le domaine de la défense et de la compétitivité. Il pourrait même se rendre dès samedi à Kiev en compagnie du premier ministre britannique, Keir Starmer, et, peut-être, du président français, Emmanuel Macron.

## Véritable indépendance

« Ma priorité absolue sera de renforcer l'Europe le plus rapidement possible, de manière que nous obtenions peu à peu une véritable indépendance vis-à-vis des Etats-Unis », a-t-il affirmé le soir des élections. Je ne me fais absolument aucune illusion quant à ce qui se passe aujourd'hui en Amérique. » Il est question aussi d'un déplacement rapide à Bruxelles.

Son appétit pour les questions internationales, qu'il compte centraliser à la chancellerie avec la création d'un conseil national de sécurité, lui est toutefois reproché sur la scène nationale, alors que la préoccupation des Allemands demeure l'économie. « La sécurité extérieure de notre pays, la garantie de la liberté et de la paix sont les conditions préalables à tout ce qui relève de la politique intérieure », a justifié M. Merz le 28 avril devant les délégués de la CDU.

Le futur chancelier prend de fait ses fonctions dans une Allemagne en plein doute, fragilisée par un modèle économique bousculé par la guerre commerciale lancée par Washington, et qui doit se préparer à assurer sa propre sécurité face à la menace d'un retrait de

**« JE NE ME FAIS ABSOLUMENT AUCUNE ILLUSION QUANT À CE QUI SE PASSE AUJOURD'HUI EN AMÉRIQUE », A AFFIRMÉ FRIEDRICH MERZ LE SOIR DES ÉLECTIONS**

l'allié américain, alors que la guerre a fait son retour en Europe.

Friedrich Merz est en outre confronté à la progression constante du parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD), arrivé deuxième aux élections, mais dont l'avenir est menacé depuis que le service du renseignement intérieur l'a classé comme un parti de « droite extrême » vendredi 2 mai. Cette décision ouvre la voie à une possible demande d'interdiction, qui reposera largement sur la CDU, elle-même très divisée, et sur le futur chancelier, resté muet ces derniers jours. Se posera ainsi rapidement la question de la participation de l'AfD aux commissions parlementaires du Bundestag.

Conscient des enjeux, Friedrich Merz qui n'a jamais exercé de fonction exécutive malgré une expérience politique de plus de trente-cinq ans, a mis son parti sous pression depuis les élections pour pouvoir gouverner rapidement. Avant même de démarquer les négociations de coalition avec le SPD, lesquelles ont été menées tambour battant, il s'est lancé dans une réforme constitutionnelle de grande ampleur afin de dégager des marges budgétaires pour réamer et moderniser le pays en recourant à la dette, à rebours des convictions qu'il portait jusque-là. Moins de dix semaines après le scrutin, il prend ainsi ses fonctions à la chancellerie avec un contrat de coalition largement approuvé les 28 et 30 avril par les deux partis qui ont ravalé leurs divisions internes.

La liste des ministres de la CDU-CSU étant connue, le SPD a, de son côté, confirmé, lundi, la nomination, comme ministre des finances et vice-chancelier, de Lars Klingbeil, coprésident du SPD et chef du groupe SPD au Bundestag, de Boris Pistorius, ministre de la défense sortant qui conserve son portefeuille, et de Bärbel Bas, ex-présidente du Bundestag, comme ministre du travail.

Le contrat de coalition comporte toutefois un certain nombre d'ambiguités, que Friedrich Merz cultive également dans ses prises de parole afin de ménager son partenaire de coalition. Ainsi, il a tout à la fois promis que l'Allemagne « resterait un pays d'immigration » et qu'elle « refoulerait à grande échelle », lors de son discours le 28 mars, et dénoncé les ONG « qui ont plus d'influence que la plupart des ministères fédéraux » tout en se disant « profondément attaché » à la protection du climat. « L'une des raisons pour lesquelles les négociations de coalition ont été si rapides, c'est parce que de nombreuses questions litigieuses n'ont pas été résolues », analyse Ursula Münch, directrice de l'Académie de formation politique de Tutzing, près de Munich. On y trouve des déclarations très vagues, des sujets reportés ou pas clairement tranchés. Il y aura certainement des conflits. » ■

ELSA CONESA



Le candidat d'extrême droite, George Simion (à droite), dans un bureau de vote, en compagnie de Calin Georgescu, candidat, en novembre 2024, avant l'annulation du premier tour, à Mogosoaia (Roumanie), dimanche 4 mai. VADIM GHIRDIA/AP

# En Roumanie, l'extrême droite en position de force

George Simion, qui se réclame de Donald Trump, est en tête du premier tour de la présidentielle avec plus de 40 % des voix

BUCAREST - envoyé spécial

**G**eorge Simion a réussi son pari au-delà de toutes les prévisions. Le chef du parti de droite souverainiste Alliance pour l'unité des Roumains (AUR) est arrivé, dimanche 4 mai, largement en tête du premier tour de l'élection présidentielle en Roumanie. Après avoir décroché plus de 40 % des voix, selon des résultats quasi définitifs, M. Simion s'impose largement pour le second tour où il affrontera, le 18 mai, le maire de Bucarest, le centriste et pro-européen Nicusor Dan, péniblement arrivé deuxième, avec 21 % des voix.

« C'est la victoire de ceux qui veulent que la Roumanie soit un pays libre et respecté », a lancé M. Simion dans une brève vidéo diffusée devant quelques partisans, réunis au siège de son parti, à Bucarest, dimanche soir. Enveloppés dans des écharpes aux couleurs de la Roumanie et se filmant tous en direct sur TikTok, le réseau social ultra-populaire dans ce pays d'Europe de l'Est, ils ont chanté « Dégagez les voleurs, les patriotes arrivent » pour célébrer la déroute des partis pro-européens de la coalition gouvernementale. Leur candidat, Crin Antonescu, n'est arrivé que troisième, avec 20 % des voix.

## Coup d'Etat

M. Simion, ancien supporteur de football ultra qui s'est fait connaître pour ses discours irréductibles sur les territoires moldave et ukrainien – la Moldavie et une partie du sud de l'Ukraine actuelle faisaient partie de la Grande Roumanie à l'entre-deux-guerres et devraient, selon M. Simion, être intégrés à la Roumanie aujourd'hui – est, à 38 ans, en ballotage extrêmement favorable pour devenir le prochain président de cet Etat de 19 millions d'habitants, frontalier de l'Ukraine et stratégique pour l'effort de guerre de Kiev. Même si le chef de l'Etat n'a pas autant de pouvoir qu'en France, il joue un rôle important dans la politique étrangère. Or M. Simion a fait

toute sa campagne en attaquant la politique de l'Union européenne (UE) sur l'Ukraine et en promettant de s'aligner sur celle du président américain.

« Nous sommes tout à fait d'accord avec l'idéologie MAGA [Make America Great Again]. Nous sommes un parti trumpiste, qui fera de la Roumanie un partenaire fort au sein de l'OTAN et un allié étroit des Etats-Unis », a répété M. Simion lors d'une conférence de presse en anglais. Il a dit soutenir la présence de l'armée américaine sur le territoire roumain et « les plans de paix » de l'administration Trump pour l'Ukraine. Alors qu'il est interdit d'entrer en Moldavie et en Ukraine en raison de ses discours irréductistes, il s'est dit prêt à continuer la politique de soutien roumain à ces deux pays « s'ils respectent les droits » des roumanophones habitant sur leurs territoires.

M. Simion a répété qu'il voulait « rendre au peuple roumain ce qui lui a été pris », dans une allusion à Calin Georgescu, le candidat d'extrême droite prorusse, arrivé en tête à la surprise générale au premier tour du scrutin présidentiel de novembre 2024 après avoir bénéficié d'une opération de manipulation de TikTok. Cette élection avait été annulée par la Cour constitutionnelle après des soupçons d'ingérence de Moscou. Même si M. Georgescu a, depuis, été inculpé pour avoir menti sur ses comptes de campagne et pour avoir préparé des violences, l'extrême droite roumaine continue de dénoncer un « coup d'Etat ».

**En novembre 2024, le premier tour, dominé par Calin Georgescu, avait été annulé après des soupçons d'ingérence de Moscou**

M. Simion entretient des relations ambiguës avec M. Georgescu et ne partage pas ses discours radicaux anti-UE et anti-OTAN, mais, dimanche, il est allé voter en sa compagnie. Il a ensuite répété qu'il comptait, s'il était élu, « respecter la volonté du peuple qui est d'avoir Georgescu [au pouvoir] ». Il a notamment évoqué l'idée d'organiser « un référendum », de convoquer « des élections législatives anticipées » ou « de former une coalition pour [que M. Georgescu puisse] devenir premier ministre ». Ces promesses restent sujettes à caution, alors que M. Simion n'est pas connu pour son goût du partage du pouvoir.

## Difficile équation

Dimanche, ce message lui a permis de récupérer encore plus de suffrages (3,8 millions de voix) que l'addition de ceux exprimés pour M. Georgescu et pour lui en novembre 2024. Cette fois, aucune manipulation d'ampleur n'a été observée sur l'Internet roumain. Le candidat d'AUR a notamment largement séduit l'importante diaspora vivant à l'Ouest, qui a profité des politiques de l'UE, mais entretient un profond rejet des élites roumaines traditionnelles. Ce proche de la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, a par exemple obtenu plus de 70 % des voix parmi l'importante communauté roumaine résidant en Italie.

Face à lui, pour le second tour, Nicusor Dan, 55 ans, va devoir combler un écart de près de 2 millions de voix en deux semaines. Pour ce mathématicien de formation, l'équation s'annonce particulièrement compliquée. « Le second tour contre le candidat isolationniste va être difficile », a reconnu le quinquagénaire au milieu de la nuit, après que le décompte des voix a fini par lui permettre de dépasser de quelques dizaines de milliers de suffrages l'autre candidat pro-européen, Crin Antonescu.

« Bien que cela ne soit pas complètement impossible, ce sera extrêmement difficile de construire une coalition d'électeurs capable de dépasser celle de M. Simion au

**Arrivé deuxième, Nicusor Dan va devoir combler un écart de près de 2 millions de voix en deux semaines**

second tour, abonde le sondeur Remus Stefureac. La seule option possible serait une hausse significative de la participation. » « La Roumanie doit rester dans le camp pro-occidental. On doit focaliser la campagne du second tour là-dessus », a lancé M. Dan dans l'objectif de mobiliser les électeurs qui seraient effrayés par le basculement de la Roumanie dans le camp de l'internationale réactionnaire.

Avec cet air un peu raide qui le caractérise, cet ancien militant anticorruption va devoir affronter un redoutable hâbleur au second tour. Se revendiquant également « antisystème », le centriste peut compter sur le soutien des grandes villes, à commencer par la capitale, Bucarest. Mais la clé de l'élection se trouve dans le report des votes dans les campagnes, au sein de l'électorat du Parti social-démocrate (PSD) du premier ministre, Marcel Ciocanu.

Même si le PSD est en pleine déroute dans ces zones, le choix de ses derniers électeurs sera déterminant pour le second tour. Or ils restent souvent très traditionnels sur les questions de société, comme le mariage pour tous. Si M. Dan s'est toujours opposé à sa légalisation en Roumanie, la formation qu'il a fondée en 2016, l'Union Sauvez la Roumanie, conserve une image progressiste sur ce sujet. « J'ai fait une campagne [de premier tour] trop locale et pas assez nationale », a reconnu M. Dan, dès dimanche soir. Et c'est sans compter qu'aucun des autres candidats pro-européens, y compris M. Antonescu, n'a encore clairement appelé à voter pour lui au second tour. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

# Gaza, Syrie, Iran : Israël intensifie ses opérations

L'Etat hébreu prépare un assaut d'ampleur sur Gaza et menace l'Iran après un tir de missile depuis le Yémen par les houthis

JÉRUSALEM - correspondance

**I**sraël a intensifié ses opérations militaires sur plusieurs fronts ces derniers jours. L'Etat hébreu a lancé samedi 3 mai une nouvelle mobilisation, pour une «durée significative», de plusieurs brigades et plusieurs dizaines de milliers de réservistes pour étendre ses opérations dans la bande de Gaza. Les réservistes seront déployés le long de la frontière libanaise et en Cisjordanie occupée, pour y remplacer les conscrits, qui seront eux envoyés à Gaza.

Ce plan d'extension des opérations militaires dans l'enclave, après dix-neuf mois de guerre intense, a été approuvé à l'unanimité, dimanche soir, par le cabinet de sécurité israélien, l'organe gouvernemental chargé de la conduite du conflit. La rotation devrait prendre une dizaine de jours, ce qui permettra à Israël d'être sur le pied de guerre lorsque le président Donald Trump aura achevé sa visite en Arabie saoudite, au Qatar et aux Emirats arabes unis, qui commence le 13 mai – visite dont l'un des buts est d'amener Israël et le Hamas à transiger sur leurs positions maximalistes.

L'Etat hébreu affirme que cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un plan de montée en pression graduelle sur le mouvement islamiste palestinien, pour l'amener à accepter un accord de cessez-le-feu plus avantageux pour Israël, qui souhaite la libération de ses otages tout en maintenant son armée dans l'enclave. Début mars, c'est d'abord l'aide humanitaire qui a été coupée. Puis l'électricité alimentant une installation de désalinisation d'eau. Le 18 mars, l'armée israélienne reprenait l'offensive

sive par une série de frappes fulgurantes et meurtrières, et entrain sur le territoire palestinien, chassant peu à peu la population en multipliant les ordres d'évacuation et les bombardements, prélude à une opération d'envergure.

Eyal Zamir, le chef d'état-major, a promis la manière forte dimanche 4 mai, lors d'une rencontre avec des commandos marine israéliens : «Nous intensifions la pression dans le but de ramener nos [otages] et de vaincre le Hamas. Nous agirons dans d'autres zones et détruirons toutes [ses] infrastructures, à la surface comme sous terre». Mais il avait aussi averti le gouvernement quelques jours plus tôt des risques d'une telle manœuvre : «Gardez à l'esprit que nous pourrions perdre [les otages].» Encore 59 personnes, dont 24 présumées vivantes, sont entre les mains du mouvement islamiste palestinien.

**Un plan qui «sacrifie» les otages**  
Un projet visant à faire entrer de l'aide humanitaire à Gaza et à la distribuer par l'intermédiaire d'entreprises privées a également été approuvé par le cabinet de sécurité, bien que le ministre ultranationaliste Itamar Ben Gvir ait voté contre. Ce plan, qui laisse sceptiques les ONG présentes sur place, prévoit que chaque famille palestinienne désigne un membre chargé de se rendre dans la «zone de sécurité», sous le contrôle de l'armée, pour recevoir un colis délivré par une compagnie de sécurité privée.

La mobilisation, d'ampleur relativement mesurée, permet pour l'heure au gouvernement d'éviter une confrontation brutale avec une partie des réservistes israéliens. Ceux-ci, lassés par une guerre aux objectifs imprécis me-



Des véhicules blindés israéliens en position à la frontière entre Israël et la bande de Gaza, le 4 mai. MENAHEM KAHANA/AFP

née par un gouvernement contesté, ne sont que 50 % à 70 % à se présenter pour le service. Deux soldats ont été tués samedi dans l'explosion d'un engin explosif à l'entrée du tunnel à Rafah. Six sont morts depuis la reprise des hostilités, le 18 mars. Nombreux doutent, en Israël, qu'une nouvelle offensive viendra à bout du Hamas, alors que dix-neuf mois de guerre, de blocus humanitaire et de destructions systématiques n'ont pas fait plier le mouvement islamiste palestinien. Celui-ci s'oppose toujours à un accord partiel. Il veut la fin de la guerre et le retrait total des troupes israéliennes de la bande de Gaza en échange de la libération des otages. Lundi, le Forum des familles d'otages a déploré que le nouveau plan militaire du gouvernement israélien «sacrifie» les otages.

Dans ce contexte marqué par l'absence totale d'avancée sur les négociations, les tensions se sont exacerbées, dimanche, avec les houthis du Yémen, proches de l'Iran. Ces derniers, disant agir en solidarité avec les Palestiniens de Gaza, ont tiré un missile balistique, qui est parvenu à percer les défenses antiaériennes israéliennes.

nes pour tomber dans la zone de l'aéroport Ben-Gourion, provoquant sa fermeture. En réponse, le premier ministre Benjamin Nétanyahou a menacé les houthis et l'Iran : «Les attaques des houthis émanent de l'Iran (...). Nous avons agi contre eux par le passé et nous agirons dans l'avenir, mais je ne peux pas détailler (...). Ça ne se passera pas en "un seul boom", mais il y aura "beaucoup de boums"». Washington, allié d'Israël, s'est chargé de la réponse contre le Yémen. Les houthis ont accusé lundi, à l'aube, les Etats-Unis d'une dizaine de frappes sur la capitale et ses environs.

Pour l'heure, Donald Trump dissuade le gouvernement israélien de lancer des frappes directes contre l'Iran. Il vient en outre de se séparer des conseillers à la sécurité nationale, Mike Waltz, considéré comme le relais des Israéliens dans leur projet de s'attaquer au programme nucléaire de Téhéran, comme l'a révélé le Washington Post samedi.

Le premier ministre israélien voit ses marges de manœuvre limitées. Il a reporté une visite en Azerbaïdjan, prévue mercredi, pour rencontrer le président Il-

ham Aliev, qui tente une médiation entre Israël et la Turquie. Les deux puissances régionales s'affrontent à distance en Syrie. Mais la Turquie a interdit à M. Nétanyahou le survol de son territoire. Elle soutient le nouveau président syrien Ahmed Al-Charaa, alors qu'Israël s'en méfie. L'Etat hébreu estime que son voisin pourrait représenter une menace à l'avenir.

Encouragé par la minorité druze israélienne, il s'impose comme le protecteur de celle de Syrie, au cœur d'affrontements dans la banlieue de Damas et le sud du pays, et a envoyé des avertissements au leader syrien, sous la forme de frappes à proximité du palais présidentiel, ces derniers jours. «C'est un signal envoyé à Charaa : [une manière de dire] contrôlez vos actions ! Empêchez-les

d'approcher du plateau du Golan [dont une partie est occupée et annexée par Israël]. Sinon, Israël continuera de viser les bases militaires», estime Jacques Neriah, analyste pour le Jerusalem Center for Security and Foreign Affairs. Selon lui, l'armée tenterait d'exercer une influence sans maintenir une présence fixe et pérenne dans le sud-ouest de la Syrie : «Israël ne veut pas s'y enfoncer comme au Liban dans les années 1980».

Mais l'armée israélienne s'implique sur le terrain, allant jusqu'à livrer de l'aide humanitaire dans la ville de Souweida, bastion druze. Et une quinzaine de blessés de cette communauté ont été amenés à l'hôpital Ziv, à Safed, dans le nord d'Israël. Au risque de stigmatiser et fragiliser une minorité incertaine de son sort, dans une Syrie en transition.

Entre une opération graduelle à Gaza qui commence à ressembler à la mise en place d'une occupation militaire de longue durée, et le maintien d'une influence en Syrie à coups de frappes aériennes, Israël continue ses guerres sur plusieurs fronts, sans stratégie affichée sur le «jour d'après». ■

SAMUEL FOREY

## Le chef des Druzes libanais s'inquiète de l'intervention israélienne en Syrie

Walid Joumblatt craint une spirale de la déstabilisation en cours dans la région et appelle Damas à une politique inclusive

### ENTRETIEN BEYROUTH - correspondance

**W**alid Joumblatt, chef politique des Druzes du Liban (4 % de la population, contre 3 % en Syrie et 1,5 % en Israël), a rencontré, vendredi 2 mai à Damas, le président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, à la suite de combats ayant opposé, en début de semaine, des groupes armés affiliés au nouveau pouvoir et des factions druzes, dans les environs de Damas, dans le secteur de Jaramana, et à Sahnaya. Dans la nuit de vendredi à samedi, Israël a mené vingt frappes en Syrie, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

**Ahmad Al-Charaa vous a-t-il donné des garanties pour une protection des Druzes ?**

Je ne suis pas allé à Damas pour demander une protection spécifique pour les Druzes, mais pour calmer les esprits. L'Etat est censé seul protéger toute la population. Il y a eu des incidents armés, à Jaramana et Sahnaya, avec des morts de chaque côté – du côté des factions druzes et des nouvelles forces de sécurité syriennes. Nous

avons discuté de la voie à suivre pour pacifier la région de Jaramana : cela veut dire incorporer les éléments armés [druzes] dans les nouvelles forces de sécurité. Seule une minorité de factions druzes les ont rejoindes jusqu'ici.

**Ces affrontements ont lieu après des massacres d'alaouites, début mars. Y a-t-il un risque d'exactions contre la minorité druze ?**

Il y a un risque de désordre si un compromis politique n'est pas trouvé pour inclure les factions druzes dans les forces de sécurité. Une difficulté est qu'il n'y a pas un unique représentant des Druzes en Syrie. Mais le problème principal consiste à dissuader Israël d'intervenir en Syrie sous le prétexte de protéger les Druzes.

**Que signifient ces frappes ?**

Ces frappes, avec la propagande qui les accompagne, ne peuvent qu'augmenter l'antagonisme [de la majorité sunnite en Syrie] envers les Druzes. Ce n'est pas du tout dans leur intérêt.

**Peut-on faire confiance à d'anciens djihadistes, aujourd'hui**

### « Israël ne va pas protéger les Druzes syriens, mais les utiliser »

**au pouvoir à Damas, pour trouver un modus vivendi ?**

On n'a pas le choix. Ou bien on accepte le fait qu'il y a une nouvelle Syrie dirigée par ce que vous appelez d'anciens djihadistes. Ou bien il faut faire marche arrière ; et dire que les Al-Assad étaient des démocrates qui pratiquaient la non-violence – quelle aberration ! Mon objectif est d'essayer de calmer les esprits. D'un autre côté, nous avons le cheikh [Mouwafaq] Tarif [chef religieux des Druzes d'Israël] qui prétend pouvoir protéger les Druzes. Il ne va pas les protéger d'un exode, il va provoquer un exode.

**Quel scénario vous semble le plus sensé ?**

Le maintien de [l'intégrité de] la Syrie, avec une nouvelle formule politique qui permette, sous une

autorité centrale, une acceptation et une intégration de la diversité culturelle, religieuse, ethnique du pays. J'essaie de prévenir le pire. Et le pire serait que les Druzes soient poussés vers une enclave druze, dans le sud-est de la Syrie, où Israël prétendument les protégerait. Israël ne va pas les protéger, mais les utiliser.

**Dans quel but ? Obtenir des gains territoriaux en Syrie ?**

Oui, dans un dessein, ultérieurement, de disloquer la Syrie.

**Que pensez-vous des appels à une protection internationale qu'on entend chez certains Druzes et certains alaouites ?**

Qui va intervenir ? Cela veut dire qu'ils font appel à une intervention israélienne, qui se précise.

**Les tensions en Syrie peuvent-elles influer sur les Druzes du Liban ?**

Ce serait suicidaire si les Druzes du Liban pensent qu'ils peuvent intervenir aux côtés des Druzes de Syrie.

**Au Liban, malgré le cessez-le-feu du 27 novembre 2024 qui a**

**mis fin à la guerre entre Israël et le Hezbollah, les frappes israéliennes se poursuivent.**

**La guerre n'est pas finie ?**

C'est un cessez-le-feu un peu bizarre, d'un seul côté. Israël s'occupe le droit d'attaquer un peu partout au Liban, et n'importe qui, sous le prétexte de viser un élément qui fait partie du Hezbollah ou d'autres organisations. Il s'octroie aussi ce droit en Syrie. Cela fait peser un risque de déstabilisation au Proche-Orient.

**Dans quel état se situe aujourd'hui le Proche-Orient, qui vit les répliques du séisme de l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 et la guerre dévastatrice qu'Israël mène à Gaza ?**

Le véritable séisme, dont nous subissons toujours les répercussions, c'est l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Elle a marqué le début de la fin de ce que l'on appelle Sykes-Picot [nom de l'accord de 1916 entre Londres et Paris pour se partager le Proche-Orient], c'est-à-dire la mise en place d'Etats-nations après la fin de l'Empire ottoman, dont l'Irak et la Syrie. Aujourd'hui, nous

sommes à l'heure de la création d'un nouveau Sykes-Picot.

**Ces pays sont menacés de dislocation ?**

Il y a un risque que le Proche-Orient à venir ne repose plus sur des Etats-nations. L'Irak n'est déjà plus l'ancien Irak. Concernant la Jordanie, le pire des scénarios est le début d'une déstabilisation, si les Palestiniens expulsés de Cisjordanie s'y réfugient. Le Liban reste un modèle de diversité et une partition serait un désastre sur un territoire où les populations sont tellement enchevêtrées. Quant à Gaza, que l'on n'a point l'illusion qu'Israël s'intéresse aux otages [détenus par le Hamas et d'autres groupes palestiniens] : ce qui s'y passe est la destruction systématique, totale, de Gaza, avant l'expulsion des Palestiniens.

**Croyez-vous à une réaction internationale pour empêcher une déstabilisation ultérieure du Proche-Orient ?**

Dans ce monde totalement en déraison, en dérèglement, il n'y a plus de points de repère. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURE STEPHAN

# Ils prient pour « un pape dans la lignée de François »

« Le Monde » a interrogé des catholiques du monde entier, dimanche 4 mai, à la sortie de la messe

## TÉMOIGNAGES

Cela sonne comme un cri du cœur, presque une prière : « Qu'il soit comme François ! », répètent nombreux de catholiques du monde entier interrogés par *Le Monde*, dimanche 4 mai à la sortie de la messe, au sujet du successeur du pape argentin. Celui-ci doit être désigné lors d'un conclave qui s'ouvre mercredi au Vatican, et le pape, mort le 21 avril, fait figure d'horizon indépassable, en tout cas de boussole d'une Eglise privée de chef pour encore quelques jours. « J'espère que le prochain pape continuera le travail de François pour intégrer plus de monde dans l'Eglise, les divorcés, comme moi, ou les gays, et qu'il poursuivra les réformes pour donner plus d'importance aux femmes », affirme Elvira Abascal, 57 ans, dans la petite ville espagnole de Comillas, en Cantabrie, où 250 personnes ont assisté à la messe dans l'église San Cristobal.

Dans la cathédrale Saint-Sébastien, un immense bâtiment moderniste dans le centre de Rio de Janeiro, Gislane Gomes, étudiante en journalisme, vient de participer à un groupe de lecture biblique hebdomadaire. Médailleur de la Vierge au cou, cette Brésilienne espère que le prochain pape pourra suivre l'héritage de ce que François appelle l'*«Eglise en sortie»* : une Eglise tournée vers l'extérieur. « Ça ne sert à rien de rester enfermé dans un temple sans aller à la rencontre des personnes qui ont besoin de notre aide », estime-t-elle.

Près de l'autel, Jorge Rocha, un retraité de 76 ans, dit « prier » pour que le prochain pape continue de donner de la visibilité à l'Amazonie et aux enjeux écologiques. Dans son encyclique *Laudato si'*, « François a appelé l'humanité à prendre soin de la nature car elle fait partie de la création de Dieu », estime-t-il.

### Simple et humble

« Un pape proche du peuple, près des gens misérables, ouvert d'esprit », c'est aussi l'espérance de Martial Perigat, 60 ans, à Lyon, rappelant que cette « ouverture » de l'Eglise plébiscitée sur tous les continents tient avant tout au style de l'Argentin, à sa manière, « simple et humble », d'incarner son pontificat.

« J'aimerais un pape qui soit plus un pasteur qu'un théologien, appuie Jacqueline Mason, 85 ans, regard bleu et verbe pétillant. »

## Le pape, mort le 21 avril, fait figure d'horizon indépassable, en tout cas de boussole

Cette quasi-unanimité n'empêche pas les sensibilités de s'exprimer. Bon nombre de fidèles venus à la basilique Notre-Dame de Fourvière, haut lieu du catholicisme lyonnais, disent ainsi souhaiter un pape encore plus engagé sur les questions sociétales, renforçant la présence des femmes dans l'Eglise, accueillant les divorcés, protégeant les migrants.

« Un pape moderne, en phase avec les questions de société », encourage Audrey, 42 ans. « Qu'il soit aussi attentif aux affaires d'abus sexuels qui ont fait tellement de mal », ajoute Michel P., 66 ans, qui souhaite lui aussi que l'élu se situe « dans la lignée de François, toujours proche des pauvres, des migrants, des gens qui souffrent, qui ne se focalise pas sur le monde occidental ». « Nous attendons une Eglise toujours plus ouverte et inclusive et non archaïque », explique aussi Roberto, 73 ans, retraité, à la sortie de la paroisse Saint-Grégoire-VII, à Rome, d'où l'on aperçoit la coupole de la basilique Saint-Pierre.

Les orientations plus conservatrices, elles, s'affirment dans les pays du Sud et plus volontiers chez les jeunes. La Brésilienne Gislane Gomes dit sans ambages préférer « un pape conservateur ».

« Les papes progressistes créent des polémiques », regrette-t-elle. Elle n'a notamment pas apprécié l'ouverture du dialogue entreprise par François avec les peuples indigènes lors du synode sur l'Amazonie, en octobre 2019. Des statuettes amazoniennes de femmes enceintes avaient alors été exposées dans l'église Santa-Maria-in-Traspontina, au Vatican. Comme d'autres catholiques traditionnalistes, Mme Gomes y a un acte de « paganisme ».

Toujours à Rio de Janeiro, Guillaume Brandi, séminariste de 29 ans tout vêtu de noir, souhaite que le futur pape continue de « s'opposer à l'avortement et de reconnaître la différence entre les sexes ». Il espère toutefois que ce dernier « accueille et intègre les personnes vivant des situations



Des fidèles se rassemblent pour une procession aux chandelles, place Saint-Pierre au Vatican, le 3 mai. BERNAT ARMANGUE/AP

contraires à la doctrine de l'Eglise afin d'éviter qu'elles ne s'en éloignent. « L'Eglise ne doit pas juger », ajoute-t-il.

A Accra, on entend aussi le reproche attribué au pontificat de François d'avoir trop voulu ouvrir l'Eglise, notamment aux personnes LGBT+. Avec des nuances notables pour un pays dont le Parlement a adopté à la quasi-unanimité une loi visant à criminaliser cette communauté (sans que celle-ci ne soit finalement ratifiée) : pour Ben Ativui, banquier, « François nous a fait comprendre que nous ne devions pas les repousser, mais les laisser venir à l'Eglise. Même si cela a pu nous surprendre, après une analyse en profondeur de son message, cela faisait sens ». L'important, selon lui : « Suivre la parole du pape, quelle qu'elle soit. »

A Tourcoing (Nord), dans les Hauts-de-France, c'est du côté des plus jeunes, venus en nombre à la messe célébrée dans l'église Saint-Christophe, que l'on entend des réserves, des avertissements. Jo-

## Il est temps d'avoir un pape noir afin de pouvoir rassembler tous les Africains

ANASTASIA AMOAH  
catholique d'Accra

nathan De Oliveira est de ceux-là, qui sont revenus vers l'Eglise alors qu'il vit « dans une famille croyante mais pas pratiquante ». Ce manutentionnaire dans la métallurgie trouve aussi que, dans l'idéal, le nouveau pape « devra ressembler à François, qui s'occupait des plus démunis ». Mais « il devra garder une certaine ligne ». Pour ce trentenaire qui gère le compte Instagram de la paroisse, « il ne faut pas qu'il fasse n'importe quoi », comme autoriser le mariage des prêtres ou l'ordination de femmes (« ça irait à l'encontre des Evangiles »).

Si c'est, selon la croyance de l'Eglise, l'Esprit saint qui doit guider le choix du conclave, cela n'empêche pas un léger chauvinisme de parcourir les paroisses, surtout dans les pays qui comptent des cardinaux en vue. A Accra, la jeune Anastasia Amoah, défend la candidature de Peter Turkson, ancien archevêque de Cape Coast, au Ghana, désormais en fonctions au Vatican. « Si François a tout fait pour nous inclure, les fidèles du continent, et a ainsi permis de changer la perception d'une Eglise catholique romaine réservée aux Blancs, salue-t-elle, il est temps d'avoir un pape noir afin de pouvoir rassembler tous les Africains. »

### Apaiser les divisions

Aux Philippines, le cardinal Luis Antonio Tagle, parfois dépeint en « François asiatique », tient la corde. Mikaela Veluz, femme transgenre de la province de Quezon, au sud de Manille, militante de l'alliance d'ONG LGBT Pilipinas, soutient d'autant plus une telle candidature que l'ancien ar-

chevêque de Manille a déploré les « mots durs » employés par l'Eglise dans le passé à l'égard des homosexuels et des personnes divorcées. Au-delà des inclinations ou des approches divergentes, le futur chef de l'Eglise universelle devra aussi, estime les fidèles, être attentif à l'unité de l'Eglise, voire capable de soigner les fractures du monde. « Qu'il ne polarise pas les catholiques, récupère l'Eglise traditionnaliste et aide à résoudre les conflits et les guerres actuelles », complète, Isabel Chapero, 27 ans, sur la côte nord de l'Espagne.

« Dans la mesure du possible, j'aimerais qu'il apaise les divisions de l'Eglise », confie le New-Yorkais Mark Lunstead, 61 ans, alors que le catholicisme américain est parcouru de courants ouvertement antagonistes. Le grand défi sera aussi la transition vers le nouvel ordre mondial, avec la nouvelle administration américaine, et un nouveau pape pourra jouer un rôle... » ■

BENOÎT VITKINE AVEC LES CORRESPONDANTS DU « MONDE »

# En Australie, les travaillistes conservent le pouvoir

Le premier ministre, Anthony Albanese, sort victorieux des législatives, tandis que la droite a pâti de sa proximité passée avec Donald Trump

SYDNEY - correspondance

Poings levés devant la foule de ses partisans, les yeux rougis par l'émotion, Anthony Albanese, le premier ministre australien sortant, savoure sa victoire, samedi 3 mai. Il revient de loin. Donné en difficulté par les sondages, à la fin du mois de février, le chef du Parti travailliste a finalement remporté les élections législatives, avec une avance dont l'ampleur a surpris le pays.

M. Albanese, arrivé au pouvoir en mai 2022 avec une courte majorité de 77 députés sur 151, est en bonne voie pour en obtenir 83. Un succès qu'il doit à une stratégie électorale efficace, au désir de stabilité dans une période d'incertitude, mais aussi à l'affondrement du soutien apporté à son adversaire conservateur, Peter Dutton, affaibli par une campagne ratée et par l'ombre du président des Etats-Unis, Donald Trump.

Le chef de la coalition de centre droit (formée du Parti libéral et du Parti national d'Australie), qui a perdu dans sa propre circonscription, a abandonné la direction d'une opposition qu'il laisse en déshérence.

Lorsque M. Albanese a pris les rênes du pays, après neuf ans de règne conservateur et la pandémie de Covid-19, l'inflation culminait à 7,8 % en décembre 2022. Tout au long d'une campagne centrée sur la vie chère, ce fils d'une mère célibataire élevé dans un logement social a mis en avant les bons résultats économiques de son gouvernement. « L'inflation est tombée à 2,4 %, les salaires augmentent, le chômage demeure faible et les taux d'intérêt ont commencé à baisser », rappelait-il à la veille du scrutin. Des « fondations » sur lesquelles il entend s'appuyer pour combattre la crise du logement et alléger les coûts de santé et d'éducation.

Chef de l'opposition depuis trois ans, Peter Dutton, ancien policier et figure de l'aile dure du Parti libéral, n'a cessé, durant la période électorale, de demander aux électeurs s'ils se trouvaient « dans une meilleure situation qu'il y a trois ans ». Répétée comme un mantra, cette question aurait pu trouver un écho dans une Australie où les salaires n'ont pas suivi l'inflation, où la hausse du prix des produits essentiels a rogné le pouvoir d'achat et où la flambée de l'immobilier a rendu l'accès à la propriété toujours plus difficile.

« Aucune alternative crédible » Mais il ne suffit pas de poser des questions ; encore faut-il y apporter des réponses. « Peter Dutton a mené une mauvaise campagne. Il n'a proposé aucune alternative crédible, se contentant d'une plate-forme politique minimaliste », constate Paul Williams, professeur de science politique à l'université

Griffith. Cette plateforme s'est essentiellement limitée à la baisse du prix de l'essence, à l'introduction de l'énergie nucléaire dans le mix énergétique, ainsi qu'à la réduction de l'immigration et du nombre de fonctionnaires.

Des mesures souvent peu détaillées, voire décriées par les experts. La construction de centrales nucléaires est jugée aussi onéreuse qu'inadaptée, alors que l'île-continent regorge d'énergies renouvelables et a déjà amorcé une transition énergétique en ce sens sous l'égide des travaillistes. Toutefois, le dirigeant conservateur, qui avait gagné le respect de ses troupes en menant le combat victorieux contre la reconnaissance des Aborigènes dans la Constitution lors du référendum de 2023, a multiplié les volte-face, renonçant par exemple à interdire le télétravail.

Il faut dire que, s'il avait d'abord pu surfer sur la vague populiste mondiale – notam-

ment sur la dynamique qui a suivi l'élection de Donald Trump, qualifié, au début de 2025, par M. Dutton de « grand penseur » –, il a dû faire brutalement machine arrière. « Les Australiens n'aiment pas Trump : ni son style ni ses actes. Nous sommes une puissance moyenne très attachée à l'Etat de droit, aux valeurs démocratiques et à l'idée de justice, et son administration est un affront à presque tous ces principes. Dutton a tenté de prendre ses distances, mais c'était trop tard », analyse Mark Kenny, directeur de l'Australian Studies Institute et animateur du podcast « Democracy Sausage ».

D'autant que, sous la présidence du milliardaire américain, l'allié stratégique de l'Australie lui a imposé, comme à tous les autres pays, une taxe de 10 % sur ses exportations vers les Etats-Unis. Parallèlement, la guerre commerciale avec Pékin menace d'avoir des répercussions sur l'économie de l'île, dont la Chine demeure le premier partenaire commercial.

Les électeurs n'ont pas pour autant accordé un chèque en blanc à Anthony Albanese, dont le premier mandat a été critiqué pour la faiblesse de sa politique climatique et le manque d'ambition de ses réformes économiques. Par ailleurs, s'il est parvenu à stabiliser les relations de l'Australie avec la Chine, il devra désormais trouver un mode de fonctionnement avec l'administration Trump. Dès l'annonce de la victoire de M. Albanese, le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, l'a félicité et appelé à « approfondir » les liens entre les deux pays pour « défendre leurs intérêts communs et promouvoir la liberté et la stabilité dans la région Indo-Pacifique et dans le monde ». Lundi, M. Albanese a assuré avoir eu une conversation « chaleureuse » avec Donald Trump. ■

ISABELLE DELLEBA

# Le rappeur Diddy face aux juges pour trafic sexuel

Le procès de la star américaine devait s'ouvrir lundi. Il est accusé de trafic d'êtres humains en bande organisée

NEW YORK - correspondant

**S**ean Combs était une star du hip-hop, intouchable, célèbre pour ses réceptions où se pressait toute l'Amérique, qui avait créé un empire avec une maison d'enregistrement, Bad Boy Records, une chaîne de télévision, Revolt TV, du commerce de vodka produite en France. Mais, derrière le rappeur, connu sous le nom de Diddy, P. Diddy ou Puff Daddy, se cachait un prédateur sexuel violent qui avait organisé un trafic d'êtres humains en bande organisée, contrignant des personnes à avoir des relations sexuelles avec des prostitués recrutés à cet effet. Pendant ce temps, Diddy filmait leurs ébats en se masturbant. C'est ce que mentionne l'acte d'accusation d'un grand jury new-yorkais, révélé en septembre 2024.

Le procès débute à Manhattan lundi 5 mai, avec la sélection des jurés. Les débats devraient commencer le 12 mai. Agé de 55 ans, Diddy comparaît détenu, dans une prison de Brooklyn, en raison des risques de fuite et de pression sur les témoins ou victimes. Il encourt

la réclusion à perpétuité. Il a plaidé non coupable, assurant que toutes les relations étaient consenties, et refusé un compromis de dernière minute. L'homme a obtenu de pouvoir comparaître en tenue de ville, contrairement aux prévenus incarcérés habituellement vêtus d'une combinaison orange.

#### Intimidation et violence

«Pendant des décennies, Sean Combs a agressé, menacé et constraint des femmes et d'autres personnes de son entourage dans le but d'assouvir ses désirs sexuels, de protéger sa réputation et de dissimuler ses agissements», affirme l'acte d'accusation. «Pour ce faire, Combs s'est appuyé sur les employés, les ressources et l'influence de l'empire professionnel multi-forme qu'il dirigeait, créant ainsi une entreprise criminelle dont les membres se sont livrés (...) à la traite à des fins sexuelles, au travail forcé, aux enlèvements, à la corruption et à l'entrave à la justice.»

L'acte détaille ensuite la manière de procéder: l'homme et ses affidés «organisaient des déplacements par avion pour les femmes et les travailleurs du sexe jusqu'à ses locaux». Les orgies (surnommées «freak offs») «duraient parfois plusieurs jours et impliquaient souvent plusieurs travailleurs du sexe... Combs distribuait diverses substances réglementées aux victimes, notamment pour les inciter à obéir. Parfois, à l'insu des victimes, Combs conservait des vidéos de victimes se livrant à des actes sexuels. Après ces «freak offs», Combs et les

victimes recevaient généralement des perfusions intraveineuses pour récupérer de l'effort physique et de la consommation de drogues». Un millier de bouteilles d'huile pour bébé pouvant servir de lubrifiant ont été découvertes aux domiciles de l'accusé. Diddy s'assurait du silence de ses victimes «en contrôlant leur carrière, en exploitant son soutien financier et en menaçant de le couper, et en recourant à l'intimidation et à la violence». L'artiste s'assurait «la loyauté absolue des membres [de son organisation], notamment par des actes de violence et des menaces». Sean Combs est le seul accusé. Les procureurs prévoient de montrer aux jurés des relevés de voyage, des SMS et courriels, des notes d'hôtel et des vidéos pour compléter les témoignages.

Avant de se retrouver sur le banc des accusés, le natif d'Harlem, à New York, était devenu une icône noire américaine. Elevé par sa mère après la mort de son père, chauffeur de taxi lié au trafic de drogue, assassiné alors que Diddy n'avait que 2 ans, Sean Combs a accompagné, depuis les années 1990, l'expansion du hip-hop. En 1993, il confond le label Bad Boy Records, qui lance, entre autres artistes, The Notorious B.I.G., future star du rap new-yorkais. Il se lance à son tour dans la chanson, en 1997, sous le nom de Puff Daddy, et connaît le succès avec I'll Be Missing You, titre dédié à The Notorious B.I.G., assassiné la même année. Son album lui vaudra un Grammy Award.

## Diddy fait l'objet de plaintes au civil de plus d'une centaine de victimes présumées de violences sexuelles

En 2002, il devient le producteur et la star de «Making the Band», une émission télévisée de recherche de talents. En 2004, il chante à la mi-temps du Super Bowl, reçoit un autre Grammy, puis se produit à Broadway pour la pièce *Un raisin au soleil*. En mai 2008, il a même droit à son étoile à Hollywood.

**«Je suis Gatsby le magnifique»**  
Mais, comme le montre sa biographie, sa carrière est depuis toujours un mélange de succès artistiques, de récompenses et de brutalité notoire. Son histoire rappelle celle d'autres moguls américains, tels le producteur de cinéma Harvey Weinstein, à l'origine du mouvement MeToo, en 2017, et le pédophile Jeffrey Epstein, qui s'est suicidé dans sa prison en 2019. Leur train de vie et leur puissance leur ont permis de mener une vie criminelle devant l'intelligentsia américaine, notamment démocrate, sans que personne veuille vraiment ouvrir les yeux.

En 1998, il est accusé d'avoir agressé, avec ses gardes du corps, Steve Stoute, directeur musical

d'Interscope Records, dans ses bureaux new-yorkais, lors d'une dispute concernant un clip vidéo. L'artiste est condamné à suivre un stage de maîtrise de la colère. Fin 1999, il est arrêté pour possession d'arme, après avoir fui avec sa compagne de l'époque, Jennifer Lopez, une fusillade qui a fait trois blessés dans une boîte de nuit de New York. Il est par la suite acquitté de toutes poursuites.

Violent, l'homme est une star, célèbre pour ses fêtes, son bling-bling, son train de vie ultradépensier, au point qu'il a proclamé, au faîte de sa gloire: «*Je suis Gatsby le magnifique*», ce héros du roman de Francis Scott Fitzgerald (1925) vivant dans la débauche et le luxe, dans le New York des années 1920.

La chute est très tardive. Elle commence en novembre 2023, lorsqu'une de ses ex-compagnes, la chanteuse de soul Ventura Cassie, l'accuse dans une plainte civile de l'avoir agressée pendant dix ans et violée, en 2018, après qu'elle lui avait annoncé son intention de rompre leur relation. Les deux parties arrivent à un accord à l'amiable en deux jours, pour un montant non rendu public. Mais, en mai 2024, le grand public réalise l'ampleur des accusations, lorsque CNN diffuse une vidéo de surveillance où l'on voit Diddy tabasser Ventura Cassie dans un hôtel de Los Angeles, en mars 2016. «Mon comportement dans cette vidéo est inexcusable. J'assume l'entièreté de responsabilité de mes actes», déclare-t-il deux jours plus tard dans une vi-

déo, sur Instagram. C'est top tard. La machine judiciaire est en marche, les accusations d'agression sexuelle affluent. Le FBI lance une vaste opération de perquisition de ses résidences de Miami et Los Angeles. Trois autres plaignantes, dont le nom reste anonyme, sont parties au procès.

En dépit des efforts des avocats de M. Combs, qui la jugent trompeuse, la fameuse vidéo sera examinée au procès. Elle aurait été tournée après l'une de ces fameuses orgies sexuelles. Selon l'accusation, après l'agression, Sean Combs a soudoyé les agents de sécurité de l'hôtel avec 100 000 dollars pour faire «disparaître la vidéo originale». La défense du rappeur décrit une dispute ayant éclaté après que Cassie Ventura a découvert l'infidélité de Diddy sur son téléphone portable. En parallèle du procès pénal, Diddy fait désormais l'objet de plaintes au civil de plus d'une centaine de victimes présumées de violences sexuelles.

Sa fortune était estimée, en 2019, par Forbes, à 740 millions de dollars, mais, depuis, elle a fondu de moitié. Le procès s'ouvre le jour du Gala du Met, rendez-vous mondain de New York où paradent les célébrités. Sean Combs, proche de l'organisatrice de l'événement, la papesse de la mode, Ana Wintour, avait l'habitude de le fréquenter. Il aurait pu y triompher cette année: le thème du gala 2025 est «Superfine: adaptation du style noir», un voyage à travers trois siècles de mode noire. ■

ARNAUD LE PARMENTIER

**Le rappeur a plaidé non coupable, assurant que les relations étaient consenties**



## Le Monde BIENNALE DES VILLES EN TRANSITION GRENOBLE 10 - 17 MAI



## Le premier ministre canadien, Carney, cherche l'apaisement avec Trump

Les deux dirigeants se rencontreront mardi 6 mai à la Maison Blanche pour discuter, entre autres, des droits de douane

MONTRÉAL - correspondance

**L**e président américain et le nouveau premier ministre canadien vont se rencontrer pour la première fois à la Maison Blanche, mardi 6 mai. La rencontre diplomatique s'annonce chargée sur fond de désaccords et de fortes tensions entre les deux voisins. Le premier ministre canadien, Mark Carney, doit sa victoire inattendue, le 28 avril, à une stratégie: face aux visées expansionnistes et à la guerre commerciale engagée par le président américain, l'ancien banquier et haut fonctionnaire s'est érigé comme le meilleur rempart face à Donald Trump, assurant être capable de lui tenir tête.

Dans son discours de victoire, Mark Carney a réaffirmé la politique qu'il comptait mener: construire un «Canada fort» face aux appétits impérialistes du président américain. «Qui est prêt à défendre le Canada avec moi?», a-t-il lancé à la foule, avant de résumer, l'état des rapports entre les deux voisins. «Notre ancienne relation avec les Etats-Unis est terminée. (...) Les Etats-Unis veulent notre terre, nos ressources, notre eau, notre pays. Le président Trump essaie de nous briser pour que l'Amérique nous possède. Ça n'arrivera jamais, jamais», a-t-il averti.

Mais une fois le temps de la campagne révolu et l'euphorie de la victoire retombée, Mark Carney semble adopter une approche plus prudente et soigner la diplomatie avec son voisin du sud. Les deux dirigeants se sont entretenus au téléphone au lendemain des élections – un échange que le premier ministre a qualifié de «très constructif» –, s'accordant sur une vi-

site rapide du dirigeant canadien à Washington. «Cette rencontre arrive à un moment crucial et est primordiale pour l'avenir des relations Canada-Etats-Unis», indique Stéphanie Chouinard, professeure agrégée de science politique au Collège militaire royal du Canada.

#### «Un retour à la case départ»

Cette première rencontre sera pour M. Carney l'occasion d'apaiser ces relations. «C'est un retour à la case départ et ça va être bénéfique pour le Canada, c'est certain. Justin Trudeau et M. Trump avaient très peu d'atomes crochus», note la politologue. Les relations entre Donald Trump et le prédecesseur de Mark Carney ont été conflictuelles dès le premier mandat du président américain. «Pour le président américain, M. Carney arrive avec un bagage qui commande le respect, beaucoup plus que celui de Justin Trudeau. C'est un ancien financier, qui sait parler le même langage que Donald Trump en matière économique», analyse Stéphanie Chouinard. Novice en politique, diplômé d'Harvard et d'Oxford, ancien banquier, Mark Carney a plusieurs arguments susceptibles de plaire au président américain, si tel est l'objectif.

Premier signe encourageant, Donald Trump l'a qualifié de «très gentil monsieur» avec qui il pense avoir dans le futur «une excellente relation». Un changement de ton qui laisse présager un relatif apaisement dans ces relations bilatérales. Mais derrière ces apparences, réparer une relation brisée sera une tâche titanique pour le premier ministre canadien. Le mal est fait, et Donald Trump a fracturé en seulement quelques mois des déçus d'acquis diplomatiques.

Par ailleurs, une épée de Damoclès flotte toujours sur le Canada et la guerre commerciale n'est en rien réglée. Des tarifs douaniers présent encore sur de nombreux produits canadiens, dont l'acier et l'aluminium, dont les importations sont taxées à 25 %. Dans ce contexte, Mark Carney a tenu, vendredi 2 mai, à tempérer les attentes sur sa visite à la Maison Blanche. «Ne vous attendez pas à voir sortir de la fumée blanche», a ironisé le premier ministre en référence à celle attendue au Vatican pour l'élection du pape. «Mon gouvernement va se battre pour obtenir le meilleur accord pour le Canada. Et on prendra tout le temps nécessaire», a-t-il ajouté.

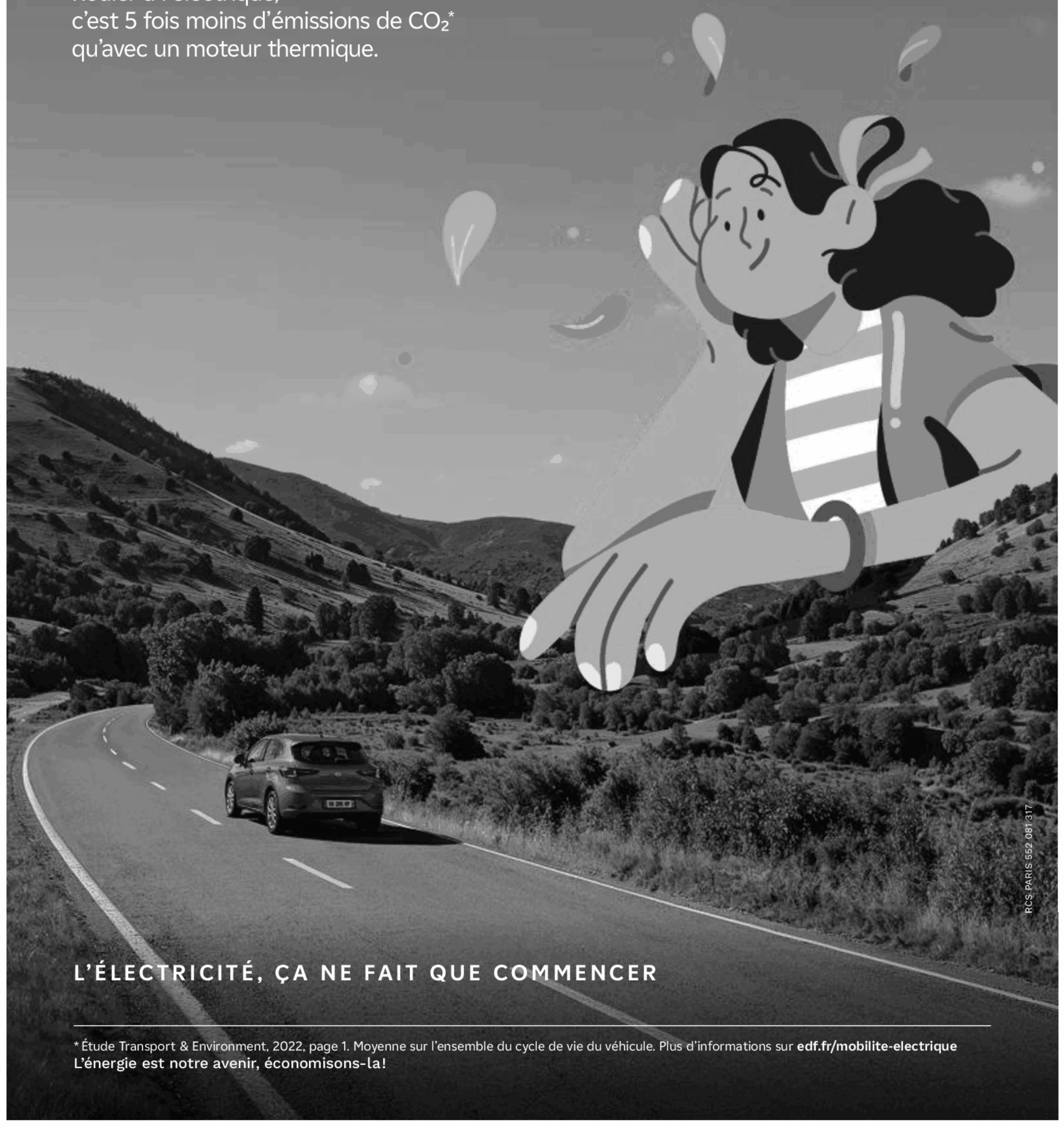
Dans ce même discours, le premier ministre canadien a reconnu la nécessité de diversifier l'économie canadienne en promettant «la plus grande transformation depuis la seconde guerre mondiale», et en renforçant les liens avec d'autres partenaires, notamment en Europe, pour moins dépendre des Etats-Unis. «Le Canada a eu réveil brutal et beaucoup ont eu le sentiment d'avoir été trop complaisants à l'égard de cette relation avec les Etats-Unis. La confiance est brisée dans l'esprit des Canadiens et ça ne se réparera pas de sitôt», affirme Stéphanie Chouinard. Sur le fond, tout ne pourra pas donc se régler en une seule rencontre diplomatique. Sur la forme, Mark Carney a promis une approche radicalement opposée à celle de son homologue: garder les discussions derrière des portes closes et ne pas négocier en public. Une diplomatie prudente face à l'imprévisibilité du président américain. ■

ALEXANDRE LEPOUTRE



# ON N'A PAS BESOIN DE PÉTROLE POUR AVANCER.

Rouler à l'électrique,  
c'est 5 fois moins d'émissions de CO<sub>2</sub>\*  
qu'avec un moteur thermique.



L'ÉLECTRICITÉ, ÇA NE FAIT QUE COMMENCER

\* Étude Transport & Environnement, 2022, page 1. Moyenne sur l'ensemble du cycle de vie du véhicule. Plus d'informations sur [edf.fr/mobilite-electrique](http://edf.fr/mobilite-electrique)  
L'énergie est notre avenir, économisons-la!

## Energies renouvelables : le faux montant brandi par la droite et le RN

Rassemblement national et droite fustigent le coût supposé de la transition énergétique

**C**ombien coûtera le déploiement des énergies renouvelables nécessaires à la transition écologique lors de la prochaine décennie ? Le sujet devrait de nouveau être abordé lors du débat sur la souveraineté énergétique organisé au Sénat, mardi 6 mai. A l'occasion d'une discussion similaire à l'Assemblée, le 28 avril, les députés de droite et d'extrême droite se sont livrés à une bataille de chiffres censés démontrer que l'essor du solaire et de l'éolien, prévu dans le cadre de la future feuille de route énergétique (la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE), va faire bondir les factures d'électricité.

« Nous refusons que vous doubliez le nombre d'éoliennes sur terre, couvrez la France de panneaux solaires chinois et défiguriez nos côtes avec les éoliennes en mer, pour une facture totale de 300 milliards d'euros qui vient s'ajouter aux 100 milliards déjà gaspillés », a ainsi affirmé Marine Le Pen, la présidente du groupe Rassemblement national (RN). Les élus Les Républicains sont sur la même ligne, la députée du Jura Justine Gruet (Droite républicaine, DR) ayant fustigé un plan à 300 milliards d'euros, « six fois le budget de l'armée », pour « produire une électricité dont nous n'avons pas besoin ». Les députés DR recommandent de cesser tout financement public de l'éolien.

Si ces chiffres s'imposent dans le débat public, ils se révèlent infondés et partiaux. « Il est inquiétant que la droite et l'extrême droite aient réussi à faire vivre ces chiffres farfelus, destinés à faire peur et qui mêlent des choux et des carottes », regrette Nicolas Goldberg, associé chez Colombus Consulting et responsable énergie au sein du cercle de réflexion Terra Nova. Lancer des chiffres sans dire quelle période ils couvrent et quels coûts ils évitent est malhonnête. » Ces chiffres sont fallacieux, ajoute Matthias Vandenbulcke, délégué général adjoint de France renouvelables. C'est un chiffon rouge agité pour déployer une idéologie anti-renouvelables. »

**Une évolution difficile à prévoir**  
D'où vient ce montant de 300 milliards ? Le 24 mars, sur Facebook, le député (RN) de la Somme et responsable des questions énergétiques du parti, Jean-Philippe Tangy, détaille : « La PPE, ça va coûter plus de 100 milliards d'euros en subventions pour l'éolien et le solaire, à ajouter aux 200 milliards déjà prévus par RTE et Enedis pour raccorder toute cette politique absurde ». Le gestionnaire national du réseau de transport d'électricité RTE a confirmé, en février, un plan d'investissement de 94 milliards d'euros sur quinze ans. Il doit bien permettre de raccorder des installations renouvelables, RTE prévoyant notamment 37 milliards d'euros pour les infrastructures en mer. Mais ces investissements serviront également à entretenir et à renforcer le réseau ainsi qu'à raccorder de nouveaux clients. « Dans ce plan, moins de 50 % des investissements concernent le raccordement de nouvelles capacités en

### L'argumentaire occulte les importations de pétrole et de gaz, auxquels doivent se substituer les renouvelables

énergies renouvelables », a rappelé le ministre délégué à l'énergie, Marc Ferracci, à l'Assemblée.

Enedis, qui gère le réseau public de distribution a également annoncé un plan d'investissements de 96 milliards d'euros sur la période 2022-2040. Un montant qui, là encore, ne concerne qu'en partie le solaire et l'éolien : 10 milliards d'euros iront au raccordement de capacités renouvelables, sur 53 milliards consacrés à la transition écologique.

L'autre volet concerne le soutien public aux renouvelables par le biais du mécanisme de tarif d'achat garanti de l'électricité (fixé sur une période de quinze ou vingt ans entre l'Etat et un producteur de renouvelables). Si le prix de marché est inférieur au prix de référence, l'Etat paie la différence ; à l'inverse, si le prix de marché est supérieur, les producteurs reversent des recettes à l'Etat.

A combien s'élèvera ce soutien à l'avenir ? Dans le projet de PPE, le gouvernement estime que le coût du soutien public à la production d'éolien et de photovoltaïque, sur la période 2025-2060, devrait être compris entre 31 milliards et 50 milliards d'euros dans un scénario de prix d'électricité médian. Il pourrait monter jusqu'à 120 milliards dans un scénario de prix bas, ou au contraire chuter à moins 42 milliards dans un scénario de prix haut (somme que l'Etat empocherait). L'évolution du prix de l'électricité est difficile à prévoir. En 2024, les renouvelables ont coûté 3,5 milliards d'euros à l'Etat en raison de ce dispositif de soutien. En 2023, dans une période particulière de crise énergétique, elles lui ont rapporté 13,7 milliards. Le RN, de son côté, retient une projection haute « entre 100 milliards et 150 milliards d'euros », explique le député (RN) de la Meuse, Maxime Amblard.

Au-delà de ces approximations, les affirmations de la droite et de l'extrême droite ne donnent qu'une vision incomplète du système énergétique, en occultant le coût des importations de pétrole et de gaz – auxquels doivent se substituer les renouvelables par le biais de l'électrification des usages. « Chaque jour, ce sont 180 millions d'euros qui s'envolent pour couvrir notre consommation d'énergies fossiles – soit plus de 65 milliards d'euros par an », ont rappelé fin avril une vingtaine d'organisations et d'associations professionnelles du secteur.

« Nous n'avons pas besoin d'énergies intermittentes pour décarboner notre système énergétique », répond M. Tangy. Au contraire de toutes les études prospectives menées par RTE ou l'Agence internationale de l'énergie, qui estiment qu'un développement massif des énergies renouvelables est indispensable pour lutter contre le réchauffement, le RN assure que la France peut respecter ses engagements climatiques en misant sur l'hydroélectricité, la géothermie, l'hydrogène et le nucléaire. La construction de six nouveaux réacteurs pourrait coûter près de 100 milliards d'euros, selon les derniers chiffres. ■

NICOLAS GOLDBERG  
cercle de réflexion Terra Nova

PERRINE MOUTERDE



La partie épicerie de la ferme du P'tit Gallo, à Montreuil-le-Gast (Ille-et-Vilaine), le 23 avril. LOUISE QUIGNON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

## En Bretagne, la reprise de terres bio « historiques » vire à l'imbroglion

Des agriculteurs conventionnels ont été autorisés à acquérir une ferme exploitée en agroécologie, au détriment des paysans candidats en bio

### REPORTAGE RENNES - correspondant

**I**l a les traits tirés, ce mercredi matin de fin avril. Alors que ses 75 vaches quittent la stabulation du P'tit Gallo à Montreuil-le-Gast (Ille-et-Vilaine) pour pâtrier dans les champs alentour, Yves Simon se dit « soucieux ». Sa ferme bio « tourne » pourtant bien : 15 salariés, 1,5 million d'euros de chiffre d'affaires annuel, 500 000 litres de lait collectés et transformés en yaourts commercialisés dans 120 points de vente... Depuis quelques semaines, une « affaire » de terres agricoles mine l'agriculteur. Il pensait acquérir une partie de la ferme du Breil, exploitation bio de « référence » installée à Melesse, la commune voisine, mais il s'est fait doubler par un agriculteur conventionnel dans des conditions troubles. Yves Simon s'agace : « Ces terres n'ont jamais connu de traitement phytosanitaire. De telles parcelles doivent continuer à être exploitées en bio. Ça semble évident, non ? »

C'est aussi l'avis de nombreux élus locaux et d'associations défendant l'agriculture biologique, qui se mobilisent pour soutenir le fondateur du P'tit Gallo, qui a développé toute une gamme de produits laitiers bio. D'habitude, les disputes entre paysans pour des hectares agricoles se déroulent loin des regards. Pas cette fois.

« Il serait inacceptable et irresponsable de laisser ces terres à un modèle agricole qui ne contribue pas à la préservation de la santé publique, de la qualité de l'eau, de la biodiversité locale », s'insurge la Ligue pour la protection des oiseaux. L'avenir de la ferme du Breil intéresse parce qu'il est devenu un symbole de l'inédite perte de vitesse de l'agriculture biologique. De la chute des installations de paysans à l'érosion des ventes, en passant par la baisse des surfaces cultivées.

En 2023, le nombre de terres exploitées en bio a reculé de 2 % dans le pays selon l'Agence bio. C'est particulièrement vrai en Bretagne, région agricole dominée par le modèle intensif calibré pour nourrir 20 millions d'habitants. Ici, un hectare sur trois cul-

tivés en bio et cédés en 2023 a été repris par un professionnel évoluant en conventionnel. C'est dix fois plus qu'en 2020.

C'est aussi pour « stopper cette hémorragie » qu'Yves Simon se démenne. Tout a commencé en février lorsque la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer), cet organisme chargé de superviser les transactions foncières agricoles – qui n'a pas donné suite aux sollicitations du *Monde* –, met en vente la ferme du Breil. Le fondateur du P'tit Gallo s'y intéresse pour agrandir son entreprise et permettre à deux de ses salariés de s'installer pour ensuite s'associer avec lui. D'autres paysans bio lorgnent aussi ces terres. Tous se rencontrent.

Autour de la table : Yves Simon, un voisin en quête de parcelles pour permettre à sa femme de devenir agricultrice, une éleveuse de chevaux souhaitant agrandir son domaine et un ancien cadre de Sciences Po Rennes de 56 ans en reconversion. Ce dernier, Gilles Beaume, projette de cultiver des fruits : « On ne se connaît pas, mais nous avons tout de suite réfléchi à la manière de travailler ensemble. Où installer des haies communes ? Comment mutualiser les installations pour ne pas imperméabiliser de sols ? »

#### « Pressions de la FNSEA »

En quelques jours, le collectif se répartit terres, matériels et bâtiments avant de réunir les 350 000 euros nécessaires à la transaction. Leur projet de reprise est validé en mars par la Safer. Quelques jours plus tard, l'institution, dont le collège syndical est majoritairement aux mains de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), revient cependant sur sa décision. Après un vote à bulletin secret, le nom d'Yves Simon, qui postule à l'acquisition de la stabulation et à une vingtaine d'hectares, est remplacé par celui des Lauret, un couple d'agriculteurs conventionnels du secteur qui a effectué un recours auprès de la Safer. Le couple réclame ce lot pour insister leur fils de 22 ans, Aurélien.

« Un tel revirement de situation a été possible grâce aux pressions de

**L'avenir de la ferme du Breil est devenu un symbole de la perte de vitesse de l'agriculture biologique**

*la FNSEA* », dénonce Arnaud Dalgault, vice-président de l'association Agrobio 35. Ce maraîcher poursuit : « Au nom de la souveraineté alimentaire, le modèle productiviste fait preuve d'une grande agressivité à l'encontre des systèmes bio. Depuis quelques années, il agit sans retenue. »

La décision de la Safer interpelle aussi les élus locaux, qui la jugent contraire à plusieurs textes nationaux et locaux. Maire (divers gauche) de Melesse et président de la communauté de communes, Claude Jaouen a écrit son « incompréhension » dans un courrier envoyé au préfet et aux parlementaires : « L'agriculture biologique permet la préservation des ressources naturelles, notamment la ressource en eau. La ferme du Breil est située à proximité du canal d'Ille-et-Rance, et ainsi pourrait présenter un risque de pollution selon le type d'agriculture réalisée. »

Les critiques fusent ainsi jusqu'au lieu-dit de la Touche-Petit, où se dresse la ferme des Lauret. Ce mercredi de fin avril, la famille est assise autour de la table de la cuisine. Parents, fils et fille se disent « surpris par ces querelles qui les dépassent ». Les Lauret ne sont pas connus pour être des collectionneurs de terres agricoles ni des figures du monde syndical. Ils sont propriétaires d'une ferme de taille moyenne. La famille n'est, certes, pas convaincue par l'agriculture biologique, mais entretient des relations cordiales avec ceux qui la pratiquent, à commencer par les fondateurs de la ferme du Breil, qui refusent de prendre position.

Si les Lauret veulent ces terres bio, c'est « par souci d'efficacité ». Ces parcelles sont situées en lisière de leur exploitation. Que cultiveront-ils ici ? Comment ? Aucune

précision. Les agriculteurs disent avoir « respecté la procédure à la lettre » et s'agacent des présomptions de pollution formulées à leur égard « encore une fois ».

Les agriculteurs font référence à l'épisode de 2019 lorsque Daniel Cueff, alors maire écologiste de Langouët, commune voisine, avait pris un médiatique arrêté antipesticides. Ce texte, annulé par le tribunal administratif, avait divisé localement jusque dans les rangs des écologistes. Beaucoup jugeaient la démarche trop stigmatisante pour les agriculteurs conventionnels.

« On a déjà trop parlé », coupe le père de famille après quelques minutes d'échange. Pas question d'en dire davantage tant que la décision de la Safer n'aura pas été validée par les services de l'Etat. Cette dernière valide généralement les recommandations qui lui sont soumises. Le 29 avril, la Safer a entériné son choix en ajoutant une contrainte à la cession des terres. Les Lauret doivent les conserver en agriculture biologique pendant au moins six années.

#### « Avis non motivés »

Il en faudra plus pour éteindre la contestation. Yves Simon songe à porter l'affaire en justice. A quelques encabluures de là, Aurélie Dressayre, l'éleveuse de chevaux figurant dans le projet collectif des paysans bio, se dit prête à orchestrer les recours juridiques. Question de « valeurs », mais aussi de « droit ». Avant d'ouvrir son centre équestre en 2022, Aurélie Dressayre était une avocate parisienne rompue aux marchés publics.

La quadragénaire est « tombée des nues » en découvrant « l'opacité » de la Safer : « Elle rend des avis non motivés. A ce jour, je n'ai pas de réponse à mes demandes de procès-verbaux pour comprendre les décisions. Tout ce que j'ai reçu, c'est un mail qui dit "Untel obtient tant d'hectares". » Aurélie Dressayre réclame une clarification, quitte à saisir la justice : « A dossier égal, l'agriculture biologique prime-t-elle sur le conventionnel ? Nous avons besoin d'une décision qui fasse jurisprudence dans un sens... ou dans l'autre. » ■

BENJAMIN KELTZ

**« Il est inquiétant que la droite et l'extrême droite aient réussi à faire vivre ces chiffres farfelus »**

NICOLAS GOLDBERG

cercle de réflexion Terra Nova

PERRINE MOUTERDE

# ◆ Les serial<sup>\*</sup> lecteurs de votre ville vous disent merci

La rénovation énergétique des bâtiments publics,  
ça profite à tous ! Pour la bibliothèque de votre ville,  
ACTEE est à vos côtés pour préparer les travaux  
qui amélioreront le confort des usagers  
et réduiront vos dépenses.

\*en série.

Passez à l'action, rendez-vous →  
sur programme-cee-actee.fr

Programme  
financé  
par



**ACTEE** | FNCCR

Action des Collectivités  
Territoriales pour  
l'Efficacité Énergétique

# Référendum sur le budget: Bayrou peine à convaincre

Le premier ministre a avancé, samedi, la possibilité de « s'adresser directement aux citoyens » sur le redressement des finances publiques. L'Elysée se montre sceptique

François Bayrou paraît déjà es-séculé dans son ascension de l'Himalaya. Le premier ministre a lancé, samedi 3 mai, dans un entretien fleuve au *Journal du dimanche* (JDD), l'idée d'un référendum sur un « plan d'ensemble » de redressement des finances publiques, qui « demandera[it] des efforts à tout le monde ». « Je pense que la question [du budget] est assez grave, assez lourde de conséquences pour l'avenir de la nation, pour qu'elle s'adresse directement aux citoyens », a-t-il indiqué à l'hebdomadaire. « Je n'écarte donc aucune possibilité. » Mais, en évoquant cette piste inattendue pour valider des économies douloureuses, le chef du gouvernement a provoqué le scepticisme de l'Elysée et une levée de boucliers des partis politiques, jusque dans sa propre coalition.

L'idée d'un référendum à peine débattue, l'entourage d'Emmanuel Macron a en partie désavoué, dimanche, la méthode de François Bayrou, défendant ainsi une prérogative présidentielle. « Tant que le plan évoqué par le premier ministre n'est pas connu, il est difficile de se prononcer, que ce soit sur le plan juridique, sur celui de l'opportunité politique, [ou] sur la question du fond et de l'intérêt pour la nation », avance un proche du président de la République.

En février, François Bayrou avait déjà soutenu l'idée d'une possible consultation sur les retraites, avant d'être recadré par Emmanuel Macron : « La Constitution est

*claire dans ses termes et j'aurai à m'exprimer au bon moment* », lui avait-il rétorqué depuis le Portugal. Pour cette nouvelle tentative, François Bayrou, qui avait prévenu le chef de l'Etat de ses déclarations au JDD, entend « tout mettre sur la place publique devant les Français même si cela peut être déconcertant », selon un conseiller du premier ministre. Le centriste continue de prendre à témoign l'opinion sur les questions budgétaires, dans le sillage de sa conférence de presse du 15 avril et de sa formule incantatoire : « La vérité permet d'agir. »

#### BALLON D'ESSAI

Ce ballon d'essai spectaculaire – il n'y a eu que dix référendums organisés en France depuis 1958, et aucun sur un sujet de politique économique intérieure – témoigne de l'extrême difficulté face à laquelle se trouve François Bayrou. Le premier ministre a fait de la lutte contre la dette le premier de ses combats politiques, avec, pour y arriver, un objectif central : ramener le déficit public de 5,8 % du produit intérieur brut en 2024 à 5,4 % en 2025, puis 4,6 % en 2026 et moins de 3 % en 2029. Ce n'est qu'alors que la dette pourra commencer à refluer. Le prochain budget s'annonce crucial, avec un effort de réduction du déficit deux fois plus important que celui annoncé pour 2025.

Sur le papier, une telle cible ne peut être atteinte qu'avec des mesures fortes, en particulier des économies de dépenses, la France étant déjà l'un des pays où les préle-



**Le premier ministre, François Bayrou, à l'Assemblée nationale, le 30 avril.**  
XOSE BOUZAS/HANS LUCAS

vements obligatoires sont les plus élevés au monde. Or, la configuration politique, avec une Assemblée nationale sans majorité, empêche structurellement de prendre des décisions radicales. Elle conduit plutôt à la recherche de compromis, et à l'adoption de mesures correspondant au plus petit dénominateur commun.

Le budget 2026 va être « un cauchemar » à préparer, avait résumé la porte-parole du gouvernement, Sophie Primas, sur Public Sé-nat dès le 26 mars. « Il n'y a pas de majorité à l'Assemblée pour faire des économies », cons-

tate aujourd'hui l'ancien ministre macroniste des comptes publics Thomas Cazenave. Et l'opposition brandit d'ores et déjà la menace d'une censure pour faire tomber le gouvernement lors du vote du budget.

François Bayrou, pour sa part, exclut dans son interview au JDD toute hausse d'impôt, tout en rejetant les propositions de nouvelles recettes émises par ses ministres Amélie de Montchalin (comptes publics) et François Rebsamen (aménagement du territoire), qu'il s'agisse de la suppression de l'abattement fiscal de 10 % pour les retraités ou de la

## « Pas de nouvel impôt local » pour le gouvernement

François Bayrou a rejeté l'idée d'une « modeste » contribution pour aider au financement des services publics des communes

Le gouvernement a apporté une réponse à double dé-tente, mardi 29 avril, pour clore le débat sur l'éventualité d'une nouvelle « contribution locale » universelle. « Il n'y a aucune mesure d'impôt nouveau qui soit aujourd'hui en préparation, secrète ou discrète », a déclaré le premier ministre, François Bayrou, mardi, lors des questions au gouvernement, à l'Assemblée nationale. Et son ministre de l'économie, Eric Lombard, s'est montré encore plus clair, quelques minutes plus tard : « Non, nous ne cré-rons pas de nouvel impôt local. »

Dimanche 27 avril, le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, François Rebsamen, avait évoqué l'idée d'instaurer « une contribution modeste au financement des services publics de la commune pour renouer le lien avec les citoyens », tout en se félicitant de la suppression de la taxe d'habitation, achevée en 2023. Il en avait déjà parlé le 4 mars au Sénat, tout comme

Catherine Vautrin, qui l'a précédé dans ce ministère au sein du gouvernement Barnier, l'avait fait à l'automne 2024.

Aujourd'hui, M. Rebsamen prend acte et « comprend » la position du premier ministre, rappelant que le sujet « s'inscrit dans une réflexion de long terme » et que « tout cela viendra au moment de l'élection présidentielle ». Sur le fond, le ministre reste per-suadé qu'une situation où,

« dans certaines communes, seuls 30 % des habitants, propriétaires, payent l'impôt local, ne peut pas tenir longtemps ». Il faudra bien, pense-t-il, sans restaurer une taxe d'habitation, « impôt injuste », « remettre à plat la fiscalité locale » et recréer une contribution de quelques euros peut-être, pour renouer le lien entre l'habitant et la collectivité où il se trouve. C'est une question de citoyenneté.

Président de la délégation aux collectivités locales du Sénat, le sénateur centriste du Cantal, Ber-nard Delcros, développe un point

**SANS RESTAURER LA TAXE D'HABITATION, IL FAUDRA BIEN « REMETTRE À PLAT LA FISCALITÉ LOCALE », PENSE FRANÇOIS REBSAMEN**

vid Lisnard soutient le nouvel impôt local de la macronie ? Eh bien, le Rassemblement national n'acceptera aucune hausse ni création d'impôts. Point final. » A l'appui de ce tweet (supprimé depuis), un courrier adressé le 6 janvier par le président de l'AMF au député RN de l'Aude Frédéric Falcon, où David Lisnard écrit : « L'AMF plaide pour le retour à un impôt local direct. En effet, la responsabilité politique des élus locaux s'accompagne d'une capacité à lever l'impôt et d'en rendre compte devant la popula-

tion. » « Inepties », a répondu le maire de Cannes à Marine Le Pen sur X, rappelant sur BFM-TV, mardi : « Ce que dit François Rebsamen n'est pas insensé, mais c'est impossible dans le contexte actuel et cela doit se faire avec une baisse de la fiscalité nationale. »

#### Une question sensible

De fait, dans un pays où le poids de l'impôt atteint des sommets, la question est sensible. « Pas question d'avoir de nouvelles contributions, pas question d'alléger les retraités tant qu'on n'a pas baissé les dépenses au maximum », a plaidé le 28 avril le président LR de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, affirmant avoir réduit celles du conseil régional de 110 millions d'euros. Et à l'adresse des associations d'élus qui défendent l'idée, il a lancé : « Mais ils sont tous tombés sur la tête, ou quoi ? Ils ne voient pas les Français ? Ils ne discutent pas avec eux ? Les gens en ont marre de cette overdose fiscale. » ■

Les députés macronistes sont eux aussi montés au créneau. « Les nostalgiques de la taxe d'habitation sont de retour », a attaqué le député (Renaissance) du Gers, Jean-René Cazeneuve, mardi, lors des questions au gouvernement. Sa suppression a permis « un gain de pouvoir d'achat en moyenne de 650 euros par foyer et par an », a-t-il rappelé. Or, affirme-t-il, la contribution locale, c'est faire revenir la taxe d'habitation « par la fenêtre ». « Un impôt, on sait quand il commence, on ne sait jamais comment il finit », a-t-il lancé en poursuivant :

« Les collectivités locales manquent-elles à ce point de moyens alors qu'elles battent cette année un record d'investissement et que la Cour des comptes évoque un emballlement de leurs dépenses ? Non. » Le gouvernement et les élus locaux auront toute une journée, mardi 6 mai, pour en discuter. Ce sera la première réunion de la nouvelle « conférence financière des territoires ». ■

BENOÎT FLOC'H



**« JE N'ADHÈRE PAS DU TOUT À CETTE TENTATIVE DE CONTOURNER LE PARLEMENT. UN RÉFÉRENDUM SUR UN SUJET AUSSI COMPLIQUÉ NE PEUT QU'ENFLAMMER INUTILEMENT LE PAYS »**

JEAN-FRANÇOIS HUSSON  
sénateur Les Républicains et rapporteur du budget au Sénat

création d'une « contribution modeste » pour les finances des collectivités.

Les premières réactions à l'hypothèse brandie par le premier ministre oscillent entre la méfiance et l'opposition résolue. « François Bayrou s'est enfermé lui-même dans l'hyperbole de l'Himalaya budgétaire », clame le député (divers centre, Eure-et-Loir) Harold Huwart, qui perçoit dans cet appel au référendum « la fuite en avant d'un homme qui sent qu'il n'a plus de majorité et qui sait qu'il ne passera pas l'automne au Parlement ».

**« ASSEZ UBUESQUE »**

Le référendum « n'aura pas lieu », a prédict Eric Coquerel, député La France insoumise de Seine-Saint-Denis et président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, dimanche sur Franceinfo. « Tout ça me paraît assez ubuesque », a critiqué dimanche, sur BFM-TV, le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure. « Pourquoi organiser un référendum si c'est pour poursuivre la même politique de l'offre, qui a conduit à alourdir la dette de 1000 milliards d'euros, ou couper toujours plus dans les crédits de l'économie, de la santé, des services publics ? », demande Christine Arrighi, députée Les Ecologistes de Haute-Garonne et secrétaire de la commission des finances.

En campagne pour la présidence du parti Les Républicains (LR), Laurent Wauquiez a,

lui aussi, torpillé le projet. « Il n'y a pas besoin de référendum pour savoir que les Français en ont assez des augmentations d'impôts », s'est insurgé sur France 3 le président du groupe LR à l'Assemblée. La seule chose qu'on demande au premier ministre, c'est d'avoir enfin le courage de s'attaquer au gaspillage de l'argent public. Là, ce qui me gêne, c'est qu'on a un premier ministre qui tergiverse, qui cherche juste à gagner du temps et ne décide pas. »

Les parlementaires, engagés avec le gouvernement dans un processus de concertation sur le budget 2026 censé aboutir d'ici au 14 juillet, sont d'autant plus remontés qu'ils voient dans le recours au référendum une façon d'entraver leur travail sur le budget, une de leurs prérogatives essentielles. « Je n'adhère pas du tout à cette tentative de contourner le Parlement », déclare Jean-François Husson, sénateur (LR, Meurthe-et-Moselle) et rapporteur du budget au Sénat. Je suis troublé de découvrir cette initiative dans la presse, alors que le premier ministre n'a pas trouvé le temps de recevoir les responsables des commissions des finances. Un référendum sur un sujet aussi compliqué ne peut qu'enflammer inutilement le pays. »

« Il y a toujours cette volonté du premier ministre de jouer le lien direct avec le peuple contre l'Assemblée », observe le constitutionnaliste Benjamin Morel, qui voit là un risque juridique et politique flagrant. Les questions budgétaires sont déjà régies par une procédure constitutionnelle et une loi organique, qui pourraient rendre caduc un référendum budgétaire fondé sur l'article 11 de la Constitution. « Quelle question poser ? « Voulez-vous faire des économies ? » Sur quoi ? », s'interroge le député Rassemblement national du Var Philippe Lottiaux. La complexité du sujet ne se prête guère à un référendum. Si M. Bayrou veut un scrutin, il faut dissoudre l'Assemblée nationale, pas faire un référendum. »

Dans ces conditions, rien ne garantit à François Bayrou d'emporter l'adhésion tant espérée des Français, lui qui bat tous les records d'impopularité pour un premier ministre sous la Ve République. ■

DENIS COSNARD  
ET MARIAMA DARAMÉ

## En quête de pistes pour freiner les dépenses des collectivités

Le gouvernement doit retrouver les élus locaux à huis clos, mardi à Paris. Les nouveaux contrats envisagés restent à l'état d'ébauche

### AUCUNE REFONTE GLOBALE DES FINANCES LOCALES N'EST ENVISAGÉE AVANT LA PRÉSIDENTIELLE DE 2027

Rendez-vous à l'hôtel de Roquelaure, le vieil hôtel particulier qui abrite le ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation. C'est là, boulevard Saint-Germain, à Paris, que doit se tenir, mardi 6 mai, une rencontre au sommet sur les finances des collectivités locales, la « conférence de financement des territoires ». Un décor très chic pour des échanges à huis clos qui s'annoncent un peu rugueux, entre le premier ministre, François Bayrou, une série de ministres, et les représentants des communes, départements, régions, etc. « On va sans doute devoir se dire des choses désagréables », anticipe un conseiller ministériel. C'est peut-être nécessaire pour sortir des polémiques et des discussions stériles. »

Crever l'abcès et renouer le dialogue pour, à terme, trouver les solutions consensuelles qui permettront de faire participer les collectivités au redressement des comptes du pays. Tel est l'objectif de la rencontre organisée par le gouvernement, avec, en « monsieur Loyal », le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, François Rebsamen, un ancien socialiste passé dans le camp macroniste et ex-maire de Dijon (2001-2024), qui connaît comme sa poche le petit monde des élus locaux. « Nous allons écouter les élus et engager un échange », explique-t-il, en précisant que les arbitrages interviendront plus tard et seront présentés en juillet.

Pour l'exécutif, le but est clair : il faut d'urgence reprendre le contrôle des finances tricolores, et ramener le déficit public de 5,8 % du produit intérieur brut (PIB) en 2024 à moins de 3 % en 2029. Pour y parvenir malgré une croissance voisine de zéro et de violentes turbulences internationales, M. Bayrou et ses ministres veulent freiner les dépenses publiques. Toutes. Celles de l'Etat proprement dit (39 % du total), mais aussi les dépenses sociales (43 %) et celles des collectivités territoriales (18 %).

#### Epreuve de force

Du côté des administrations centrales, le gouvernement estime avoir déjà engagé des économies non négligeables, avec le budget 2025 et 12 milliards d'euros de crédits ministériels gelés en deux mois. « Cette année, l'Etat porte 73 % de l'effort de baisse de la dépense publique, alors qu'il pèse pour moins de 40 % de cette dépense », a souligné la ministre des comptes publics, Amélie de Montchalin, le 29 avril, à l'Assemblée nationale. Son objectif : amener la Sécurité sociale et les collectivités à ralentir, elles aussi, le mouvement.

Pour l'heure, rien n'est acquis. En 2025, le gouvernement table sur une hausse de 1,3 % de l'ensemble des dépenses publiques, hors inflation. Une progression qui serait tirée par les collectivités locales (+ 1,8 %) et la Sécurité sociale (+ 1,6 %).

Comment amener les collectivités locales à calmer le jeu ? C'est là où le bâton blesse. Le psychodrame de la fin de l'été 2024 a laissé des traces. A l'époque, Bruno Le Maire, encore ministre de l'économie et des finances, avait lancé l'alerte sur un grave dérapage du déficit, en affirmant que le « risque principal » était lié à une augmentation rapide des dépenses des collectivités territoriales. Les élus locaux s'étaient sentis injustement pointés du doigt. De fait, si la situation financière des collectivités s'est dégradée en 2024, leur déficit s'est finalement accru de 7,2 milliards

budget « apparaît possible », mais « non acquis en l'absence de dispositif contrignant sur le plafonnement de ces dépenses », souligne le Haut Conseil des finances publiques dans son avis rendu le 15 avril.

Résultat : les gouvernements successifs constatent que les dépenses des collectivités augmentent plus vite que leurs recettes, et que leur épargne nette fond comme neige au soleil. Elle a globalement reculé de 27 % en deux ans, selon le dernier pointage, effectué fin mars. Les communes et groupements de communes s'en sortent bien. Mais la situation se tend pour les régions. Et devient critique pour les départements, la strate la plus fragile du millefeuille administratif français. Leur épargne nette a chuté de 79 % en deux ans. A ce rythme, « certains se retrouvent en faillite d'ici à la fin de l'année », prédit François Sauvadet, président (Union des démocrates et indépendants) du conseil départemental de la Côte-d'Or et patron de l'association Départements de France.

#### Un peu de « visibilité »

Pour autant, les élus locaux refusent d'endosser la responsabilité de cette détérioration. Laxistes, eux ? Pas du tout, disent-ils. Ils s'affirment plutôt fiers de contribuer à moderniser le pays, avec des investissements en hausse de 6 % en 2024-2025. « Quand il n'y a plus d'investissement local, c'est la récession », reconnaît M. Rebsamen.

Les élus renvoient la balle à l'Etat, qui, ces dernières années, les a privés de ressources comme la taxe d'habitation, tout en leur imposant des coûts supplémentaires, par exemple pour payer le revenu de solidarité active (RSA).

L'Etat aimerait remplacer les « contrats de Cahors » par d'autres accords pluriannuels. Après les élections municipales de 2026, les nouveaux élus pourraient ainsi obtenir, sinon des engagements fermes de l'Etat, du moins un peu de « visibilité » sur les dotations financières pour les six ans de leur mandat, soit jusqu'en 2032, selon Bercy. A charge pour les collectivités d'ajuster leurs actions afin de tenir leurs budgets. La conférence de l'hôtel Roquelaure doit marquer la reprise des discussions financières entre l'Etat et les élus locaux. La suite demandera au moins des mois. ■

DE.C.  
ET BENOÎT FLOC'H

RETROUVEZ CHAQUE SOIR À 20H  
LES MAGAZINES DE SOCIÉTÉ.

Le mardi 20h - 21h

## DE CAUSE À EFFETS.

Aurélie Luneau

Le magazine  
de l'environnement



© Radio France / Ch. Abramowicz

En partenariat avec

Le Monde



# Réservistes : l'armée face à une « crise de croissance »

La vague de vocations inédite place les armées dans une position délicate, faute de soupe financière

**L**es états-majors restent encore très prudents et évitent soigneusement d'avancer des chiffres. Mais, à en croire, le ministère des armées, la dégradation du contexte international suscite, chez les Français, une vague de vocations inédite pour la réserve opérationnelle, ce corps de civils âgés de 17 à 72 ans, près à accorder, chaque année, entre dix et cent-vingt jours de leur temps aux armées. Fin mars, selon le ministère, quelque 12 000 nouvelles candidatures avaient été enregistrées en ligne, contre 17 000 pour l'ensemble de l'année 2024. Mais cet engouement, s'il se confirme, place aujourd'hui les armées dans une position délicate, faute de soupe financière et à cause des restrictions budgétaires en cours de discussions.

Le 15 avril, le premier ministre, François Bayrou, a bien annoncé qu'un effort de 3 milliards d'euros serait fait pour la défense dans le prochain exercice budgétaire. Mais il ne s'agit, à ce stade, que de la « marche » initialement prévue par la loi de programmation militaire (LPM) – soit la hausse de budget déjà planifiée –, mais pas d'une « sur-marche », comme on le plaide, depuis le début de l'année, à l'hôtel de Brienne.

#### Équipement, logement, solde

Or, en vertu de la LPM, qui planifie les dépenses de défense pour la période 2024-2030, une petite révolution copernicienne est censée permettre, d'ici à cinq ans, d'atteindre le seuil de 80 000 réservistes, contre 45 000 aujourd'hui. Soit presque un doublement des effectifs pour une armée d'active qui se maintiendrait autour de 210 000 soldats.

« La difficulté c'est de gérer cette envie d'engagement et de faire en sorte que cela ne se traduise pas par une déception », résume, comme d'autres, le contre-amiral Laurent Berlizot, chef du pôle « cohésion nationale » de l'état-major de la marine, alors que ce corps compte 6 300 réservistes pour 40 000 marins d'active, avec l'objectif assigné d'en recruter 1 000 supplémentaire par an jusqu'en 2030. « On vit une forme de crise de croissance », admet-t-on, fin mars, au cabinet du ministre des armées, Sébastien Lecornu.

Pour 2025, 220 millions d'euros ont bien été budgétés pour couvrir les différentes charges liées aux réservistes. Mais ce budget de ressources humaines est peu adapté face aux à-coups. D'autant plus que depuis le début de la LPM, les lignes fléchées pour les réservistes en matière d'équipements (armement, treillis, véhicules, etc.) ou de logement ont partout été calculées au plus juste.

Mi-2024, le Haut Comité d'évaluation de la condition militaire (HCEM) – chargé d'éclairer le chef de l'Etat et le Parlement sur beaucoup d'enjeux sociaux au sein des armées – avait déjà alerté sur les multiples carences risquant d'enrayer les ambitions de l'exécutif, voire de décevoir les nouvelles recrues. Il faut « chercher des pistes de fluidification du recrutement », recommandait le HCEM.

Parmi les motifs risquant de freiner l'incorporation des réservistes, selon le HCEM : la rémunération. Aujourd'hui, il faut en moyenne soixante et onze jours pour qu'un réserviste soit payé ou remboursé de ses frais de transport ou de logement après son passage au sein des forces. La rémunération est par ailleurs modeste, même si elle est globalement alignée avec celle des militaires d'active. Selon le HCEM, « un soldat célibataire sans enfant touche environ 50 euros par journée d'activité, quand un lieutenant-colonel marié sans enfant perçoit 133 euros ».

Une situation moins problématique pour les cadres de grands groupes – souvent détachés avec une compensation de salaire – que pour les jeunes actifs, les étudiants ou certaines professions libérales comme les médecins, justement considérés comme le cœur de cible de la réserve. « Quand on est étudiant, on a rarement beaucoup d'économies sur son compte en banque, rappelle Thomas Gassilloud, député (Renouveau) du Rhône et ancien président de la commission de la défense. Il faudrait un budget au moins proportionnel au nombre de réservistes. »

Pour recruter plus sans avoir à trop augmenter l'enveloppe budgétaire, le ministère table, pour l'instant, sur la multiplication du recours aux réservistes pour des courtes durées (autour de vingt jours par an) et un rajeunissement des profils. Aujourd'hui, les réservistes sont en grande majorité d'anciens militaires de carrière appelés pour des périodes pouvant dépasser les cinquante jours par an dans l'armée



Lors d'une journée des réservistes sur une base militaire à Orange (Vaucluse), le 15 avril. GILLES BADER/PHOTOPQR/LA PROVENCE/MAXPPP

## « La difficulté est de faire en sorte que cette envie d'engagement ne se traduise pas par une déception »

LAURENT BERLIZOT  
contre-amiral

de l'air, voire quatre-vingt-dix jours dans l'armée de terre.

Or, le ministère souhaiterait inverser cette tendance. Dans l'armée de l'air, par exemple, l'objectif déclaré est de parvenir à 45 % de réservistes *ab initio* (comprendre : des débutants). Même chose dans la marine, avec un seuil annoncé de 70 % *ab initio*.

Ce changement radical de perspective n'est pas que budgétaire et correspond aussi à une stratégie de défense. La réserve est désormais considérée comme un des fers de lance du lien « armée-nation », comme le rappelle réguliè

rement le ministère. Une approche directement inspirée de ce qu'ont mis en place de nombreux pays du flanc est de l'Europe pour préparer leurs opinions à l'hypothèse de la guerre, tout en s'assurant un vivier de recrues mobilisables sur décret si les circonstances l'exigeaient.

#### « Esprit de corps »

L'incorporation de tous ces réservistes aux profils peu spécialisés n'est toutefois pas sans causer des défis d'organisation et un choc des cultures au sein des armées. Ne serait-ce que pour gérer sans tensions les diverses compétences entre militaires d'active et réservistes, les primes, les grilles d'avancement et toute la savante hiérarchie de reconnaissance des faits d'armes. Conséquence de la situation : chaque année, beaucoup de réservistes ne sont pas ou très peu sollicités. En 2023, 32 % avaient effectué moins de dix jours de service, et 17 %, pas du tout.

Pour répondre à cette injonction de démocratisation de la réserve sans renoncer aux profils spécialisés d'anciens militaires, la marine

et l'armée de l'air ont donc décidé de parier sur la création d'unités autonomes. En 2024, la marine a créé deux escadres de réserves côtières à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) et à La Rochelle. C'est-à-dire des équipes qui assurent des fonctions de gardes-côte. Sept autres doivent être créées d'ici l'été à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), Concarneau (Finistère) ou encore Sète (Hérault) et Cannes (Alpes-Maritimes).

L'armée de l'air et de l'espace, elle, développe le concept de « base aérienne de réserve ». Pour absorber les 5 000 nouveaux réservistes qu'elle est censée recruter d'ici à 2030 (ils sont 6 300 aujourd'hui), elle compte faire grandir ses « escadrons de réserve » déjà constitués sur chacune de ses 25 bases. Ces escadrons seront centrés surtout sur des missions « *au sol* », de sécurisation de site ou de ressources humaines, et pourront compter jusqu'à 100 réservistes.

Ils viendront s'ajouter aux « esquadrons de réservistes plus spécialisés, constitués, elles, majoritairement de pilotes ou de contrôleurs, qui assurent déjà réguliè

ment des missions de protection du ciel français ou de « *plastron* » lors des entraînements de l'aviation de chasse. L'ensemble pourrait, si besoin, être réuni afin de constituer rapidement, sur un lieu donné, une forme de base aérienne « autonome » réunissant jusqu'à 400 réservistes.

Reste l'armée de terre, à qui revient la mission d'absorber le plus gros contingent d'ici à 2030, soit 49 000 personnes, contre 27 000 en 2024. Le pari, ici, est, au contraire, de mélanger les réservistes aux unités d'active. Notamment pour développer « *l'esprit de corps* », alors que beaucoup de réservistes sont affectés à la mission de sécurisation Sentinelle ou prévus pour encasser les chocs (600 réservistes étaient ainsi déployés chaque jour, en France, dans le cadre des Jeux olympiques de Paris 2024). Une hybridation qui correspond toutefois aussi clairement à un souci de rationalisation des équipements, faute de véhicules, de drones, ou, tout simplement, de terrain d'entraînement pour tout le monde. ■

ÉLISE VINCENT

# Wallis-et-Futuna au cœur d'un exercice militaire international

L'archipel a accueilli Croix du Sud jusqu'à dimanche, organisé tous les deux ans par la France, réunissant des soldats de vingt nations

#### REPORTAGE

MATA UTU (WALLIS-ET-FUTUNA) - envoyée spéciale

**U**n ballet d'Airbus A400M de l'armée française et d'Hercules C130 américains : le tarmac du minuscule aéroport d'Hihifo à Wallis-et-Futuna n'avait jamais vu ça. Sur l'archipel de 11 000 habitants (environ 8 000 à Wallis et 3 000 Futuna, selon le recensement de 2023), aucun militaire n'est stationné en temps normal, hormis les gendarmes. Seul un détachement du régiment d'infanterie de marine basé à Nouméa vient deux fois par an pour des missions de deux à trois semaines.

L'archipel est en effet sous la responsabilité des Forces armées en Nouvelle-Calédonie, à 1 800 kilomètres de là. Ponctuellement, des patrouilleurs sont envoyés pour surveiller la zone économique exclusive, où, selon le sénateur Mikaele Kul

moetoke (Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants), les incursions de bateaux de pêche étrangers, notamment chinois, sont nombreuses.

Habituellement, 3 000 soldats de vingt nations participent à Croix du Sud, un exercice organisé tous les deux ans par la France, autour d'un scénario postcatastrophe naturelle, où les armées de la région testent leur capacité à travailler ensemble pour venir en aide aux populations. « Mais au vu de la taille de Wallis, on a projeté, depuis Nouméa, au maximum de 800 à 1 000 personnes », explique le colonel Walter Riccardi, qui coordonne l'exercice.

#### Ville caserne

Pendant quinze jours, jusqu'à dimanche 4 mai, les Wallisiens et Futuniens ont regardé avec curiosité Mata-Utu, la capitale, se transformer en ville de garni-

son. Une halle sportive, où des centaines de lits picots ont été installés, fait office de caserne, où l'on échange aussi bien en français qu'en anglais ou en japonais. Sur quasiment chaque paquetage, des colliers de fleurs et de feuilles offerts par les Wallisiens aux soldats.

Les jeunes du régiment de service militaire adapté de Nouvelle-Calédonie, affectés à la réfection d'une route, sont les vedettes du campement : en guise de remerciement, les habitants leur préparent chaque jour des repas cuits à l'umu, le four traditionnel de pierres chauffées à blanc, que les adolescents partagent volontiers avec les soldats censés se contenter de rations militaires.

Mais il faut aussi parfois se plier aux contraintes locales. Dans cet archipel très catholique, où chaque hameau se fait fort de construire au moins une église, le jour de la Saint-Pierre-Chanel, le

saint patron local, fin avril, est férié et les rues sont désertes. Exercice ou pas, les militaires n'ont pas échappé à la messe. Ni au tauas, organisé par le village d'Aka Aka, où le kava, boisson à base d'une racine euphorisante utilisée dans les cérémonies coutumières, est consommé cette fois dans un cadre festif.

#### Délocalisation

Hors ce coup de projecteur exceptionnel, Wallis-et-Futuna, aux confins du Pacifique Sud, alors que la France dispose de territoires à l'ouest avec la Nouvelle-Calédonie et à l'est avec la Polynésie française, compte peu dans la stratégie en Indo-Pacific que édictée par Emmanuel Macron – d'ici à 2030, les moyens alloués dans la région vont augmenter.

Mais après une année 2024 marquée par l'explosion de violences à partir du 13 mai en Nouvelle-Calédonie, qui ont fait

**Hors ce coup de projecteur exceptionnel, Wallis-et-Futuna, compte peu dans la stratégie en Indo-Pacific**

14 morts et des milliards d'euros de dégâts, il était inenvisageable d'y organiser l'exercice Croix du Sud, vitrine des capacités militaires françaises dans la région. « Délocaliser l'exercice à Wallis-et-Futuna était déjà un scénario envisagé avant les émeutes », assure toutefois le colonel Walter Riccardi.

Les actions de l'allié américain depuis l'arrivée de l'administration Trump sont scrutées dans le détail. Dans une région particulièrement vulnérable aux catastro-

phes naturelles – cyclones, tremblements de terre et vagues de submersion –, où le changement climatique devrait dans les années à venir amplifier les crises, les grandes nations de la région (Etats-Unis, France, Australie, Nouvelle-Zélande) ont fait de l'assistance humanitaire postcatastrophe une carte maîtresse de leur diplomatie militaire dans le Pacifique Sud.

Lors de la précédente édition, en 2023, le porte-hélicoptères *Dixmude* avait été dépêché dans le cadre de l'opération « Jeanne-d'Arc » et Washington avait envoyé à Nouméa le numéro deux de l'armée américaine dans le Pacifique. « Les Etats-Unis nous ont assurés de leur volonté de continuer à travailler avec nous », assure le colonel Walter Riccardi.

Les actions de l'allié américain depuis l'arrivée de l'administration Trump sont scrutées dans le détail. Dans une région particulièrement vulnérable aux catastro-

CHARLOTTE MANNEVY

# Déserts médicaux : suspense autour d'un texte de loi sensible

L'examen de la proposition de loi, qui prévoit notamment une contrainte à l'installation des médecins, doit reprendre, mardi, à l'Assemblée

**L**a mesure, inflammable, va-t-elle, pour la première fois, passer le cap d'un vote à l'Assemblée nationale ? L'idée de réguler l'installation des médecins libéraux, à l'heure où les déserts médicaux s'aggravent, a gagné des partisans dans le débat public, à commencer par les quelque 250 députés qui ont apposé leur signature au bas de la proposition de loi « visant à lutter contre les déserts médicaux », portée par le député socialiste de la Mayenne, Guillaume Garot. L'examen du texte doit reprendre à compter de mardi 6 mai, en séance publique.

Son article 1, prévoyant une contrainte à l'installation des médecins (une arrivée conditionnée à un départ, dans les zones surdotees), a déjà été adopté, le 2 avril, par 155 voix contre 85, et ce, malgré l'avis défavorable du gouvernement. Un coup de tonnerre pour la profession. Car la régulation a ses opposants, en premier lieu les médecins, vent debout, convaincus de l'inefficacité d'une telle mesure dans un contexte de pénurie. Ils ont haussé le ton, en s'associant, pour certains, à une grève illimitée lancée par les étudiants, les internes, et les jeunes médecins, depuis le 28 avril, soutenue par les syndicats de libéraux, sans qu'on puisse en mesurer l'ampleur. Une manifestation, le 29 avril, a réuni plusieurs milliers de professionnels dans plusieurs villes de France.

Seront-ils entendus par les parlementaires ? Voilà trois ans que le député Guillaume Garot tente, avec un groupe transpartisan, d'avancer sur ces mesures de contrainte pour répondre aux inégalités en matière d'accès aux soins qui se creusent. «Entre 2010 et 2024, selon le conseil national de l'ordre des médecins, la densité médicale est en hausse dans 31 départements, alors qu'elle s'est détériorée dans les 69 autres», peut-on lire dans les motifs du texte législatif. Le nombre de médecins en activité régulière par habitant dans

*la Creuse a ainsi diminué de 31 %, quand il augmentait de 16 % dans les Hautes-Alpes.*»

Le chemin parlementaire de la proposition de loi est loin d'être terminé : outre ses trois autres articles, qui vont être examinés en ce début de mai (sur la suppression de la majoration de tarif en l'absence de médecin traitant, le déploiement d'une première année de médecine sur tous les territoires et le rétablissement de l'obligation de permanence des soins), il reste aux députés à adopter, ou non, l'ensemble du texte.

Avec un enjeu crucial, celui de la «mobilisation» dans l'Hémicycle, tient à souligner M. Garot, alors que moins de la moitié des députés étaient présents lors du vote du premier article. La lecture par groupe politique est en effet difficile, pour un texte défendu par des députés de tous bords. «Nous portons un texte transpartisan, il n'y a pas de logique de groupe, même au sein d'Ensemble pour la République, des députés ont voté pour, d'autres contre, relate-t-il. Il n'y a qu'un groupe unanimement contre, c'est le Rassemblement national.»

#### Plusieurs questions à trancher

Autre inconne de l'équation : quel sera l'effet du contre-feu allumé par le gouvernement ? Le premier ministre, François Bayrou, a ouvert une nouvelle piste, le 25 avril, en annonçant un «pacte de lutte contre les déserts médicaux». Il a promis de créer une «mission de solidarité obligatoire» en demandant aux médecins d'aller, deux jours par mois, effectuer des consultations dans les territoires les plus en difficulté. M. Bayrou a donc écarté, finalement, l'option d'une régulation à l'installation, alors qu'il s'y était dit favorable dans un premier temps.

Dans le débat qui va reprendre en séance publique, la stratégie du gouvernement est difficile à prévoir. Dans l'entourage du premier ministre, on a fait savoir que des amendements pourraient

**«Nous portons un texte transpartisan, il n'y a pas de logique de groupe»**

GUILLAUME GAROT  
député PS de la Mayenne

être introduits pour mettre en musique certaines mesures du «pacte». Et pourtant, dans le même temps, l'exécutif, conformément à son opposition à la régulation, devrait appeler à voter contre l'adoption du texte, in fine. Au risque de la contradiction. Contacté, le ministère de la santé n'a pas souhaité s'exprimer.

Et après ? Au-delà du volet politique, le vote en faveur de la régulation, si tant est qu'il ait lieu, n'épuisera pas plusieurs questions, très concrètes, encore à trancher. A commencer par celle de la méthode. Quel indicateur retenir pour distinguer les zones surdotées et celles sous-dotées ? Si l'expression de «désert médical» est entrée dans le langage courant, il n'existe pas de définition précise. Quand bien même des chiffres marquants ne cessent d'être mis en avant : 87 % du territoire est un désert médical, a avancé M. Bayrou, les 13 % restants étant jugés suffisamment dotés.

Sauf que ce découpage statistique du territoire ne reflète en réalité que la répartition des médecins généralistes – il est issu d'un indicateur appelé «accessibilité potentielle localisée», qui ne dit rien de l'exercice des médecins spécialistes. Quelle serait la couverture médicale nécessaire pour des dermatologues, des psychiatres ou des pédiatres ? Tout reste à déterminer.

Le texte législatif prévoit bien la création d'un «indicateur territorial de l'offre de soins», qui doit évaluer la «densité de l'offre de

soins médicaux et paramédicaux dans chaque commune et dans chaque territoire de santé». Et ce, en prenant en compte, notamment, le «temps médical disponible par patient ainsi que la situation démographique, sanitaire et socio-économique du territoire». Un futur décret devra, sur cette base, après avis de la Haute Autorité de santé, définir le «niveau minimal d'offre de soins à atteindre pour chaque spécialité médicale et paramédicale». Une gageure.

Pour le géographe de la santé Emmanuel Vigneron, habitué à travailler sur la cartographie de l'accès aux soins, «il n'existe, certes, pas de "bonne" couverture médicale définie, tout est affaire d'appréciation, mais un indicateur doit surtout permettre de classer les territoires les uns par rapport aux autres pour qu'ensuite, la solidarité voulue puisse s'exercer entre ceux qui ont plus et ceux qui ont moins». Qu'il s'agisse de réguler l'installation, et dans ce cas, «pour une République sociale, la convergence vers la moyenne peut être un outil d'équité», dit l'universitaire, ou de définir les territoires où l'on pourrait envoyer les médecins en renfort deux jours par mois. La manière de concevoir cet indicateur aura aussi toute son importance, pour être accepté : «Il doit être simple à calculer, recalculable par d'autres à partir de données publiques, et compréhensible par tous», défend-il.

Il reste un sujet qui, dans ce projet de régulation, reste encore largement éludé : quid du «secteur 2» ? Ces médecins – plus de la moitié des spécialistes désormais, selon l'Assurance-maladie – pratiquant des dépassements d'honoraires, limitent l'accès aux soins pour une partie des patients. Ne pas prendre en compte ces «déserts médicaux invisibles», dans un futur zonage du territoire, en affaiblirait nécessairement la pertinence. La balle est au Parlement. ■

MATTEA BATTAGLIA  
ET CAMILLE STROMBONI

# Les Corses boudent l'opération préfectorale «Déposons les armes»

L'opération, du 28 avril au 4 mai par la préfecture, garantissait l'absence de poursuites

AIACCIO - correspondant

**L**e grand soir du dépôt des armes n'est pas pour tout de suite en Corse. Appelés par la préfecture, du 28 avril au 4 mai, à déposer dans les commissariats et les gendarmeries les fusils, revolvers, pistolets, munitions et autres éléments détenus sans autorisation, les insulaires sont restés timorés, malgré l'imminence promise.

Contre la signature d'un formulaire, les services de l'Etat garantissaient l'absence de sanctions judiciaires pour le transport et la détention d'armes sans autorisation, tout en vérifiant en cas de doute... Les pièces de guerre, les obus, les explosifs et les grenades étaient pour leur part exclus du dispositif. A l'heure du bilan, le préfet de Corse, Jérôme Filippini, comptait hier 96 armes et 4 287 munitions collectées, qui seront détruites purement et simplement.

Un chiffre bien inférieur à la précédente campagne de no-

vembre 2022, où 268 armes et 5 400 munitions avaient été restituées. La campagne, alors, avait été menée dans tout le pays. «Le bilan de cette opération de remise des armes est plutôt encourageant», maintient M. Filippini, justifiant que celle-ci intervenait lors d'une «semaine marquée par le pont du 1<sup>er</sup>-Mai, que sa communication était récente et ne bénéficiait pas d'une notoriété nationale».

**Le grand banditisme non visé**  
Dans l'île, 250 tonnes d'armes ont été acheminées aux patriotes pendant la seconde guerre mondiale. Certaines, qui ne sont pas passées sous les fourches Caudines de la déclaration, dorment encore dans des greniers de maisons de village. Gardées comme un trésor, elles peuvent parfois aussi être découvertes inopinément lors de la vente d'un bien immobilier et encombrer le nouveau propriétaire.

«En Corse, c'est compliqué : les armes, à mon sens, c'est aussi as-

sez culturel, elles peuvent venir d'héritages familiaux et il peut y avoir un certain attachement, mais elles peuvent aussi tomber entre de mauvaises mains», analyse la lieutenant-colonelle Sandrine Revel, commandant la brigade de gendarmerie d'Ajaccio.

Le préfet de Corse a inscrit le contrôle de la détention d'armes comme la deuxième action prioritaire de sa feuille de route sécuritaire établie en collaboration avec le parquet. «Le taux d'armes déclarées en Corse avoisine les 350 pour 1 000 habitants, soit 2 fois et demi la moyenne nationale», poursuit M. Filippini, se refusant à estimer le nombre d'armes illégales, qui matérialisent, selon lui, un «continent noir».

Ces données se croisent avec les 3,5 victimes d'homicide pour 100 000 habitants entre 2016 et 2022 relevées par le ministère de l'intérieur, plaçant l'île sur le podium national. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, huit homicides – majoritairement des règlements de comptes – ont été déjà perpétrés dans

une île de 350 000 habitants où le service d'analyse du renseignement criminel de la police, identifie 25 bandes criminelles.

Cependant, la campagne «Déposons les armes» ne visait pas le grand banditisme, recadré le haut fonctionnaire : «Il n'y a aucune naïveté : les bandits, les voyous, les gangs criminels n'allait pas venir au commissariat ou à la gendarmerie pour rendre les armes.»

Deux cas survenus cette semaine illustrent selon la préfecture corse la «pertinence» de son action : un cambriolage chez un particulier, où 11 pistolets déclarés ont été dérobés. Six fusils sans autorisation ont été saisis lors d'une perquisition chez un homme poursuivi pour violences conjugales.

«Moins d'armes dans l'espace public et privé, c'est une société corse moins exposée aux risques, plus protégée, plus apaisée», en déduit le préfet, qui envisage de reconduire «au moins une fois par an» l'opération. ■

PAUL ORTOLI

# Collège Stanislas : la conclusion du rapport de nouveau contestée

Une deuxième inspectrice dénonce une conclusion «en contradiction avec ce que [les inspecteurs] se sont efforcés de démontrer»

**L**a remise en cause de la gestion et de l'utilisation de l'enquête menée en 2023 par l'inspection générale de l'éducation nationale sur le collège Stanislas, à Paris, prend de l'ampleur. Après un premier courrier envoyé mardi 29 avril par une inspectrice retraitée à la commission d'enquête parlementaire sur les modalités du contrôle par l'Etat et de la prévention des violences dans les établissements scolaires, une deuxième inspectrice, elle aussi à la retraite, a également fait parvenir une lettre aux députés, vendredi 2 mai.

Selon les informations du *Monde*, elle y confirme les questionnements de sa collègue sur «l'indépendance» des inspecteurs dans le déroulé de la mission, ainsi que des désaccords entre les inspecteurs – au nombre de quatre, dont un «pilote», auxquels s'ajoute un inspecteur «relecteur». Elle y conteste surtout, elle aussi, la conclusion qui a été retenue de leur enquête dans une lettre signée par la cheffe de l'inspection générale de l'époque, Caroline Pascal, et qui écartait les «faits d'homophobie, de sexe et d'autoritarisme» dont était accusé le prestigieux établissement privé catholique sous contrat dans plusieurs articles de presse.

Une conclusion «en contradiction avec ce que [les inspecteurs] se sont efforcés de démontrer», dénonce la seconde inspectrice dans son témoignage, et qui contribue, «sortie de son contexte et détachée du rapport que la mission a validé, à "dédouaner" le collège Stanislas». «Il règne bien à Stanislas un climat homophobe, sexiste et autoritaire», affirme aussi sans ambages son ancienne collègue dans son témoignage.

#### Lettre de transmission

La retraitée ne remet pas en cause le rapport en lui-même, dont elle dit assumer le contenu. Révélé par *Mediapart* en janvier 2024, il est sévère, voire accablant, pour l'établissement privé catholique du 6<sup>e</sup> arrondissement, l'un des plus privilégiés de la capitale. Les inspecteurs y décrivent «des dérives dans l'application du contrat d'association», des «impasses» dans les programmes de sciences de la vie et de la Terre et des séances d'éducation à la sexualité qui «répondent plus au projet éducatif de l'établissement qu'aux attendus du code de l'éducation», des «choix et comportements qui entretiennent les stéréotypes de sexe», ou encore «une place des garçons et une culture de la non-mixité qui peuvent favoriser un climat propice à l'homophobie».

Le rapport a donné lieu à une série de recommandations sans remise en cause du contrat d'association.

L'ancienne inspectrice s'inscrit cependant en faux avec la lettre officielle de transmission de ce rapport au ministre de l'éducation nationale de l'époque, Gabriel Attal. Cette dernière n'a pas été rédigée par l'ensemble de l'équipe ayant inspecté Stanislas. Après plusieurs demandes, une version de ce courrier leur a toutefois été communiquée début août 2023 par le pilote de la mis-

**Les inspecteurs décrivaient notamment dans leur rapport des «choix et comportements qui entretiennent les stéréotypes de sexe»**

sion. Les deux témoignages envoyés à la commission affirment qu'une modification avait été demandée concernant le passage sur l'éducation à la sexualité, jugé trop «adouci» ; modification qui n'a pas été faite car la lettre était «déjà envoyée au ministre».

#### «Aucune modification»

Les deux anciennes collègues assurent, surtout, que la version qui leur a été montrée ne comportait pas le paragraphe conclusif qui figure dans la lettre finale, envoyée par la cheffe de l'inspection au ministre ainsi qu'au diocèse de Paris, et affirmant qu'*«au terme de la mission, l'équipe ne confirme pas les faits d'homophobie, de sexe et d'autoritarisme mis en avant par les articles de presse à partir de témoignages anciens, sauf éventuellement à remonter à une époque antérieure à celle de l'actuelle direction (...) En revanche, la mission a relevé que la culture de l'établissement, "l'esprit Stan", peut favoriser de telles dérives»*.

Comme sa consœur, la deuxième témoin assure que, si elle en avait eu connaissance, elle aurait «catégoriquement refusé d'endosser» cette conclusion. Aucune des deux retraitées n'est cependant en mesure de dire qu'a rédigé ledit paragraphe. Toutes deux affirment ne pas avoir vérifié la concordance des versions car elles travaillaient «en confiance». Mardi, le ministère a assuré au *Monde* que «le rapport d'inspection n'a fait l'objet d'aucune modification après sa validation collégiale» et que «toute modification de la lettre de transmission n'a aucune incidence sur la portée du rapport en lui-même».

Cette lettre de transmission a néanmoins un poids non négligeable dans la mesure où, dans le cadre des enquêtes administratives comme celle menée à Stanislas, les inspecteurs ne rédigent pas de synthèse de leur rapport. C'est donc la lettre de transmission qui en tient lieu. C'est d'ailleurs sur elle que s'est appuyée le directeur de Stanislas, Frédéric Gautier, pour défendre son établissement dans les médias en janvier 2024. Cette conclusion a également été mise en avant par celle qui était ministre de l'éducation au moment de la révélation du rapport, Amélie Oudéa-Castéra, dont les enfants sont scolarisés dans l'établissement. «Je précise que ce rapport ne remonte aucun fait d'homophobie ni aucun cas de harcèlement», avait-elle affirmé sur France 2 le 17 janvier 2024, tout en précisant ne pas l'avoir lu, mais en avoir consulté «une courte synthèse».

Tous les inspecteurs de la mission seront interrogés le 21 mai par la commission d'enquête parlementaire. Mardi, le député «insoumis» du Val-d'Oise Paul Vannier, corapporteur de la commission, avait qualifié le premier courrier de « bombe ». ■

**SYLVIE LECHERBONNIER,  
VIOLAINE MORIN  
ET ÉLÉA POMMIERS**

**L'inspectrice ne remet pas en cause le rapport, dont elle dit assumer le contenu**



**Travaux d'entretien des voies ferrées dans la Nièvre, sur la ligne Paris-Clermont, le 16 avril.**

ANTONIN LAINÉ/  
DIVERGENCE POUR  
«LE MONDE»

# L'épineuse facture des transports de demain

Le gouvernement a ouvert lundi à Marseille une conférence sur le financement des infrastructures de mobilité

**L**e temps de la politique n'est pas celui des grandes infrastructures de transport. Le ministre des transports de l'éphémère gouvernement Barnier, François Durovray, en faisait le constat devant les députés en octobre 2024. Les politiques de transport, expliquait-il, nécessitent «une trajectoire pluriannuelle de financement» alors que l'Etat navigue à vue sur les questions budgétaires. L'urgence est d'autant plus prégnante que «le modèle actuel de financement des mobilités sera bientôt obsolète», avec le tarissement attendu des recettes de la fiscalité sur les carburants, en raison de la montée en puissance des voitures électriques et hybrides.

M. Durovray avait alors annoncé la tenue, début 2025, d'une grande «réflexion prospective» sur le financement à long terme des infrastructures de transports. On sait ce qu'il advint de son gouvernement qui chuta, justement, sur la question budgétaire. Après plusieurs mois d'atermoiements et de flou, son successeur, Philippe Tabarot, a remis l'ouvrage sur le métier et doit lancer, lundi 5 mai, à Marseille, aux côtés du

premier ministre, François Bayrou, ladite conférence, intitulée «Ambition France Transports». Précisément, l'ambition de cette conférence est de trouver des «solutions créatives», alors que les besoins de mobilités sont immenses et qu'apparaît comme évidente «l'inadéquation entre les besoins de régénération des réseaux et les ressources financières disponibles, a fortiori dans le contexte budgétaire actuel», résume une source gouvernementale.

#### «Régénérer l'existant»

L'exécutif a choisi pour diriger la conférence Dominique Busserau, qui fut à la fois parlementaire, élu local, secrétaire d'Etat aux transports et au budget et qui sait fort bien comment les contraintes du second limitent les ambitions des premiers. Sur la forme, «Ambition France Transports» est organisée en quatre ateliers thématiques: les transports régionaux et les futurs «services express régionaux métropolitains» (les SERM, nom donné aux «RER métropolitains» annoncés par Emmanuel Macron en novembre 2023), les infrastructures ferroviaires, le transport de

#### Tous lorgnent les revenus des autoroutes, dont les concessions arrivent à échéances entre 2031 et 2036

marchandises et leur verdissement et, enfin, le réseau routier. Trois rencontres transversales seront également organisées en marge de ses ateliers. Chaque atelier sera copiloté par un tandem parlementaire-expert du secteur et regroupera une dizaine de personnalités choisies parmi les représentants des secteurs concernés, les élus ou leurs associations, les usagers et les organisations environnementales. Jusqu'au dernier moment, la liste des participants est demeurée incomplète et certains membres, notamment les sénateurs, n'ont été désignés qu'à quelques jours du lancement à Marseille. L'idée de cette grande conférence n'est

pas de passer en revue les grands projets d'infrastructure encore dans les cartons et encore moins d'en imaginer de nouveaux. «La priorité, c'est de régénérer l'existant, c'est d'éviter qu'il ne se dégrade faute d'investissement», explique la même source gouvernementale, qui précise que la conférence doit aboutir courant juillet par différents scénarios que l'exécutif devra trancher.

La bombe à retardement que constitue la «dette grise» des infrastructures de transports est connue et documentée: les réseaux routiers et ferroviaires ont, ou auront besoin dans un avenir proche, de dizaines de milliards d'euros d'investissements pour être maintenus dans un bon état de fonctionnement. Les administrations des ministères concernés ont mis en commun une base documentaire pour étayer ce constat qui prendra la forme de livrets mis à disposition des participants.

Tout l'enjeu, dans une situation budgétaire très tendue, est donc, pour le gouvernement, d'imaginer des «solutions créatives» et des «financements alternatifs» pour résorber la dette grise et la

facture territoriale qui s'est accentuée en parallèle, pendant les décennies lors desquelles les investissements ont été concentrés sur la grande vitesse au détriment de la desserte fine du territoire, sur le rail comme sur la route. «L'état des routes, c'est un sujet tabou qu'il va bien falloir traiter. Quant au rail, tout ce qui a été prévu dans la loi d'orientation des mobilités [dite loi LOM, votée en 2019] est obsolète», se désole un participant à la conférence.

«La situation est connue, le diagnostic est partagé, les problèmes sont identifiés. Il ne manque plus que l'argent!», ironise une parlementaire qui sera partie prenante de la conférence. Où trouver les sommes nécessaires? Les infrastructures en manque de financement lorgnent les revenus des autoroutes dont les concessions arrivent à échéances entre 2031 et 2036 et qui seront, à n'en point douter, au cœur des débats d'*«Ambition France Transports»*.

Une fois les concessions échues, les autoroutes – un actif estimé à quelque 194 milliards d'euros – seront la propriété de l'Etat, qui aura alors tout loisir d'imaginer un nouveau modèle,

gratuité, concessions privées, régies publiques, gestion directe ou partenariat. «Il faudra inventer un modèle qui générera d'éventuelles recettes», résume une source gouvernementale. Et c'est tout l'enjeu du moment.

#### Ecotaxe poids lourds

«Il apparaît à ce jour vraisemblable que, compte tenu de la maturité du réseau, les investissements à venir dans les autoroutes seront inférieurs à ceux qui ont prévalu dans le cadre des contrats historiques. Aussi, en maintenant les recettes de péages à leur niveau actuel, il pourrait être possible d'en affecter une part bien plus substantielle aux enjeux des mobilités dans leur ensemble», écrivait à ce sujet le sénateur centriste (Eure) Hervé Maurey, copilote de l'atelier sur les routes, dans un rapport d'information du Sénat publié fin 2024.

Les sociétés concessionnaires réalisent environ 13 milliards d'euros de chiffre d'affaires par an, dont moins de 15 % sont affectés à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France, dont l'existence est menacée par la loi de simplification de la vie économique. «S'il y a une idée que j'exprimerai avec force, c'est qu'il faudra que les ressources dégagées par les autoroutes soient clairement fléchées vers le secteur des transports», déclarait le 15 mars le ministre des transports, Philippe Tabarot, au *Figaro*.

Parmi les autres sources de financements «créatives» figure l'écotaxe poids lourds qui a pour but de faire payer à ces véhicules le coût réel de leur utilisation des infrastructures routières. Prévue par la loi «Grenelle 1» adoptée en juillet 2009, elle a été abandonnée en 2014 après la fronde des «bonnets rouges» venue de Bretagne. Si elle était entrée en vigueur, «on aurait 6 milliards d'euros chaque année pour les infrastructures et il ne serait pas nécessaire de faire une conférence pour leur financement», déplore Dominique Busserau. ■

JONATHAN PARIENTÉ

## Malgré la grève, la SNCF prévoit une semaine pas si noire dans les trains

**LA DIRECTION DE SNCF-VOYAGEURS**, la filiale de l'entreprise historique qui exploite les trains, anticipe des grèves indolores ou presque pour les centaines de milliers de passagers du pont du 8-Mai. Fi de la «semaine noire» tant redoutée, «cette semaine sera aussi normale que possible», espère la direction.

Pour la première partie de la semaine, du lundi 5 au jeudi 8 mai, la grande majorité des trains devrait circuler comme prévu. Selon l'entreprise ferroviaire, la circulation des TGV sera normale, mais des «perturbations localisées» sont à craindre sur les lignes régionales. En Ile-de-France, le trafic sera perturbé avec seulement un train sur deux sur les RER B et C et sur lignes N, U et V du Transilien, et plus légèrement sur les RER E et la ligne H.

Un appel à la grève avait été lancé par la CGT, premier syndicat à la SNCF, auprès

des conducteurs et contrôleurs à partir de lundi. Les agents qui débrayent sont tenus d'en informer l'entreprise avec une «déclaration individuelle d'intention» au moins quarante-huit heures en amont. La direction de l'entreprise a donc réalisé son plan de circulation en sachant leur nombre, ce qui confirme que l'appel ait été peu entendu, comme le prédisaient des sources syndicales.

#### Préavis distinct

Les usagers voyageant pour le pont du 8-Mai pourront donc partir sans embûche. Mais auront-ils un train pour faire le chemin en sens inverse? Du 9 au 11 mai, un préavis distinct a été déposé par Sud-Rail, en lien avec un collectif de contrôleurs, le Collectif national des ASCT, les agents du service commercial trains, qui avait été à l'origine de grèves très suivies

en 2022 et 2024. Sans détailler par type de liaisons (TER, TGV, Intercités), l'entreprise prévoit que «la quasi-totalité des clients aura bien son train prévu».

Et, promet-elle, si un train est annulé, chacun d'entre eux pourra prendre un autre train le jour même vers sa destination. «Tous les clients seront prévenus avant de partir concernant leur train retour: ils seront prévenus avant le début du pont mercredi pour les circulations allant jusqu'à dimanche 11 mai», ajoute la direction de SNCF-Voyageurs.

A plus de quarante-huit heures de l'échéance, et donc de certitudes sur la proportion de grévistes, les prévisions de la SNCF pourraient relever de la parole performative, puisque les éventuels participants au mouvement social peuvent se déclarer jusqu'à mercredi. Et si la semaine tirait finalement vers le gris,

tous les clients pourront échanger ou annuler leurs billets, sans payer les frais dissusas habituellement pratiqués.

Les griefs des syndicats sont de deux ordres. D'une part, ils s'élèvent contre un logiciel de planification des ressources unanimement critiqué, car imposant de trop nombreuses modifications de planning de dernière minute. Ce dont la direction a convenu, promettant une visibilité à six mois sur les congés et un audit sur le fonctionnement du logiciel. D'autre part, les contrôleurs et les conducteurs demandent une modification de la mécanique d'avancement et une augmentation de leurs primes. La direction n'a pas bougé sur ce point, renvoyant les questions salariales aux négociations annuelles obligatoires qui doivent aboutir en janvier 2026. ■

JO. P.

# Mon espace santé. Il n'y a pas plus fiable et sécurisé pour vos données de santé.

Vos données de santé sont des données personnelles sensibles. Pour garantir le respect de votre vie privée, elles sont protégées par la loi. Mon espace santé est un service public qui offre les garanties maximales en matière de sécurité et d'éthique pour votre carnet de santé dématérialisé.

Développé, porté et garanti par l'Assurance Maladie et le ministère de la Santé, Mon espace santé est un service souverain. Vos données sont hébergées en France, vous avez l'assurance qu'elles ne seront jamais commercialisées, et que les informations qui s'y trouvent ne seront jamais utilisées sans votre consentement. Mon espace santé ne peut ni être vendu, ni faire faillite.

Mon espace santé, c'est le coffre-fort de vos données de santé. Et vous seul en avez la clé.



mon  
ESPACE  
SANTÉ

VOUS AVEZ LA MAIN SUR VOTRE SANTÉ.

# A Montluçon, Safran profite du nouvel âge d'or de la défense

Portée par la demande mondiale d'armement, l'usine, qui est le plus gros site du groupe dans le secteur, tourne à plein régime

**F**aute de commandes, la production a failli s'arrêter au milieu des années 2010. Dix ans plus tard, en 2025, elle bat des records. Quelque 1200 kits de propulsion et de guidage des bombes AASM (pour « armement air-sol modulaire ») sortiront cette année de l'usine Safran, à Montluçon (Allier), 400 de plus qu'en 2024. Et, en cas de nouvelles commandes, l'industriel se dit en mesure de pouvoir doubler la cadence de l'atelier des AASM, conformément au souhait du ministre des armées, Sébastien Lecornu, exprimé le 8 mars dans *La Tribune*.

Si le succès à l'exportation du Rafale, pour lequel ces « bombes intelligentes » de 250 et 1 000 kilogrammes sont initialement prévues, a permis de maintenir en vie l'activité de l'usine au nord de Montluçon à la fin des années 2010, la production s'est envolée avec l'invasion russe en Ukraine : elle a quadruplé depuis 2022. Fournies par la France par centaines, les AASM, environ cinq fois moins chères qu'un missile, ont été adaptées pour pouvoir être tirées depuis les avions de chasse de l'armée de l'air ukrainienne, MiG-29, Sukhoï-27 et Mirage 2000. Les stocks français ont été reconstitués en parallèle.

« Safran est au rendez-vous de l'économie de guerre », affirme Franck Saudo, le président de Safran Electronics & Defense, la division du groupe d'aéronautique consacrée aux équipements militaires et spatiaux, rencontré mardi 29 avril lors d'une visite de l'usine de Montluçon, à laquelle *Le Monde* était invité. Ici, 25 millions d'euros ont été investis en

deux ans, principalement dans l'achat de nouvelles machines, comme ce poste d'assemblage du fuselage des kits de propulsion en réalité augmentée : sur un grand écran, le technicien visualise les étapes à suivre dans l'ordre et son tournevis connecté garantit un serrage ultra-précis des différents points de fixation.

#### Aubaine pour la région

En 2024, 271 personnes ont été recrutées et 200 embauches supplémentaires sont prévues cette année. Ce qui ne se fait pas sans difficultés pour certains postes. « On ratisse sur un rayon d'une centaine de kilomètres, en allant jusqu'à faire des présentations dans les bars, et on recrute sans CV, en regardant uniquement les aptitudes des candidats », explique Jean-Noël Mahieu, le directeur des opérations de Safran Electronics & Defense. Une aubaine pour la région alors que le fabricant de pneus Dunlop, autre fleuron industriel de la ville, vit des heures difficiles.

Occupant un terrain de 100 000 mètres carrés au nord de

la ville, l'usine Safran de Montluçon compte au total 1 623 personnes, ce qui en fait le premier employeur de l'Allier. Pour voir autant de monde ici, il faut remonter aux années 1970, quand l'usine créée en 1934 par Marcel Mome, le fondateur de la Société d'applications générales d'électricité et de mécanique (Sagem), qui donnera naissance à Safran en 2005 lors de sa fusion avec la Sncma, avait diversifié son activité dans les machines pour l'industrie minière (haveuses). Elle employait alors 2 400 personnes.

Choisi par M. Mome pour y fabriquer des projecteurs de défense antiaérienne en raison de sa position géographique – Montluçon est l'un des points les plus

éloignés de toutes les frontières du pays –, le site, devenu le plus important de toute la division défense de Safran, profite pleinement du réarmement mondial. En plus des bombes, les conflits récents (Libye, Syrie, mer Rouge ou Ukraine) ont fait s'envoler la demande en centrales inertielles, dont Safran est l'un des plus grands spécialistes mondiaux. Ces équipements, faits de gyroscopes et d'accéléromètres, laser ou à résonance magnétique, permettent de se repérer dans l'espace sans avoir besoin de se connecter à un réseau satellitaire comme le GPS ou Galileo.

#### Vendre plus à l'international

Initialement développés pour la marine (*Le Redoutable*, le premier sous-marin nucléaire lanceur d'engin français, était équipé d'une centrale inertiel Sagem lors dès sa mise à l'eau en 1972), ces appareils équipent quasiment tous les engins militaires (avions, hélicoptères, tanks, blindés, canons, satellites...) car ils permettent de se diriger même en cas de coupure ou de leurre du GPS. A Montluçon, Safran a produit 27 000 gyroscopes à résonance magnétique en 2024, soit un doublement en trois ans. Il prévoit d'atteindre une capacité de 10 000 appareils par an.

**En 2024,  
271 personnes  
ont été recrutées.  
200 embauches  
supplémentaires  
sont prévues  
cette année**

Plus connu pour ses moteurs d'avion ou d'hélicoptère, qui assurent près de la moitié de son chiffre d'affaires annuel (13,6 milliards d'euros en 2024 sur un total de 27,3 milliards), l'industriel veut profiter des « deux lames de fonds que sont l'augmentation des budgets militaires et la transformation technologique du champ de bataille pour grossir dans la défense », indique M. Saudo. Safran Electronics & Defense vise un chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros en 2030, en intégrant les activités de l'américain Collins en cours d'acquisition, contre environ 3 milliards en 2024.

Ce doublement de l'activité passera aussi par l'augmentation de la production de moteurs pour le fabricant de missiles MBDA, actuellement de quelques centaines.

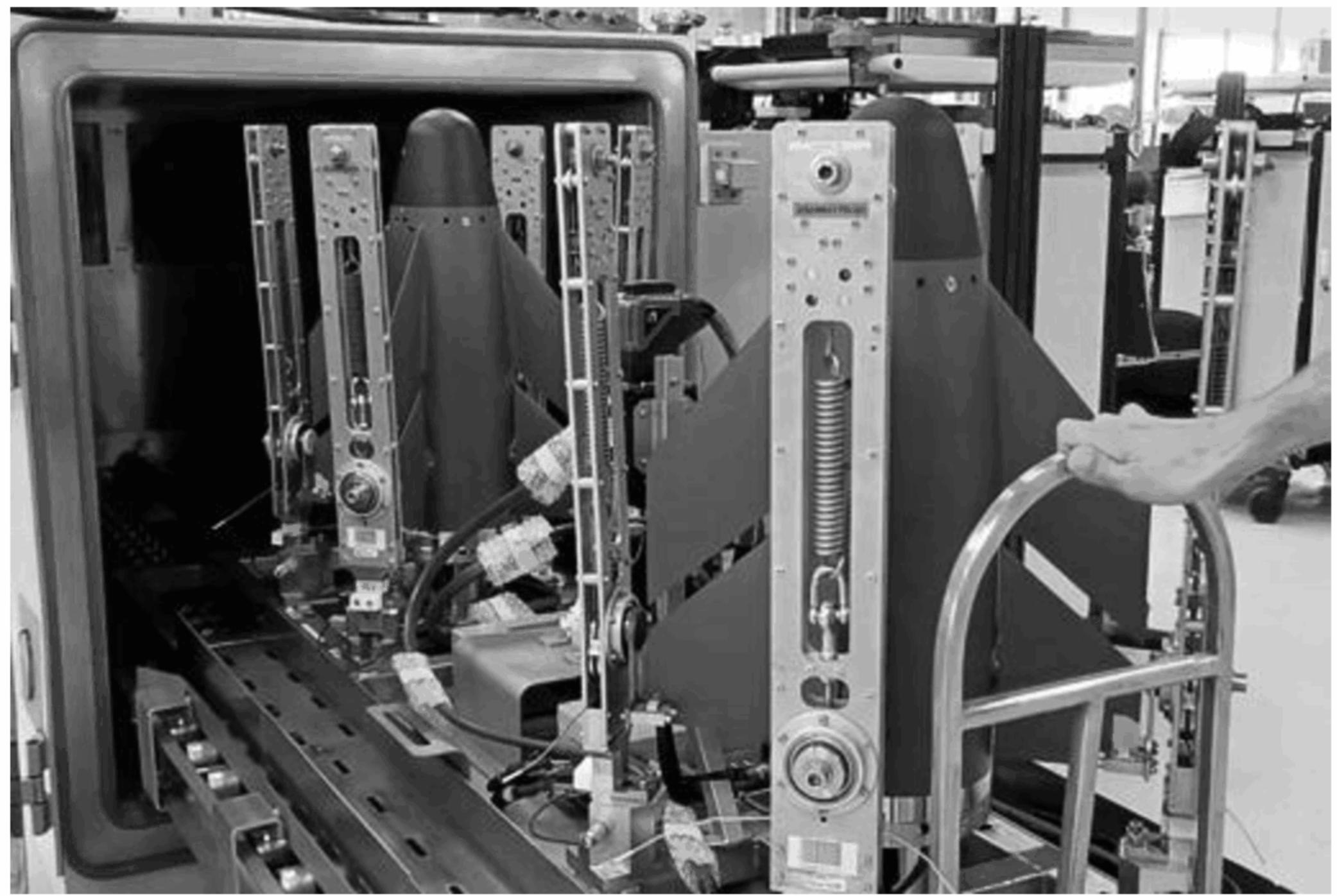
Il veut en fabriquer cinq fois plus. Safran dit aussi avoir changé de mo-

dèle pour vendre plus à l'international. Des filiales locales ont été créées dans tous les grands marchés mondiaux, Inde, golfe Persique, Allemagne, pays nordiques et, surtout, Etats-Unis, « la principale priorité », selon M. Saudo.

Safran vise 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires aux Etats-Unis en 2030, contre environ 300 millions en 2024. La création en 2024, d'une structure juridique locale, permettra de répondre aux marchés militaires sensibles du Pentagone. Pour l'instant, la structure se concentre sur l'optronique, la navigation inertuelle et les moteurs plasmiques pour satellites, mais la direction n'exclut pas de tenter une percée dans les systèmes de propulsion pour missiles. En Inde, la création en mars d'une structure commune avec Bharat Electronics vise à produire localement, dès 2026, une partie des ASM achetés par le pays.

En plus de ces marchés à l'export, Safran développe sur ses fonds propres deux nouveaux produits : le Lanner, un drone tactique de reconnaissance, petit frère du Patroller déjà commandé à 14 exemplaires par l'armée française ; et une munition téléopérée, le Warbler, un drone explosif, dont les premiers essais en vol ont débuté. ■

OLIVIER PINAUD



Dans l'usine Safran de production de kits de propulsion et de guidage de bombes, à Montluçon (Allier), en 2025. SAFRAN

## Washington approuve la vente de pièces pour des avions F-16 à l'Ukraine

L'administration Trump a annoncé, vendredi 2 mai, avoir approuvé la vente à l'Ukraine de pièces détachées et de matériel d'entraînement pour des F-16, des avions de combat dont la livraison avait été approuvée par Joe Biden. Cette vente d'une valeur de 310,5 millions de dollars (275 millions d'euros) comprend aussi la « formation du personnel liée à l'exploitation et à l'entretien » des avions F-16. Elle va également « accroître l'interopérabilité » des forces armées ukrainiennes avec celles des Etats-Unis. Cette annonce intervient deux jours après la signature de l'accord entre Washington et Kiev pour l'exploitation du sous-sol ukrainien et la reconstruction du pays. L'Ukraine a reçu les premiers F-16 de ses alliés occidentaux en août 2024. – (AFP)

## Trois associations portent plainte contre le magazine « Frontières »

Un hors-série du média d'extrême droite accusait notamment des associations telles que la Ligue des droits de l'homme d'actions illicites

**T**rois associations de défense des droits humains ont déposé, mercredi 30 avril, une plainte en diffamation avec constitution de partie civile contre le trimestriel identitaire et anti-immigration *Frontières*, a appris *Le Monde* auprès d'Utopia 56, de la Ligue des droits de l'homme (LDH) et du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP).

Dans un hors-série paru fin janvier, intitulé « Invasion migratoire : les coupables », le magazine dirigé par le militant d'extrême droite Erik Tegnér établissait une liste d'associations et d'avocats (mais aussi de juges ou de journalistes) qu'il accusait de s'enrichir d'argent public en faisant du droit des personnes exilées un « véritable business ».

Une incrimination considérée par les parties civiles comme diffamatoire, au même titre qu'une autre charge, nichée au cœur de cinq phrases retenues dans la plainte : « Il leur est reproché de s'immiscer dans les prérogatives

### Les plaignantes veulent dénoncer la dissémination d'une « idéologie, de facto raciste, xénophobe, et donc illégale »

présidente de la LDH. Mais nous avons estimé qu'au-delà de diffuser ces idées de manière pernicieuse c'est l'idée même de l'accès au droit qui est attaquée. »

Début avril, le titre a une nouvelle fois largement pris la lumière après qu'a été publiée une nouvelle liste, composée cette fois de collaborateurs parlementaires (de députés de La France insoumise, parti présenté comme celui de « l'étranger »), accusés d'être engagés dans des « combats d'extrême gauche ». Une manifestation de protestation, organisée dans les jardins de l'Assemblée

nationale, avait vu l'exfiltration houleuse de trois collaborateurs de *Frontières* – un incident abondamment relayé par la chaîne CNews et la station Europe 1.

Qualifiées – au même titre que le Secours catholique, la Cimade, France Terre d'asile, Emmaüs, etc. – d'« associations promigrants » dans le numéro de janvier, Utopia 56, la LDH et le MRAP sont « présentées comme complices d'une "submersion migratoire" intentionnellement organisée, ajoute Bernard Schmid, avocat et membre du bureau national du MRAP. Si on suit le raisonnement de ce magazine, soit ces associations sont naïves, soit elles sont à la solde d'intérêts étrangers. Dans les deux cas, c'est diffamatoire ! »

#### « Ne pas laisser faire »

Dans un communiqué qui devait paraître lundi, les associations plaignantes estiment en outre que les propos incriminés « manipulent la réalité pour polariser les débats et diffuser une idéologie radicale alimentant la peur et la

haine ». Plus globalement, c'est la dissémination d'une « idéologie, de facto raciste, xénophobe, et donc illégale, sans que cela se voie réellement » qu'elles souhaitent dénoncer. « Ne pas laisser faire fait partie de notre boulot, insiste Yann Manzi, cofondateur et délégué général d'Utopia 56. Ça suffit, de nous livrer à la vindicte populaire avec des mensonges, et c'est dangereux pour ceux qui travaillent. »

Cette association d'aide aux personnes exilées et vivant dans la rue compte si peu « subir les attaques » qu'elle a également déposé, seule, trois autres plaintes. La première vise Europe 1, qui a diffusé sur son antenne et publié sur son site Internet, le 4 février, un reportage accusant l'« extrême gauche » de soutenir et de financer « 150 squats en France », dans lequel Utopia 56 (mais aussi l'association Borders) est nommément citée. « L'article ne fait aucun doute quant à sa volonté d'accuser l'association Utopia 56 de se prêter à ces activités illégales, relève M. Daoud dans la plainte. Aucune

mesure de ton, aucune nuance [hormis l'emploi d'un conditionnel dans le sous-titre] n'est apportée à cette accusation. »

Les deux autres plaintes concernent *Frontières* et l'hebdomadaire conservateur *Valeurs actuelles*, l'un et l'autre ayant repris cette affirmation telle quelle. « Est-ce là du journalisme, ou ne s'agit-il pas plutôt de désinformation ? », interroge M. Mazi, dont l'association a adopté, mardi 29 avril, la charte de Marseille sur l'information et les migrations, qui vise à promouvoir une « couverture de qualité, précise, complète et éthique des questions migratoires ». Pas exactement celle qu'il reconnaît à *Frontières*.

Dans une analyse menée pour la Fondation Jean-Jaurès, parue mardi, l'écrivain Raphaël Llorca conclut de sa lecture méthodique du média, anciennement connu sous le nom de *Livre noir*, qu'il représente pour la République une menace « antilibérale et antidémocratique ». ■

AUDE DASSONVILLE

# En Allemagne, les communes doutent des fonds promis

500 milliards d'euros doivent être investis dans les infrastructures

## REPORTAGE

HILDESHEIM (ALLEMAGNE) - envoyée spéciale

**D**e la part d'une commune de taille moyenne, on s'était imaginé un sentiment d'euphorie. Ou au moins de soulagement, à la perspective du plan historique d'investissement adopté par Berlin mi-mars : un fonds de 500 milliards d'euro consacrés à la rénovation des infrastructures, répartis sur douze ans, dont 100 milliards d'euros réservés pour les communes et les Länder, désormais autorisés à s'endetter à hauteur de 0,35 % de leur produit intérieur brut (PIB).

Malgré l'énormité de la somme, les réactions des élus sont plutôt modérées à la mairie de Hildesheim, ville de Basse-Saxe de 100 000 habitants, à 30 kilomètres de Hanovre. « Ces ressources supplémentaires sont évidemment bienvenues, mais elles ne nous aideront pas beaucoup si elles ne sont pas associées à de sérieuses réformes pour enrayer le sous-financement structurel des communes et améliorer l'efficacité administrative. Dans le pire des cas, il pourrait même créer davantage d'inflation », avertit Ingo Meyer, le maire sans étiquette de Hildesheim.

Selon les chiffres de l'office des statistiques, le déficit des communes allemandes a atteint le niveau record 24,8 milliards d'euros en 2024, contre 6,6 milliards d'euros en 2023, en raison de la forte progression de leurs dépenses (+12,6 %).

Entouré de trois de ses adjoints, dans la somptueuse mairie médiévale reconstruite après les bombardements de la seconde guerre mondiale, M. Meyer décrit un fonctionnement administratif extrêmement procédurier, en décalage avec l'urgence des missions auxquelles la ville est confrontée. Les communes allemandes, qui effectuent 60 % des investis-

tissements dans les infrastructures publiques, sont en première ligne sur les sujets politiquement brûlants de ces dernières années : l'accueil des réfugiés, la modernisation des écoles, le développement des infrastructures numériques et la construction, dans le respect des normes de décarbonation des bâtiments. S'ajoute à cela le vieillissement des infrastructures, qui conduit parfois les autorités à fermer des ponts.

« Ces dernières années, un décalage structurel s'est creusé entre les missions dévolues aux communes, de plus en plus larges et coûteuses, et leurs ressources financières, » explique le maire. C'est le cas dans les villes dépendantes de secteurs comme l'automobile en crise. La Basse-Saxe, qui accueille le siège de Volkswagen, à Wolfsburg, est concernée au premier chef par les faillites de sous-traitants locaux ou les délocalisations. A Hildesheim, l'usine de l'équipementier Bosch, longtemps premier contributeur au budget municipal, est menacée de fermeture.

**Multiplication des dossiers**  
Pour remédier à ce décalage, l'Etat fédéral et les Länder ont mis en place des financements supplémentaires, sous la forme de programmes de subventions liés à des projets. Pour recevoir ces fonds, les communes doivent présenter des dossiers, une activité chronophage, d'autant que les procédures sont peu numérisées.

« Il y a deux ans, nous avons demandé une subvention pour la réfection d'un gymnase pour notre ville, raconte Andrea Döring, adjointe chargée de l'urbanisme. Il a d'abord fallu nous porter candidat à un programme d'investissement régional dédié aux rénovations de bâtiments de sport. Une fois ce premier dossier accepté, nous avons dû présenter un plan détaillé du projet. A chaque étape, les temps d'examen de dossiers ont pris des mois. » Et pendant cette

## Le déficit des communes allemandes a atteint 24,8 milliards d'euros en 2024, contre 6,6 milliards en 2023

période, les coûts de construction ou des matières premières ont explosé, alors que la dotation est restée la même.

Cette façon de faire explique pourquoi tant de crédits de subventions ne sont pas consommés outre-Rhin, explique Ulf Behnel, l'adjoint aux finances. D'où des incompréhensions entre l'Etat fédéral, qui met des crédits à disposition, et la situation des communes sur le terrain, qui se dégrade.

Car tous ces dossiers doivent être vérifiés, par la ville, le Land, parfois le ministère fédéral, les différentes cours des comptes, ce qui mobilise beaucoup de fonctionnaires. « Pour les projets destinés à améliorer l'intégration des étrangers par exemple, vingt-sept programmes d'aide peuvent être sollicités par les communes. Malgré tout, nous n'en avons pas utilisé les deux tiers, car nous n'avons pas assez de personnel pour faire les demandes. Pourtant, 6 200 réfugiés se sont installés à Hildesheim depuis 2015 et 2 000 enfants ont besoin de soutien linguistique », détaille Malte Spitzer, adjoint pour la jeunesse et les écoles.

L'enfer des dossiers de subventions n'est cependant qu'une partie du problème. Un autre volet concerne les normes de construction des bâtiments publics. « Vous n'imaginez pas la réglementation spectaculaire qui encadre les portes de toilettes pour

les enfants ! » poursuit M. Spitzer. Il y a aussi les règles de protection des données personnelles, sujet sensible outre-Rhin, qui gêne la transmission d'informations entre autorités administratives.

L'Association des villes allemandes, dans une lettre adressée le 26 mars aux responsables politiques, appelle à un effort de simplification, notamment dans les normes environnementales. Elle demande, par exemple, que les rénovations de ponts, de tunnels ou de routes, soient exemptées de nouvel examen sur la biodiversité. Et déplore qu'aucun système commun fédéral n'existe pour aider les communes à identifier des zones libres à reverdir, ce qui peut prendre des années – tout espace nouvellement artificialisé pour une infrastructure doit être compensé.

### Hantise de l'erreur

« Toutes ces règles partent bien sûr d'une bonne intention. Mais on ne comprend pas pourquoi il faut dix ou vingt ans pour construire une banale bretelle d'autoroute », poursuit M. Mayer. De nombreux collaborateurs, toutes administrations confondues, vivent dans la hantise de l'erreur et des recours en justice. Le retard pris par l'Allemagne dans la numérisation administrative est un frein aux gains d'efficacité, aussi dans l'utilisation des fonds publics. L'institut économique Ifo a calculé que, si l'Allemagne parvenait au niveau du Danemark en matière de numérisation administrative, l'activité serait supérieure de 96 milliards d'euros chaque année.

Consciente du problème, la future coalition conservatrice-sociale-démocrate à Berlin, qui devrait prendre ses fonctions après l'élection du chancelier, mardi 6 mai, au Bundestag, s'est fixée pour objectif prioritaire de « réduire massivement la bureaucratie ». Vu de Hildesheim, la tâche paraît gigantesque. ■

CÉCILE BOUTELET

# Deux transfuges du privé pour redresser l'économie allemande et réformer l'Etat

Mme Reiche et M. Wildberger vont diriger les ministères de l'économie et du numérique

BERLIN - correspondance

Très attendu pour sortir l'Allemagne de la stagnation dans laquelle elle est plongée depuis plus de deux ans, le futur chancelier chrétien-démocrate (CDU), Friedrich Merz, a surpris les observateurs, en proposant deux personnalités issues du privé pour incarner le « tournant économique » promis pendant sa campagne. Katherina Reiche, 51 ans, et Karsten Wildberger, 55 ans, quittent leur poste de dirigeant de grande entreprise pour entrer au gouvernement. La première va prendre la tête d'un ministère de l'économie aux compétences resserrées, le second dirigera un ministère du numérique et de la modernisation de l'Etat à créer.

L'annonce de ces deux personnalités est un coup politique pour Friedrich Merz, en délicatesse avec certains de ses partisans depuis qu'il a conclu, avec son partenaire de coalition, le parti social-démocrate (SPD), un plan d'endettement historique de 1 000 milliards d'euros pour financer la rénovation des infrastructures et renforcer la défense. Très critiques ces dernières semaines sur ce plan accusé de creuser l'endet-

tement et de renforcer le poids de l'Etat, les grandes fédérations industrielles dressent désormais les louanges des nouveaux venus et leurs compétences issues du privé. « Katherina Reiche est une prise heureuse », a réagi Veronika Grimm, célèbre économiste libérale, membre du Conseil allemand des experts économiques.

Jusqu'ici inconnue du grand public, sans poids politique, Katherina Reiche apporte une expérience diversifiée. Née en 1973 à Luckenwalde dans le Brandebourg, elle vient d'une famille d'entrepreneurs dont l'activité de fabrication de produits plastiques a été nationalisée par le régime allemand, puis privatisée en 1990. Elle existe encore aujourd'hui.

### Rupture claire

Diplômée en chimie, mère de trois enfants adultes, Mme Reiche a été députée chrétien-démocrate (CDU) au Bundestag de 1998 à 2015, puis a pris la tête du lobby des entreprises municipales avant de rejoindre le privé. Elle dirige depuis 2020 une filiale du géant énergétique E.ON, Westenergie, qui exploite des réseaux d'électricité, de gaz, d'eau et de fibre dans l'ouest de l'Allemagne.

Expertise des questions énergétiques, elle sera principalement attendue sur le dossier de la cherté de l'électricité, qui pèse sur la production industrielle du pays. Elle est censée redonner plus de place au marché pour gérer la décarbonation, sans négliger l'objectif de neutralité carbone en 2045.

Adeptes de la « neutralité technologique » pour y parvenir, elle s'est déclarée en faveur du nucléaire, ce qui devrait faciliter les discussions avec Paris, qui ont été très délicates sur ce sujet sous le gouvernement Scholz, en raison de l'opposition des Verts.

La rupture ne peut être plus claire par rapport au ministre de l'économie et vice-chancelier sortant, l'écologiste Robert Habeck, qui a fermé les trois derniers réacteurs atomiques du pays. En 2021, ce dernier s'était taillé un portefeuille à la mesure de ses ambitions politiques : associant pour la première fois la protection du climat à l'économie au sein d'un super-ministère, il avait orchestré des subventions massives dans la transition énergétique et la transformation de l'économie.

Cette politique, guidée par sa vision d'un Etat stratégique, n'a pas convaincu tout le monde : sa loi sur la

décarbonation des systèmes de chauffage avait hérissé les ménages modestes. Elle doit être réformée. Et les milieux économiques libéraux estiment que le déploiement des renouvelables accéléré coûte trop cher.

La nomination de Karsten Wildberger au poste nouvellement créé de ministre du numérique est une plus grande surprise encore. Diplômé en physique, ancien consultant, il est lui aussi passé par le groupe énergétique E.ON, en tant que directeur pour l'informatique et le numérique. Il est, depuis 2021, patron de Ceconomy, premier distributeur de produits électroniques d'Europe sous les marques MediaMarkt et Saturn, qu'il a redressées avec succès.

Le défi à venir promet d'être autrement plus exigeant. Dans une Allemagne sous-numérisée, où l'action publique est testée par une bureaucratie extrêmement procédurière, réformer l'appareil d'Etat est une tâche herculéenne. Karsten Wildberger, non-membre d'un parti, sans soutien d'appareil ni expérience de l'administration ou du fédéralisme allemand, devrait se heurter à de fortes résistances. ■



## PERTES & PROFITS | FINANCE

PAR ISABELLE CHAPERON

# Les adieux de l'« oracle d'Omaha »

Une salle de spectacle bondée et survoltée. La vedette vient d'annoncer qu'il s'agissait de ses adieux. Le public, debout, l'ovationne, des larmes dans les yeux de certains fans. La séquence serait presque convenue si l'artiste seul en scène était un chanteur, mais l'homme à la voix rauclouse est bien un PDG, clôturant sans doute le dernier « Woodstock des capitalistes ».

Warren Buffett, 94 ans, a surpris ses actionnaires en annonçant, à la fin de la toujours folklorique assemblée générale de Berkshire Hathaway, samedi 3 mai, à Omaha (Nebraska), son intention de quitter d'ici à la fin de 2025 l'entreprise qu'il dirige depuis soixante ans. L'investisseur le plus respecté au monde laissera les rênes du conglomérat (assurances, chemin de fer, aéronautique...), à Greg Abel, 62 ans, canadien de naissance, patron des activités hors assurances et dauphin désigné depuis 2021.

C'est à lui qu'incombera la tâche de dénicher les bonnes opportunités afin de placer la montagne de cash – 347,7 milliards de dollars (307,1 milliards d'euros) à la fin mars – qui s'accumule dans les caisses de Berkshire Hathaway, soit 30 % de sa capitalisation boursière.

Car, depuis dix trimestres consécutifs, Berkshire vend plus qu'il n'achète sur les marchés financiers. La méfiance de M. Buffett envers une Bourse jugée surévaluée ne date donc pas de la guerre commerciale lancée par le président américain, Donald Trump. Mais l'investisseur s'y

montre profondément opposé. « Le commerce ne doit pas être une arme », a encore martelé l'« oracle d'Omaha », samedi, soulignant à quel point vouloir écraser les autres pays pouvait se révéler un jeu dangereux dans un monde déjà instable.

### Equilibrer le système

M. Buffett est le premier, pourtant, à s'inquiéter du déficit de la balance commerciale américaine. En 2003, il avait tiré la sonnette d'alarme dans une longue tribune, parue dans le magazine *Fortune* et où il dénonçait l'apauvrissement des Etats-Unis au profit des pays étrangers, que n'aurait pas renié M. Trump. Son remède d'alors : émettre des « certificats d'imports » à destination des exportateurs, du même montant que leurs ventes de biens en dehors des frontières, que ces entreprises pourraient ensuite revendre soit aux importateurs américains, soit aux exportateurs étrangers. Un peu comme des quotas d'émission de CO<sub>2</sub>.

Une façon d'équilibrer le système de façon globale, plutôt que de vouloir, tel M. Trump, obtenir une égalité parfaite des importations et des exportations sur les marchandises avec chaque partenaire commercial ou sur une catégorie de produits donnée, comme l'acier ou l'automobile. C'était un peu « gadget », reconnaît le sage, en évoquant sa position de 2003, même si cela reste « mieux » que le bras de fer sur les droits de douane. Ou comment craquer une allumette devant un baril de poudre. ■

### COMMERCE

#### Donald Trump annonce des droits de douane de 100 % sur les films produits à l'étranger

Le président américain, Donald Trump, a annoncé dimanche 4 mai « entamer immédiatement le processus d'instauration de droits de douane de 100 % » sur les films diffusés aux Etats-Unis, mais produits à l'étranger. Il affirme que « l'industrie cinématographique américaine est en train de mourir très rapidement » et dénonce les incitations aux tournages mises en place par d'autres pays. – (AFP)

### ÉNERGIE

#### Huit pays de l'OPEP+ annoncent une hausse de la production

Huit pays membres de l'OPEP+, dont la Russie et l'Arabie saoudite, ont annoncé samedi 3 mai une forte

hausse de production de pétrole pour juin, au risque de plomber des cours déjà très bas. Ils vont sortir de terre 410 000 barils de plus par jour, comme en mai. Lundi 5 mai, le baril de WTI américain dégringolait de 3,8 % à 56,08 dollars, quand celui de brent de la mer du Nord perdait 3,5 % à 59,17 dollars. – (AFP)

### TÉLÉCOMS

#### Eutelsat nomme Jean-François Fallacher au poste de DG

Le groupe français de satellites Eutelsat a annoncé lundi 5 mai la nomination de Jean-François Fallacher, jusqu'ici vice-président exécutif et directeur général d'Orange France, en tant que nouveau directeur général, une décision qui prendra effet le 1<sup>er</sup> juin 2025. Il remplace Eva Berneke, qui dirige l'entreprise depuis janvier 2022. – (Reuters)

## OSP VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

01.49.04.01.82 - annonces@osp.fr

91

Vente aux enchères publiques, le Mercredi 25 juin 2025 à 10 H 00 au Tribunal Judiciaire d'EVRY-COURCOURONNES, rue des Mazières

### UN CHATEAU DE STYLE LOUIS XIII, DE 1.513,74 M<sup>2</sup>

à SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN (91410)

dit « Château de Bandeville » (Surface au sol du château : 1.653,20 m<sup>2</sup>) et agrémenté de bassins et différentes annexes : Maison Egyptienne, Tour Carrée, Orangerie de 75,55 m<sup>2</sup>, piscine extérieure et annexe (Pommérie) de 61,7 m<sup>2</sup>, Maison du Jardinier (avec 5 dépendances), petite longère, 2 Maisons grand commun de 178,39 m<sup>2</sup> chacune, grande longère de 126,30 m<sup>2</sup>, jardin privatif, pigeonnier, écuries, cour, manège à chevaux.

practice de polo. Le tout sur un terrain de 37 ha 40 a 90 ca

### Occupation à voir lors de la visite

### MISE A PRIX : 2.900.000 Euros

Pour consulter le cahier des conditions de vente, s'adresser : Au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire d'EVRY-COURCOURONNES, les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9 heures à 12 heures, où il a été déposé sous la Référence Greffe 23/00144 sur rendez-vous obligatoire par email : saisieimmo.tj-evry@justice.fr, à la SELARL AD LITEM JURIS, représentée par Maître Jean-Sébastien TESLER, Avocat à RIS-ORANGIS (91130), 16 place Jacques Brel. Tél : 01 69 06 21 44. Sur avoventes.fr et Vench.fr (documents anonymisés) VISITES sur place les Jeudi 19 juin 2025 de 14 H 00 à 16 H 00 et Vendredi 20 juin 2025 de 10 H 00 à 12 H 00



Dans le village d'Oia, sur l'île de Santorin, en Grèce, le 16 avril.  
JOSE SARMENTO MATOS/  
BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES

# Le tourisme sous influence

## DOSSIER

**S**i vous passez rue Charlot, à Paris, à l'heure du déjeuner, vous croiserez sans doute une file d'attente de part et d'autre d'étroits trottoirs. Des touristes espagnols, américains ou coréens y font la queue, parfois une heure, pour leur récompense finale : un sandwich. Ou plutôt « le meilleur sandwich de Paris », comme il a été surnommé par des visiteurs, sur des photos ou dans des vidéos cumulant des millions de vues sur TikTok ou Instagram.

Sur les réseaux sociaux, Chez Alain Miam Miam est un phénomène, qui a largement dépassé le propriétaire des lieux, Alain Rousset, un ex-psychotérapeute de 70 ans. Il le dit d'emblée : il n'a eu « aucune stratégie » de communication. « Je n'y ai jamais mis un seul centime. » Les réseaux, il les utilise très peu, n'a pas de community manager : les touristes ont tout fait à sa place. Lui a lancé cette activité en 2005, sur le pittoresque marché couvert des Enfants rouges. Mais c'est après la pandémie de Covid-19 que son échoppe connaît une explosion, alors que les images de ses sandwiches, qui dégoulinent de fromage fondu, se multiplient sur les réseaux sociaux. Ces temps-ci, il en vend entre 400 et 500 par jour. A 13 euros pièce.

Et ce n'est pas toujours une partie de plaisir. Submergé de clients, il a fait des erreurs de recrutement, multiplié les problèmes avec les fournisseurs, frustré de nombreux touristes quand il fermait boutique. Son commerce a traversé deux ans de turbulence. Les relations avec le voisinage, dans ce quartier tranquille du Marais, sont « compliquées », reconnaît-il. Les boutiques s'agacent de l'encombrement devant leurs vitrines. Parmi les neuf salariés d'Alain Miam Miam, l'un d'eux ne fait que gérer la file d'attente.

### UN EXTRAORDINAIRE REBOND

Voilà donc le tourisme en 2025, avec ses gloires subtiles amplifiées par des effets de buzz, son culte du bon plan, ses « check-lists » et ses photos partagées. Bref, le tourisme à l'heure des réseaux sociaux, pour le meilleur et pour le pire. En l'espace de quatre ans, les contenus liés au voyage ont explosé sur ces plateformes : + 410 % depuis 2021 sur TikTok, indique Anaïs Devaux, responsable de cette thématique chez TikTok France. Sur Instagram, ce sont près de 2 millions de posts liés au voyage en 2024, d'après les calculs de

l'agence We Are Social. Ces réseaux sociaux sont devenus les nouveaux guides touristiques, et ont certainement été l'un des moteurs de l'extraordinaire rebond que connaît le secteur du voyage depuis 2022.

« Quatre choses à faire à son arrivée au Japon », « La plus belle randonnée de l'île de Skye, en Ecosse », « Cinq astuces pour voyager avec un petit budget », « Trois villes européennes sous-estimées », « Comment payer ses vols au meilleur prix », « Mes bonnes adresses de restaurants à Bordeaux »... Ces milliers de vidéos et de photos commentées sont aussi bien créées par des voyageurs que par des influenceurs ou des marques.

Les photos esthétisantes qui ont fait la popularité d'Instagram il y a dix ans côtoient

des vidéos plus brutes, plus personnelles, propulsées par TikTok, dont c'est la marque de fabrique. Les créateurs de ces contenus s'y montrent davantage. Avec, pour le visionneur, une impression de sincérité, d'authenticité. « Désormais, deux tiers des utilisateurs de TikTok formulent des requêtes liées au tourisme avec la fonction recherche : que faire à..., où manger à..., où séjourner à... », détaille Anaïs Devaux. Sur TikTok, qui revendique 25 millions d'utilisateurs en France (et un temps d'utilisation moyen de plus d'une heure par jour), la catégorie des plus de 35 ans est celle qui croît le plus vite.

Mais cet essor, outre qu'il fabrique de nouveaux imaginaires et rend plus accessible le voyage, est loin d'être neutre. Ces contenus

sont en grande partie façonnés par des marques, et il est parfois très difficile de comprendre le statut d'un post – tel voyageur a-t-il été rémunéré pour le produire ? Dans une étude, menée pour Greenpeace par la doctorante en anthropologie Garance Bazin, qui porte sur une année de contenu des 20 influenceurs voyage français les plus suivis, une moyenne de 46 % de publications sponsorisées ont été décomptées. Cette présence massive des marques n'est pas un hasard : ces contenus ont un effet addictif très fort, et sont beaucoup plus efficaces pour transformer les comportements que d'autres canaux.

### CERTAINS LIEUX ONT VU LEUR POPULARITÉ GRIMPER EN FLÈCHE, PROVOQUANT DES DÉGÂTS SUR LE CADRE DE VIE

Compagnies aériennes, agences, hôtels, comparateurs, offices de tourisme mènent des campagnes en créant des contenus et en payant TikTok pour cibler telle ou telle catégorie d'abonnés. « Les professionnels qui se mettent à TikTok sont surpris de voir à quel point cela crée de la notoriété et, surtout, déclenche des achats. Cela touche des très jeunes, mais aussi des trentenaires et des quadragénaires », résume Valérie Boned, présidente des Entreprises du voyage, organisme qui rassemble des acteurs du tourisme.

Ségolène Sergeant, propriétaire de l'agence Passy Voyages à Paris, a vu bondir son chiffre d'affaires de 30 % depuis qu'elle s'est mise à TikTok, en septembre – sa vidéo la

## Les guides de voyage traditionnels en perte de vitesse

**CONSTAT POUR LE MOINS PARADOXAL**, le nombre de touristes qui envahissent la planète est revenu à son niveau d'avant-Covid-19 (1,4 milliard de voyageurs en 2024, selon l'Organisation mondiale du tourisme), mais en France le marché des guides touristiques reste à la peine. Selon Philippe Orain, directeur éditorial des Guides Michelin Voyage & Cultures, « le chiffre d'affaires en France des guides touristiques s'est établi, selon l'institut GfK, à 95 millions d'euros en 2024 (- 3 %), ce qui représente près de 5 millions d'exemplaires vendus (- 6 % par rapport en 2023) ». Or, ce marché s'érode déjà avant la pandémie.

Les touristes préfèrent-ils désormais consulter leur téléphone pour trouver des informations plutôt que d'emporter dans leur sac un guide qu'ils jugeraient trop lourd ou encombrant ?

Sans doute. « Il faut faire un distinguo entre les touristes qui obéissent à un mode de consommation très standardisé et les voyageurs qui se documentent avant de partir et lisent toujours des guides », assure Philippe Orain. Autrement dit, d'une part, les utilisateurs des réseaux sociaux, voire de l'intelligence artificielle – qui préparent leur voyage en questionnant des outils comme ChatGPT – et, d'autre part, les adeptes des ouvrages traditionnels. En papier presque exclusivement, puisque les ventes des guides en version électronique restent, selon lui, à des niveaux insignifiants.

La tendance ne désespère toutefois pas les éditeurs. Hélène Firquet, directrice éditoriale de la collection « Voyages » de Gallimard, mise sur la complémentarité naturelle entre le guide papier et les applications téléphoniques

comme Mapstr, qui permet d'enregistrer des adresses dans le monde entier. Si les ventes de guides consacrés aux destinations hexagonales ont plongé de plus de 10 % en 2024, celles sur les autres pays, notamment d'Asie et d'Europe du Nord, ont permis d'atténuer, voire de compenser, cette chute. Au point que Lonely Planet (Editis) a dû réimprimer ses guides sur l'Albanie et le Japon.

### Relancer le secteur

Pour compliquer l'équation des éditeurs, la géopolitique vient aussi perturber les guides touristiques. Philippe Gloaguen, le patron du Routard, numéro un du secteur édité par Hachette, l'affirme clairement : « Pour partir en voyage, il faut être optimiste, heureux ou amoureux. » Or, selon lui, « l'ambiance est plombée » par la guerre en

Ukraine, le conflit israélo-palestinien et « la politique ridicule de Trump ».

Pour relancer le secteur, les éditeurs rivalisent d'invention. C'est ainsi que Gallimard publie le 8 mai *Et si on rentrait au bled en train ?, de Nassira El Moaddem, ou encore *Rando solo. Le guide féministe*, de Marie Albert (tous les deux 144 pages, 19,90 euros). Lonely Planet vise les enfants et les adolescents avec des guides qui leur sont consacrés, tandis que Maison Pop vient de lancer une collection de romans qui permettent de découvrir l'histoire cachée d'une ville. Chez Michelin aussi, deux nouvelles collections font leur apparition, l'une destinée aux amateurs inconditionnels des cartes routières, et l'autre à ceux qui cherchent des alternatives au tourisme. Un filon d'avenir. ■*

NICOLE VULSER

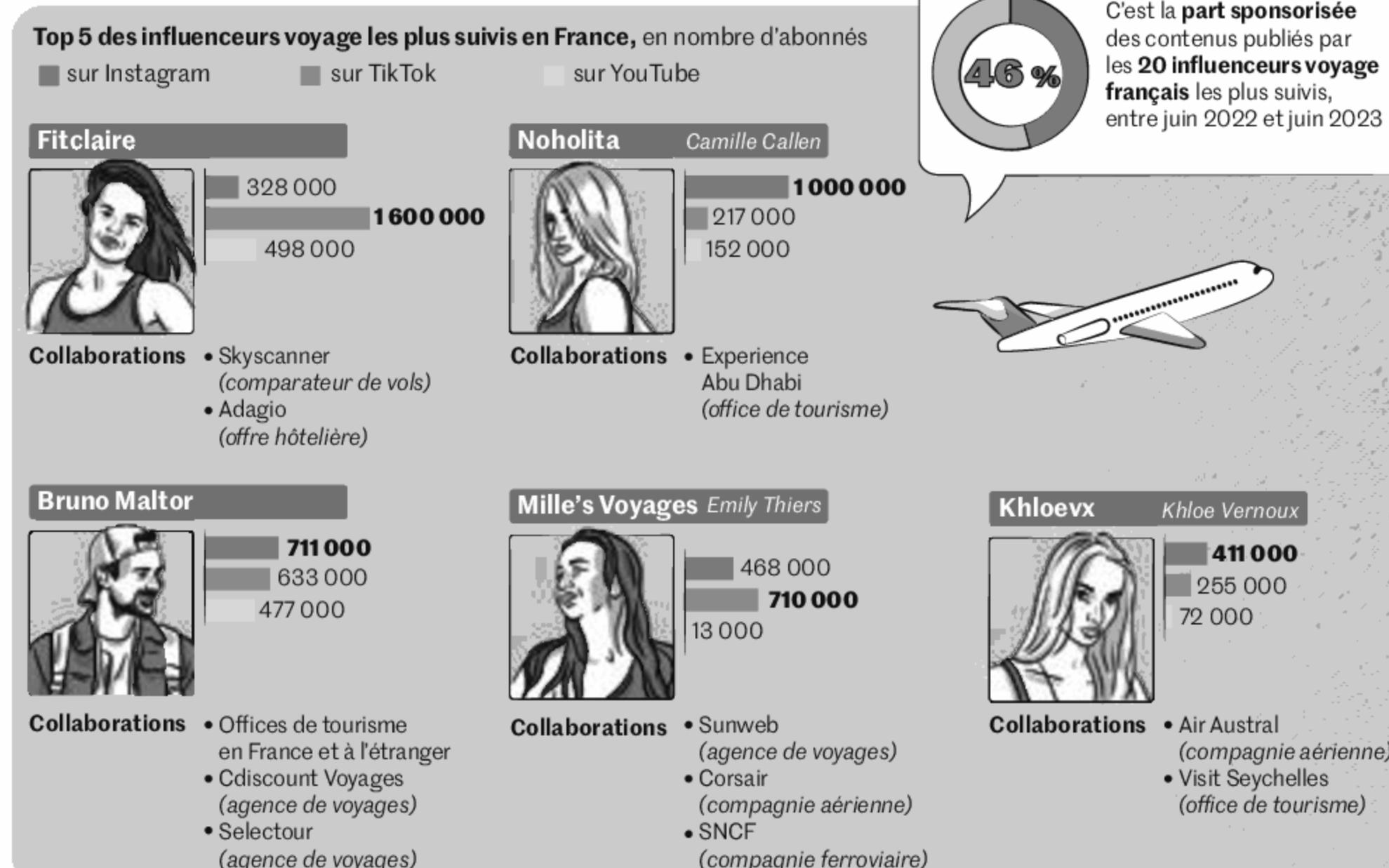
## L'explosion des contenus liés au voyage sur les réseaux sociaux



**+ 410 %**  
C'est l'augmentation du nombre de contenus liés au voyage sur TikTok entre 2021 et 2024



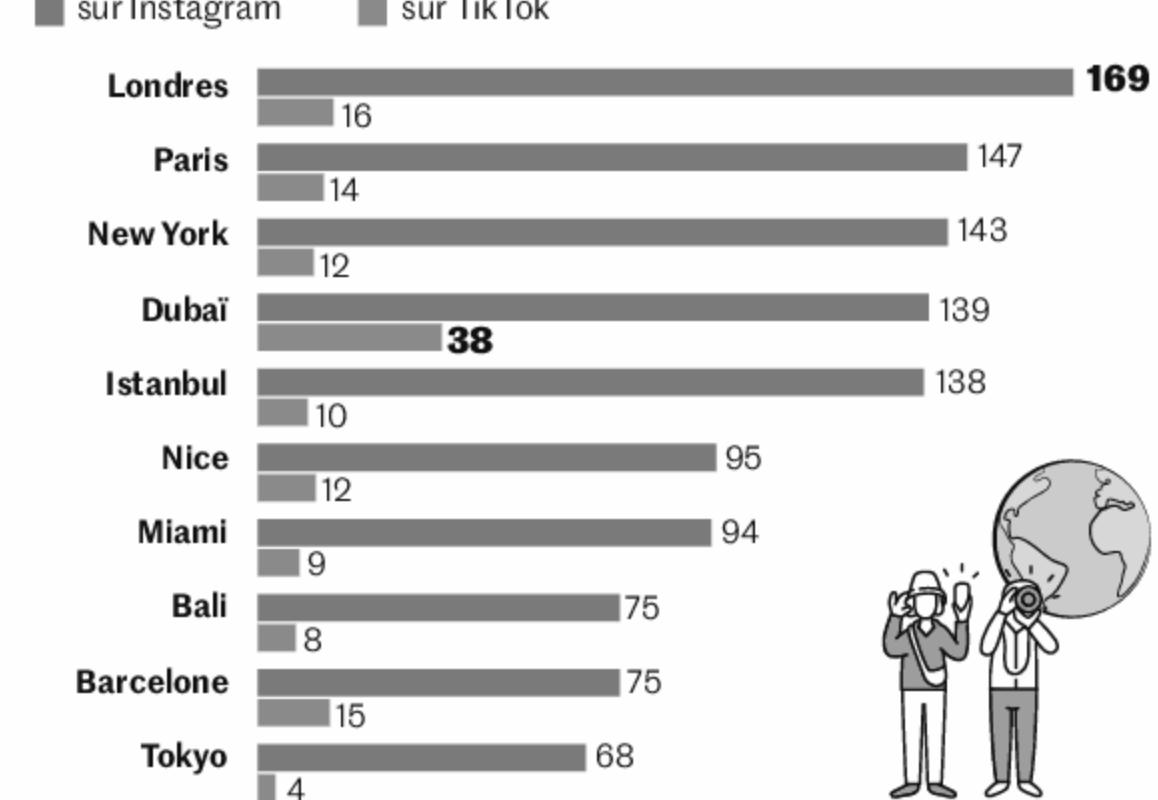
## Les influenceurs, relais de l'industrie touristique



Infographie Le Monde : Julie Cassotti, Audrey Lagadec et Benjamin Martinez

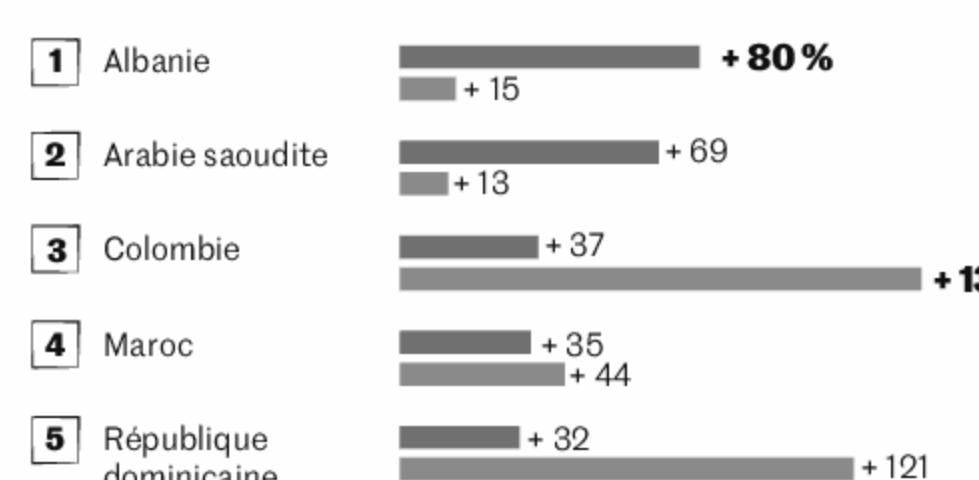
## Les plateformes créent des destinations tendance

Destinations les plus mentionnées sur les réseaux sociaux, en millions de publications présentes sur les plateformes au 28 avril



## Top 5 des destinations qui ont connu la plus forte croissance de touristes

Evolution du nombre de touristes dans le monde entre 2019\* et 2024\*



\*Pour la période de janvier à octobre, pour les destinations accueillant un minimum de 5 millions de touristes à l'année

Sources : Etude OnePoll pour Opodo ; TikTok ; Exolyt ; Instagram ; YouTube ; « En mode avion : L'emprise de la publicité et des influenceurs sur nos imaginaires du voyage », Garance Bazin, Greenpeace, 2023 ; Baromètre du tourisme mondial, Organisation mondiale du tourisme, 2025.

plus populaire, intitulée « Evitez les comparateurs », compte 1,3 million de vues. Des clients l'ont contactée de toute la France, mais aussi d'Allemagne et de Belgique. « Ce qui est fou car jusqu'ici on était une agence de quartier. » Son plus « beau » dossier de l'année en cours, un voyage en Afrique du Sud, c'est une cliente qui l'a connue sur TikTok.

L'efficacité de TikTok tient beaucoup à la relation qui se noue entre les influenceurs voyage et leur communauté. « Les influenceurs se placent dans une position de pair expert, qui leur donne un côté sincère qu'on ne trouve pas dans la publicité. Ils se mettent en scène, échangent avec leurs abonnés. Ces derniers ont ainsi l'impression d'être leur ami, ils leur font confiance », résume la chercheuse Garance Bazin. Les marques les courtisent, afin de bénéficier de leur patte créative, et de leur audience. « Pour des influenceurs bien installés, on est souvent entre 5 000 et 10 000 euros pour deux ou trois vidéos sur leurs réseaux. Ce n'est pas forcément le nombre d'abonnés qui est déterminant. L'important, c'est de trouver celui qui touchera la bonne communauté », explique Grégory Cassiau, de l'agence de communication Les Conteurs.

### UNE UBÉRISATION DE L'ACTIVITÉ

Parfois, il s'agit d'associer un influenceur à un voyage : le réseau Selectour a signé un contrat avec l'influenceur Bruno Maltor, pour qu'il parte en Namibie et y réalise quelques vidéos. Depuis, Selectour commercialise ce circuit, présenté comme « le voyage de Bruno Maltor ». « Ça a dépassé toutes nos attentes », assure Bertrand Bonnefond, responsable des réseaux sociaux chez Selectour. Au point qu'on a reconduit cette opération, pour un voyage en Ouzbékistan. On a vu des jeunes pousser pour la première fois de leur vie la porte d'une agence de voyages après avoir vu les posts de Bruno Maltor. Et l'effet dure. »

Certains influenceurs voyage s'appuient sur leur notoriété pour passer à l'étape d'après et vendre des services : conseils de voyage, création d'itinéraires, réservations de circuits... Voire accompagnent des petits groupes, comme Marie Geigle, suivie par 137 000 personnes sur Instagram, qui propose des périples entre filles pour diverses destinations. Les agences de voyages voient d'un très mauvais œil l'émergence de ces « travel planer », qui ubérisent leur activité, sans contraintes réglementaires. « Organiser un voyage sans être accrédité comme agence, ce n'est pas légal. Les participants s'exposent à des risques en cas de pépins, car ils n'auront aucune assurance d'être remboursés », remarque Valérie Boned. Elle reçoit chaque mois

des dizaines de messages d'agences s'estimant en concurrence déloyale. Son syndicat a porté plainte contre deux d'entre eux.

L'une des conséquences de ce tourisme, c'est l'effet « boule de neige ». « Cette accumulation de vidéos et de photos sur un même endroit renforce le désir d'y aller aussi, afin d'appartenir au même groupe social. Tous ces contenus jouent beaucoup sur le FOMO ("fear of missing out", "peur de manquer quelque chose") », remarque Gérald Stein, de l'agence de communication Leon Travel & Tourism.

Certains lieux ont vu leur popularité grimper en flèche depuis cinq ans, provoquant des dégâts sur le cadre de vie, l'environnement naturel, les espaces publics. Dans la Seine-Maritime, Etretat, star d'Instagram, connaît des journées de saturation que la ville n'avait jamais connues auparavant. Idem pour les Cinque Terre, en Italie, devenues un symbole du tourisme de masse. Bali, où l'on ne compte plus les posts de vacanciers éberlués par le petit prix de leur hôtel dans ce décor paradisiaque, a accueilli 6,3 millions de voyageurs en 2024, alors que l'île ne compte que 4 millions d'habitants. De même pour les Maldives, où le nombre de touristes est supérieur de 19 % à celui d'avant la pandémie. Et si l'Islande a accueilli 2,2 millions de touristes

## DES INFLUENCEURS S'APPUIENT SUR LEUR NOTORIÉTÉ POUR VENDRE DES SERVICES : CONSEILS DE VOYAGE, CRÉATION D'ITINÉRAIRES, RÉSERVATIONS DE CIRCUITS...

en 2024, c'est aussi en partie dû à sa présence massive sur Instagram : #IcelandTravel compte plus de 2 millions de publications.

Sur place, les lieux changent pour accueillir ce tourisme à l'heure des réseaux. A Méribel (Savoie), des « spots » ont été installés au sommet de télésièges : une machine vous prend en photo avec votre groupe, et vous pourrez la recevoir par e-mail. A Bali ou au Sri Lanka, certaines « expériences » vendues aux touristes ne semblent avoir été conçues que pour être filmées et partagées : c'est le cas du relâchage de bébés tortues dans la mer. Sur les plateformes, on ne compte plus les vidéos de ces vertébrés qui se faufilent sur le sable.

### DES COULISSES PEU GLORIEUSES

Toute cette prolifération de contenus tend à pousser à l'hyperconsommation de voyages. « Dans les descriptions des influenceurs voyage, on trouve souvent le nombre de pays visités, comme s'il s'agissait d'une compétition. Celui qui a le plus haut score en tire du prestige social », observe Garance Bazin.

La chercheuse constate que la plupart de ces prescripteurs encouragent une forme de tourisme très carbonné, en façonnant des imaginaires liés aux compagnies aériennes : la plage paradisiaque, les destinations lointaines, les week-ends « sauts de puce » grâce aux vols low cost. Tout cela n'a pas attendu les réseaux sociaux pour exister. « Mais ils rendent ce type de séjours encore plus populaires qu'avant, alors qu'on devrait réfléchir à d'autres types de vacances », estime-t-elle.

Pour autant, certains de ces influenceurs revendiquent une ligne éditoriale différente, en privilégiant les destinations sans avion ou les micro-aventures proches de chez soi.

L'influenceur Tolt, par exemple, ne réalise que des périples en train depuis la France : l'Ecosse, la Laponie, la Sicile, Berlin... Guillaume Payen, lui, propose de découvrir des villages perdus de France, des balades en canoë. On trouve aussi des influenceurs spécialisés dans le voyage itinérant à vélo, comme Mila et Denni, du compte Un monde à vélo. D'autres montrent les coulisses peu glorieuses du tourisme : les files d'attente, les accumulations de déchets. Laura et Gaël, des influenceurs « van-trotters », racontent ainsi dans une vidéo à quel point Ksamil, la station balnéaire star du sud de l'Albanie, a été détruite par le tourisme, avec sa plage saturée de parasols et son sable poussiéreux de chantier, dont la blancheur ne rend bien que sur l'écran du smartphone. ■

JESSICA GOURDON

## « Les réseaux sociaux, bouc émissaire d'un discours tourismophobe »

EN QUINZE ANS, les arrivées de touristes étrangers ont bondi de 40 % dans le monde. Cette croissance mondiale du tourisme est avant tout alimentée par la dématérialisation, qui rend les voyages plus accessibles et faciles à organiser, et par l'essor de la classe moyenne dans les pays émergents. Elle est aussi accélérée par les réseaux sociaux : TikTok et Instagram sont devenus un immense terrain de jeu publicitaire pour l'industrie du tourisme. Bien sûr, les « médiateurs » du voyage – essais, guides, articles, publicités... – ont toujours existé. Mais cette nouvelle ère de demande plus de régulation, estime Jean-Christophe Gay, enseignant-chercheur à l'université de Nice, auteur de *Tourismophobie* (Iste, 2024).

On se prend en photo, on partage des photos, on observe celles des autres. La mise en scène de soi est-elle indissociable des vacances ?

L'auto-représentation de soi pendant son voyage est récurrente,

même si, de l'extérieur, on peut percevoir le phénomène comme une forme d'égocentrisme. C'est une preuve qu'on est allé à tel endroit, qu'on a « rencontré » ce lieu. Dès le XVII<sup>e</sup> siècle, les voyageurs, que ce soit les pèlerins ou les aristocrates à Rome qui faisaient leur Grand Tour, sont à l'origine d'une production massive dans des ateliers de peinture : des paysages, des personnes qui se font tirer le portrait avec des sites en arrière-plan. La différence avec l'époque actuelle, et ses milliers de photos et de vidéos partagées en ligne, c'est une question d'échelle.

Sur les réseaux, les photos ou les vidéos de voyage, les publicités touristiques, les récits de voyageurs ont augmenté de manière exponentielle. Sont-ils les vecteurs du « surtourisme » ?

Les réseaux sociaux peuvent accélérer ces effets de concentration, mais ils sont consubstantiels au tourisme :

les gens désirent globalement les mêmes endroits. Je crois surtout que les réseaux sociaux sont le dernier bouc émissaire d'un discours tourismophobe très répandu, qui existe depuis la naissance du tourisme et qui consiste à déterminer qui est légitime pour voyager et qui ne l'est pas. Ce discours n'est jamais très loin d'une forme de mépris de classe.

Quand la mobilité se démocratise, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, apparaissent les mots *tourism* et *tourist* en Angleterre : ils ont tout de suite eu un sens dépréciatif, par distinction avec le voyageur, qui, lui, percevait la beauté des choses. Les progrès techniques – le chemin de fer, puis l'aviation – ont été critiqués, car ils favorisaient le déplacement des masses populaires.

Comment expliquer ce sentiment d'un « trop-plein » de touristes ?

Le nombre de touristes, en forte hausse depuis vingt ans, a connu un extraordinaire rebond après la pan-

démie de Covid-19. Il est bien plus facile de voyager que jadis : on peut tout réserver soi-même, sans passer par une agence, l'information est très accessible en ligne. Bien sûr, il y a des lieux qui souffrent d'un excès de fréquentation, avec une forte dégradation de la qualité de vie pour les habitants et pour les visiteurs – Barcelone, Dubrovnik, Venise en sont des exemples. Mais ceux-ci sont assez rares.

Il faut aussi s'interroger sur les raisons de cette surfréquentation ponctuelle : le nombre de vols low cost, le manque de régulation des autorités... Surtout, ce discours autour du « surtourisme » fait le jeu d'un certain nombre d'opérateurs touristiques qui vendent des destinations ou des concepts touristiques certes hors des sentiers battus, mais beaucoup plus chers ou beaucoup plus restreints en capacité, et qui sont loin de pouvoir accueillir la masse de gens qui souhaitent partir en vacances. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR JE. GO.

“

C'est ainsi que Mélenchon maintient la pression. Il distribue les bonnes grâces, flatte les uns puis ignore les mêmes et valorise les autres

”

Dans « La Meute », à paraître mercredi 7 mai chez Flammarion, les journalistes Charlotte Belaïch et Olivier Pérou décrivent la réalité de La France insoumise. Leur enquête, très fouillée, dessine, en creux, le portrait politique du leader populiste du mouvement

*[Principale figure de la gauche, Jean-Luc Mélenchon a su créer, depuis son départ du Parti socialiste en 2008, un appareil militant qui lui est totalement dévoué, parfois au prix d'excommunications publiques et de purges militantes. Dans leur enquête très dense, fruit d'un travail de deux ans où ils ont interrogé plus de deux cents personnes, deux spécialistes de la Mélenchonie, Charlotte Belaïch (Libération) et Olivier Pérou (Le Monde), décrivent le fonctionnement de La France insoumise (LFI) où chaque divergence est perçue comme une trahison, où la contestation n'est pas admise et où la violence verbale est érigée en règle. Extraits.]*



e m'adresse plus jamais la parole. » Le message, signé Jean-Luc Mélenchon, vient conclure trente ans d'amitié. Alexis Corbière en parle encore la gorge nouée.

Quelques mois plus tôt, le 8 décembre 2022, le député a appris par la presse que, comme Clémentine Autain, Raquel Garrido et François Ruffin, il ne ferait pas partie de la direction de LFI, qui s'apprête à être remaniée. Manuel Bompard (qui s'apprête à devenir officiellement coordinateur de La France insoumise) lui avait pourtant laissé entendre le contraire. « Ça nous est déjà arrivé de nous énerver, mais là, c'est nouveau. Il n'est pas obligé de me maltraiter, on a tout partagé », se désole-t-il.

Pour Corbière, c'est un effondrement intime. Car, avec sa compagne Raquel Garrido et Jean-Luc Mélenchon, ils forment un trio politique vieux de trente ans.

C'est avec Mélenchon que les deux commencent leur vie politique dans les années 1990, avec lui qu'ils quittent le PS, avec lui, toujours, qu'ils fondent le Parti de gauche, puis LFI. Ils ont été de tous les combats, de toutes les traversées du désert. Combien de soirées le candidat a-t-il passées chez eux, dans « la maison des portes ouvertes », où l'on finit souvent par entonner des chants révolutionnaires ou du Michel Sardou ? « Jean-Luc, c'était mon chef, j'étais un fantassin, un homme de main, appelez ça comme vous voulez. J'étais convaincu que c'était le meilleur », raconte Corbière, ému. « Je l'ai connu intimement, je l'ai vu dans tous les états. Il a des côtés magnifiques et des côtés plus sombres. »

« Corbière, c'était mon frère, mais ce sont des branleurs, justifie de son côté Mélenchon. Ils me doivent tout. » (...)

En privé, Mélenchon accuse Raquel Garrido : c'est elle qui a influencé Corbière ! « Entre Mélenchon et moi, Alexis a toujours choisi Mélenchon », affirme pourtant sa femme. Les relations sont ambivalentes entre l'« insoumis » et cette fille de réfugiés chiliens. Elle est l'une des rares, parfois la seule, à ne pas avoir peur de lui dire ses désaccords. La dissonance entre les prétentions démocratiques du candidat et le fonctionnement autoritaire du chef, qu'elle a longtemps ac-

cepté, l'a toujours dérangée. « Alexis n'a pas tué le père mais à un moment, Jean-Luc a dû tomber de son piédestal, explique-t-elle. Il l'a vu et comme il ne tolère que l'admiration totale... » Car Mélenchon ne demande pas seulement la discipline de groupe et la loyauté absolue, mais la dévotion aveugle. Celui qui doute trahit. (...)

Mélenchon a la passion de l'excommunication. Aux yeux de tous, « insoumis » repents ou actuels soldats, la rupture avec Charlotte Girard, la veuve de François Delapierre [cofondateur du Parti de gauche, l'un des plus fidèles mélenchonistes], fut la plus brutale. « Une boucherie », racontent les témoins. Après la mort du bras droit de Mélenchon, cette universitaire, dont l'expertise en droit public et l'analyse sont saluées, poursuit le combat à LFI. Personnalité centrale du mouvement, elle est notamment responsable du programme. Presentie pour mener la liste « insoumise » aux européennes en 2019, elle fait partie de sa circonscription quant à l'implication de Sophia Chikirou dans la campagne, cette dernière se trouvant alors au centre de l'enquête sur les comptes de campagne de Mélenchon pour des soupçons de prestations surfacturées. Or, en mélenchonie, on ne touche pas à Sophia Chikirou.

Girard, également critique de l'improvisation programmatique des européennes, de l'évitement brutale de François Cocq, des hésitations face au mouvement des Gilets jaunes, est peu à peu mise de côté. « Personne n'a voulu la pousser dehors », assure Bompard. « J'ai regretté son départ, elle m'avait dit qu'elle partait pour des raisons personnelles. » Pourtant, à l'époque, Charlotte Girard s'émeut auprès de nombreux cadres du fait que les réunions, fixées par Bompard lui-même, soient étonnamment organisées lorsqu'elle n'est pas disponible, elle qui enseigne à l'université et élève seule deux enfants. Elle sera remplacée par une militante associative pourtant inconnue des « insoumis » : Manon Aubry.

**Achète-toi un cerveau**

Dans un texte publié sur Facebook, Girard annonce finalement son départ après le scrutin : « Certains, dont je suis, ont alerté, à plusieurs reprises, au sujet du fonctionnement – juste le fonctionnement – de La France insoumise. Tant qu'on est d'accord tout va bien. Mais il n'y a pas de moyen de ne pas être d'accord. Or une dynamique politique – surtout révolutionnaire – dépend de la capacité des militants à s'approprier des raisonnements, c'est-à-dire potentiellement à les contester. » Après son départ, et malgré sa parcimonie dans les critiques émises, le récit de la traîtrise se met en place. (...) Et puis, il y a ce message de Mélenchon d'une rare violence, adressé à Girard, que certains chuchotent encore, outrés : « Delap aurait honte de toi. » (...)

Après la campagne des européennes de 2019, Bompard [aujourd'hui coordinateur de La France insoumise] a eu peur du bannissement. A Bruxelles, l'eurodéputé semble épousseté. Dans les couloirs du Parlement euro-

péen, il ressemble à un étudiant en Erasmus qui passe des soirées qui s'étirent. Mais en réalité, Bompard est angoissé. Deux ans auparavant, en 2017, 17 insoumis sont devenus députés. A l'Assemblée, ils forment un commando soudé qui multiplie les coups d'éclat. Bompard, qui a échoué au second tour des législatives dans la 9<sup>e</sup> circonscription de la Haute-Garonne, à Toulouse, les observe de loin, frustré de ne pas en être. Surtout, deux ans plus tard, Mélenchon lui fait porter le poids du mauvais résultat des européennes : 6,30 %. Dans les couloirs du Parlement européen, l'ex-porte-parole des Verts Stéphane Poclain, qui travaille alors avec l'eurodéputé écologiste David Cormand, croise le chef « insoumis » et son second. « Ah ! Lui, c'est le meilleur des « insoumis », car il sait désobéir », lance Mélenchon à Poclain, qu'il connaît depuis l'Essonne, avant de se tourner vers Bompard, cassant :

« Toi, achète-toi un cerveau. »

« Quand on a eu des responsabilités, on les assume, évacue Bompard. Les européennes ont été un échec politique, tout ne pouvait pas continuer comme avant. »

« Bompard a très mal vécu cette période où il a été puni », raconte Garrido. Il a rongé son frein. Quand il revient, c'est comme Vannier : jamais ils ne voudront être punis une deuxième fois, ils savent ce que c'est. »

Paul Vannier, prototype du militant appliqué, carré, dévoué, cruel si nécessaire, qu'on suspecte d'être passé par le POI [Parti ouvrier indépendant, groupuscule trotskiste allié de LFI], a lui aussi appris la leçon. « Lieutenant, c'est une expression bizarre parce que s'il y a une chose que j'ai apprise avec Jean-Luc Mélenchon, c'est la liberté. Bien sûr qu'on est des gens disciplinés, organisés, groupés, et on considère que ça fait partie de notre force, mais Jean-Luc n'est pas du tout un esprit dogmatique », se défend-il. C'est consenti tout ça, il n'y a pas de contrainte. On fonctionne par adhésion. »

A gauche, le député s'est forgé une petite légende : celle du méchant, féroce, austère, comme peuvent l'être les « insoumis ». (...)

Tous deux successivement plus ou moins proches du chef, Vannier et Bompard ont longtemps été en concurrence. C'est aussi ainsi que Mélenchon maintient la pression. Il distribue les bonnes grâces, flatte les uns puis ignore les mêmes et valorise les autres.

Sciemment, il souffle le chaud et le froid, faisant parfois sembler d'avoir oublié un prénom pour signifier la distance. Il entretenait ainsi un phénomène de cour. Lorsqu'il s'installe à table, tout le monde attend de voir qui est appelé à venir à ses côtés. « Toi, viens t'asseoir là », honore-t-il quand ce n'est pas sa garde rapprochée qui vient chercher l'heureux élu : « Jean-Luc t'attends. »

Responsable des campagnes numériques de LFI, Bastien Parisot est auréolé de mystère. On le dit à la tête d'une armée de « bots », ces comptes pilotés par des intelligences artificielles. On raconte qu'il orchestre des offensives, en faisant par exemple

réécrire des pages Wikipedia. Lui non plus n'a pas souhaité nous rencontrer. Il dirige en tout cas une petite équipe numérique, réunie au siège du mouvement pour relayer les interventions des « insoumis » et attaquer les ennemis. Le trentenaire, proche de Sophia Chikirou, a identifié des comptes de militants très actifs, réunis sur une boucle renommée par certains « la liste des 100 trolls », sur laquelle il donne des mots d'ordre et lance des assauts. « Ça sert à aiguiller les flux, à faire monter des sujets », explique une ancienne du siège. Ensuite, ça ruisselle. Tous les « insoumis », militants comme députés, se joignent au combat. On constate aussi l'existence de faux comptes. (...)

Parfois, il n'y a même pas besoin de donner l'ordre d'attaquer. Les militants savent bien ce qu'il faut faire pour satisfaire le chef.

En interne aussi, la violence se diffuse. A commencer par les fameuses boucles « insoumises », ces discussions de groupe sur la messagerie Telegram. C'est là qu'on traque les ennemis de l'intérieur. Entre leur éviction de la direction du mouvement, en décembre 2022, et la rupture définitive, en juin 2024, les « frondeurs » y ont été vilipendés. Chaque occasion était bonne pour pointer du doigt les « trahisseurs ». En octobre 2023, un article du Monde fait état d'une réunion tendue entre les députés « insoumis ». « Cassez-vous ! » avait fini par hurler Hugo Bernalicis aux renégats.

#### « Le sabotage de Clémentine Autain »

Un peu plus tard, un message interne du député du Nord enfonce le clou : « Alors les rebous ? On fait les victimes parce que j'ai dit ce que je pensais de vous en interne ? Vous me filez encore plus la gerbe (...). Je suis sympa, j'ai dit « Cassez-vous » pour vous laisser la possibilité de vivre votre ligne avec un minimum de dignité et de loyauté. Mais s'il faut transformer ce slogan en « Vurons-les », j'y suis prêt. » Selon les périodes, les cibles changent. Après Garrido, Ruffin, après Ruffin, Autain... (...)

En février 2023, Autain s'étonne sur la boucle Telegram des députés : « Nous avons eu la chance d'avoir l'un des députés de notre groupe au JT de TF1. C'est rare et précieux, François [Ruffin] a fait avancer nos idées à échelle de masse. Or je n'ai vu passer aucune communication du groupe, ni du mouvement... qui ne manquent pas de réactivité et de puissance de feu d'habitude. Peut-on savoir pourquoi ? » Quelques heures plus tard, Jean-Luc Mélenchon lui-même lui répond, goguenard. « Vivre au chaud dans une odieuse dictature antidémocratique comporte quelques inconvénients sous forme de persécution. Seules les personnes qui représentent officiellement le mouvement bénéficient de l'appui de l'orga. » Le même mois, c'est la députée Farida Amrani qui relaie une intervention de Clémentine Autain sur Franceinfo. Interrogée sur « la stratégie du conflit » des « insoumis », celle-ci répond à la journaliste : « Je ne reprendrai pas vos termes mais le profil de LFI depuis un an n'a pas permis d'enranger des forces. » Evoquant un « manque de solennité », elle regrette : « Nous n'avons pas été compris sur certains sujets. »

« J'ai peur de comprendre que c'est du sabotage pour l'élection européenne », commente Farida Amrani [députée de l'Essonne]. « C'est quoi l'objectif ? l'interroge alors Vannier. Planter notre campagne européenne ? Qui profite de ce genre de déclaration ? » Le député Thomas Portes ajoute : « Et après on s'étonne qu'il n'y ait pas de relais du groupe. La blague. Demandez à la com du PS. »

« Le sabotage de Clémentine Autain doit cesser ! », s'insurge plus tard Mélenchon. Les

## PARFOIS, IL N'Y A MÊME PAS BESOIN DE DONNER L'ORDRE D'ATTAQUER. LES MILITANTS SAVENT CE QU'IL FAUT FAIRE POUR SATISFAIRE LE CHEF »



**LA MEUTE**  
de Charlotte Belaïch  
et Olivier Pérou  
(Flammarion,  
352 pages, 22 euros)

*Coups dans le dos en période de campagne électorale ne sont pas acceptables. Surtout pour dire des choses aussi fausses. Qui entend dire à part les classes moyennes supérieures et les journalistes amis des criminels de guerre que nous reculons ? A la même période, il prévient le groupe : « Sous l'impulsion d'une membre du groupe, Le Monde a engagé une enquête sur le financement de La Boétie. Merci de refuser de répondre car le but exclusif est de nous nuire comme le font tous les amis des criminels de guerre. »*

Au lendemain des européennes, c'est Sophia Chikirou qui attaque à nouveau Clémentine Autain sur le groupe. « Tu n'as pas attendu les résultats pour cracher. Comme d'hab'(...). Vous faites pitié. » Face aux justifications d'Autain, elle insiste : « Tu te prends pour qui ? Tu as fait quoi toi pour la campagne européenne ? Tu fais quoi depuis deux ans à part nous expliquer qu'on est nuls mais venir te mettre sous l'aile de JLM et de LFI ? Pourquoi tu vas pas négocier ta place avec ton parti ? Comment ça s'appelle déjà ? Emancipation. Vas-y. Tu es prête pour 2027 mais pas pour 2024 ? Quelle blague. » Et alors que court la rumeur d'une candidature de Jean-Luc Mélenchon dans la circonscription de Clémentine Autain aux législatives qui approchent, Chikirou menace : « Tremble. »

Rares sont ceux qui osent appeler au calme. Au contraire, des députés moucharquent. Interrogé sur Franceinfo le 17 mai 2023, Alexis Corbière affirme : « j'ai adoré Jean-Luc. » Une formulation au passé, fait remarquer le journaliste face à lui. Thomas Portes envoie alors l'extrait vidéo à Mélenchon, qui la transfère sans cacher le nom de l'expéditeur dans la discussion des parlementaires LFI, démasquant ainsi le dénonciateur. « Le concours pour le Fayot d'or est ouvert », s'amuse Raquel Garrido. On balance et on espionne. (...)

A la France insoumise comme au Média, la webtélé qu'elle va fonder et diriger en 2018, devant les nouvelles recrues des campagnes, nouveaux salariés ou simples stagiaires, Sophia Chikirou se présente toujours comme la femme du chef pour mieux imposer son autorité. « C'est la première chose qu'elle fait savoir. On nous demandait d'être discrets sur cette relation mais elle ne l'était pas du tout », retrace l'un de ses collaborateurs. Elle est aussi décrite par ceux qui la côtoient comme une cheffe brutale, qui n'hésite pas à humilier les petites mains du mouvement. (...)

« Elle est d'un cynisme incroyable et ne s'en cache pas », décrit Frédéric Hocquard, qui la connaît bien. Au début de l'année 2023, juste après l'affaire Quatennens dont elle a géré la communication de crise, l'élu parisien prend un café avec elle. « A La France insoumise, je peux leur dire ce que je veux. Comme je suis la femme du chef, ils obéissent », lui raconte-t-elle. Il lui répond, avec un brin d'ironie : « Tu es comme Jiang Qing, l'impératrice rouge. » La référence à la veuve de Mao la fait éclater de rire. « Je vais prendre ça comme surnom ! » Un aplomb sans commune mesure, qui laisse libre cours à son imagination et autres outrances, comme lorsqu'elle griffonne « Chikirou 2027 » dans les toilettes d'un collaborateur, ou laisse entendre à ses anciens salariés en disgrâce qu'ils n'ont pas intérêt à la recroiser. Certains en rient, d'autres s'estomquent (...). Avec Chikirou, tout le monde est visé, les « barbus », les femmes voilées, toujours dans un sourire goguenard. Combien de fois Jean-Luc Mélenchon a-t-il relativisé ? « C'est les conneries de Sophia, ne l'écoutez pas. » (...)

L'accuser d'antisémitisme, lui ? A chaque fois qu'on l'interpelle sur le sujet, Mélen-

chon laisse ses yeux s'embuer. « L'acide passe sous l'armure », dit-il à ses lieutenants, grandiloquent. « Comme pour les perquisitions en 2018, il pensait que toute la gauche allait s'offusquer des attaques contre lui et le soutenir, affirme l'un d'eux. Ça n'a pas été le cas, ce qui alimente sa paranoïa. Maintenant, il accepte le stigmate. »

Au fil des années, l'ancien socialiste a plusieurs fois déclenché des polémiques, en affirmant par exemple qu'Eric Zemmour « reproduisait beaucoup de scénarios culturels [du judaïsme] », qui sont « on ne change rien à la tradition, on ne bouge pas », ou que Jésus avait été mis sur la croix « par ses propres compatriotes ». Ses anciens proches, même après de violentes ruptures, l'ont longtemps défendu. Mélenchon ? Antisémité ? Jamais ! Beaucoup rappellent que le socialiste a longtemps fait de la politique avec des juifs : Jérôme Guedj, son fils politique, Eric Benzekri, ou plus tard le communiste Arnauld Champremier-Trigano.

#### Antisémitisme « résiduel »

L'enfant de Tanger, arrivé en France à 11 ans, partage avec eux le sentiment du déracinement et dit comprendre la culture juive séfarade. A certains, il raconte d'ailleurs se vivre comme un « marrane », un juif converti au catholicisme pour échapper à l'inquisition espagnole. « A l'entrée de sa porte, il y a des grigris et il tape dessus, comme les juifs touchent la mézouza en rentrant chez eux », raconte Arnauld Champremier-Trigano, qui était proche de Mélenchon jusqu'à ce qu'il décide de travailler pour les écologistes. « Il était très sioniste, poursuit-il. Il disait même que les pro-palestiniens n'avaient pas leur place chez nous. » En 2017, lorsqu'un « insoumis » évoque l'hypothèse de défendre un Etat binational, le chef réplique : « Mais t'es malade ? Je veux rester sur la position historique de la gauche ! » Soit la solution à deux Etats, mise à mal tout au long des européennes de 2024.

Mais les mêmes qui l'excusaient hier doutent aujourd'hui. Face à la multiplication des faux pas, ce que certains prenaient pour de la maladresse commence à ressembler à une logique. Alors que les actes antisémites grimpe en France, Mélenchon qualifie la marche contre l'antisémitisme organisée le 12 novembre 2023 de « soutien inconditionnel au massacre », assimilant ainsi les juifs français à la politique israélienne.

Le 29 avril 2024, il conspuie Jérôme Guedj, l'accusant d'être ambigu sur le conflit israélo-palestinien, « un signe dans son milieu de fanatisme ». « Fanatique », un terme déjà utilisé pour désigner la journaliste Ruth Elkrief, accusée de réduire « toute la vie politique à son mépris pour les musulmans ». « L'intéressant est de le voir s'agiter autour du piquet où le retient la laisse de ses adhésions », écrit-il encore sur son blog à propos de Guedj.

Le 13 mai, il explique que « l'accusation d'antisémitisme est devenue vide de sens et purement politique depuis qu'elle a été utilisée aussi abusivement par le premier ministre israélien Nétanyahou et ses relais politiques en France ». Le 2 juin, toujours sur son blog, et alors que les actes antisémites con-

tinuent d'augmenter, il affirme que l'antisémitisme est « résiduel ». Le 19, alors qu'une enfant de 12 ans a été victime d'un viol antisémite par trois adolescents, qui l'ont traitée de « sale juive » et fait chanter ensuite, il interroge, sur un plateau télévisé : « Ces jeunes gens ont-ils conscience qu'ils commettent un crime ? Clairement, ce n'est pas le cas. J'imagine qu'à 12 ou 13 ans on n'a pas envie d'être criminel. » Dénonçant « une abomination d'un bout à l'autre », il insiste sur « l'éducation de nos garçons » et la « culture du viol », faisant abstraction de son caractère antisémite. Le 22 septembre 2024, dans une nouvelle note, il évoque le « génocide » en cours à Gaza et affirme que la « destruction humaine et physique » est « pire que celle de la deuxième guerre mondiale ». Le 25 février 2025, il somme la « diaspora » de protester contre le refoulement de Rima Hassan en Israël, rendant les juifs français comptables de la politique israélienne. Au fil des mois, jamais il ne condamnera les propos tenus dans ses rangs. (...)

En fouillant dans leur mémoire, certains des amis de Jean-Luc Mélenchon se souviennent de quelques réflexions qui, à l'époque déjà, les avaient interpellés. Un ancien de l'Essonne raconte sa gêne après avoir entendu, selon son récit, Mélenchon lancer à une militante au nom à consonance hébraïque, au détour d'une phrase : « Toi et les tiens. » Deux personnes, un temps très proches de lui, affirment aussi l'avoir entendu plusieurs fois parler du « lobby dont on ne doit pas dire le nom ». La coauteur de cet ouvrage, au nom hébraïque, coupable d'avoir écrit un article sur le fossé grandissant entre les juifs et Mélenchon en juillet 2023 ? « Un agent du Likoud ! » affirme-t-il. « Que vous êtes naïf ! » dit-il à ceux qui lèvent un sourcil circonspect. Au détour d'une conversation sur Raquel Garrido, que certains surnomment Merkava en interne, le nom des chars israéliens, car identifiée comme sioniste, il peut aussi glisser, tout sourire : « Raquel, elle est super, le seul problème, c'est qu'elle est extrêmement naïve sur l'influence de la communauté juive en France. » (...)

#### « Etre le dernier debout »

Quand il s'installe dans un bistrot, il ne s'assied jamais dos à la rue. Jean-Luc Mélenchon a toujours en tête le destin funeste de Jean Jaurès, assassiné dans un café, en 1914. Le fondateur de LFI est un homme angoissé. Inquiet du temps qui passe, avec la solitude comme camarade.

Bernard Pignerol, son dernier ami, peut-être le seul, est parti au mois de mai 2023, emporté par un cancer. Un roc dans son entourage, évoquant « [son] Mélenchon » avec admiration et tendresse, l'excusant pour toutes ses contradictions. Un bouclier, capable d'aller au-devant des policiers lors de la perquisition du siège de La France insoumise en 2018, ou de provoquer les juges à la sortie d'une audition. (...)

Avec Pignerol, ils passaient des heures dans les musées, au téléphone tard le soir, parfois la nuit, à discuter politique, il va sans dire. Le conseiller d'Etat était l'homme des messes basses et basses manœuvres dont les autres, tout bons lieutenants qu'ils étaient, n'avaient pas à savoir.

C'est à lui que Mélenchon donna les clés de l'Institut La Boétie, l'école de formation « insoumise », haut lieu de la doctrine du chef. Il s'y appliquait autant que la maladie le lui permettait. « C'est un outil pour quand tu te seras arrêté. Parce qu'un jour, tu vas t'arrêter », lança Pignerol à Mélenchon. En 2022, à l'aube de sa troisième présiden-

tielle, Pignerol pensait que celle-ci serait la dernière. « Dans cinq ans, ce ne serait pas raisonnable qu'il soit candidat. Je lui conseillerais de ne pas y aller, confiait-il. Tout le monde pense qu'il veut mourir dans son fauteuil, tel Molière, mais il a tellement donné à la politique... Il a une petite-fille, qu'il n'a pas forcément vue grandir, comme sa fille d'ailleurs. »

En ce printemps présidentiel, à moins d'un mois du vote, Pignerol, bien conscient de l'avancée de sa maladie, s'inquiétait de l'avenir de son Mélenchon sans lui. Qui se promènera avec lui au musée ? A qui parlera-t-il de peintures, de jardins et de bambous ? Depuis leurs années au ministère, les deux hommes terminent toujours leurs enueglaades politiques par une invitation au restaurant. Qui tiendra le rôle de l'indéfectible camarade dorénavant ? « Quand je vais mourir, j'espère qu'il y aura une photo de Jean-Luc et moi au QG. Quand les lumières vont s'éteindre, peut-être qu'il va se retrouver tout seul. » Après la disparition de François Delapierre en 2015, Bernard Pignerol était considéré par tous comme le seul capable de raisonner le leader « insoumis ». Celui-ci marche désormais sans compère, avec Sophia Chikirou pour seule compagnie. (...)

Les choses de la vie, les petites et les grandes, ne l'intéressent guère. La vie de famille, très peu pour Mélenchon. Il a bien une sœur, que personne n'a jamais croisée. Il n'a pas été un père très présent. A l'époque du ministère de l'enseignement professionnel, il ne comprend pas qu'Alexis Corbière, alors conseiller technique, s'éclipse en fin de journée pour aller récupérer sa fille à la crèche. Corbière finira par quitter le cabinet avant la fin, sans rancune. (...)

Son départ du PS en 2008 pour voguer vers 2012, la création de LFI pour la présidentielle de 2017 au succès imprévu, celle de 2022 qui fera naître la Nupes (*Nouvelle Union populaire écologique et sociale*), tout cela n'a été qu'affaire de circonstances. « Le seul sujet, c'est d'être le dernier debout dans les batailles », a-t-il théorisé. L'histoire politique récente lui a plutôt donné raison. Ecologistes, socialistes et communistes... ils se sont tous effondrés, sauf lui. Et qu'est-ce que la fin du deuxième quinquennat d'Emmanuel Macron sinon l'offre de nouvelles perspectives ? Une histoire que l'Histoire ne saurait bouter, comme il l'imagine déjà. « Je suis un angoissé donc je me suis donné des raisons de vivre, c'est pour ça que mon engagement est total », dispensait-il à Sciences Po pendant les élections européennes de 2024. 2027, nouvelle raison de vivre... Sa prophétie se réalisera ainsi : de la tripartition politique du pays, il ne reste désormais plus que Marine Le Pen et LFI, l'extrême droite face à la « vraie » gauche – comprenez : lui-même. (...)

Mais le temps presse pour Jean-Luc Mélenchon. 2027, c'est loin. Il aura 76 ans. (...) Plus tôt la présidentielle se joue, plus facilement pourrait-il être candidat sans que personne d'autre à gauche, au PS notamment, perturbe sa marche à coups de primaire et autres processus de candidature commune. Seul en scène, enfin.

Un pied de nez à la mort. Qui l'effraie, le hante, même. « Tu verras ce que c'est d'avoir un horizon à dix ans », disait-il en soupirant au député LFI Hadrien Clouet en marge de la dernière campagne européenne. Mélenchon se méfie de son âge et de la maladie qui le terrorise, lui l'incorrigible hypocondriaque, autant que ceux qui lui veulent du mal. (...)

CHARLOTTE BELAÏCH  
ET OLIVIER PÉROU

# L'architecture, outil de propagande pour les nationalistes

Les régimes de Donald Trump, Viktor Orban ou Narendra Modi font ériger des bâtiments qui exaltent les racines et un passé fantasmés

## ENQUÊTE

**D**onald Trump vaut-il accrocher son nom au sommet de la plus haute tour de Moscou ? Jamais réalisé, mais maintes fois remis sur le tapis depuis 1987, quand il fut esquissé pour la première fois, ce vieux projet de Trump Tower russe serait en train de resurgir des limbes à la faveur du jeu diplomatique obscur dans lequel sont engagés les Etats-Unis et la Russie. Selon un article du journal russe indépendant *The Moscow Times* paru en avril, le gratte-ciel dont il est question comptaient 150 étages — contre 58 pour la Trump Tower de New York.

Des images avaient fuité en 2015, quand le magnat de l'immobilier, engagé dans sa première course pour la présidence américaine, faisait parallèlement campagne pour cette opération d'ordre privé. Elles montraient une tour de 462 mètres, soit la plus haute de toute l'Europe, taillée en son sommet comme un silex. Un design tout en verticalité, rigueur géométrique, et murs-rideaux en verre qui mettent en scène le mythe libéral de la transparence.

**ACTE DE GUERRE CULTURELLE**  
Cette esthétique d'inspiration moderniste s'inscrit dans le sillage de toutes les Trump Towers, de Las Vegas à Bombay en passant par Chicago, projets d'immobilier de luxe qui ont fait la fortune du locataire de la Maison Blanche. Pour les bâtiments fédéraux, ce dernier est sur une tout autre ligne. Le décret pour la « promotion d'une belle architecture civique fédérale », signé le 20 janvier, jour de son investiture, vise en effet à faire du néoclassicisme, cette esthétique qui présida, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'édition de

Washington comme une « nouvelle Rome », le style officiel de son nouveau mandat.

Pour Barry Bergdoll, professeur d'histoire de l'art à l'université de Columbia qui fut longtemps conservateur au sein du département d'architecture et de design au Museum of Modern Art de New York, il s'agit surtout là d'un effet d'annonce : «Elon Musk démantèle le gouvernement fédéral avec son DOGE [Department of Government Efficiency, ou département de l'efficacité gouvernementale]... Donc qu'est-ce qu'ils vont construire, exactement ? Je doute que Trump ait pour idée d'engager l'Etat dans de grands projets d'architecture ou d'infrastructure. Ce qui l'intéresse, c'est de libérer les intérêts privés dans le secteur de la construction.»

Ce décret, dont l'actuel président avait signé une première version à la toute fin de son premier mandat (Joe Biden l'avait annulé dès son entrée en fonctions), est un acte de guerre culturelle qui s'inscrit dans une vieille croisade de la droite contre «l'architecture moche», notion suffisamment informe pour tout attraper. Le brutalisme, caractéristique des bâtiments fédéraux construits dans les années 1960 et 1970, est attaqué, comme le siège du FBI (Charles F. Murphy Associates, 1975), que Trump a qualifié de «bâtiment le plus laid de Washington», ou le siège du département du logement et de la planification ur-

baine (Marcel Breuer, 1968), dont l'administration a annoncé le 17 avril qu'elle envisageait de le mettre en vente.

Le déconstructivisme — le bâtiment fédéral de Morphosis, l'agence du lauréat du prix Pritzker Thom Mayne, à San Francisco (2007) — a cristallisé les critiques les plus virulentes. Et, plus généralement, tout ce qui s'écarte de canons d'une architecture supposée traditionnelle. Comme le relevait l'historien de l'architecture Michael R. Allen dans un article datant de 2021 et traduit en 2024 par la revue *L'Architecture d'aujourd'hui*, la visée populaire transparaît clairement dans la rhétorique employée. Dans la première version du décret, on pouvait lire en effet que l'architecture fédérale «pouvait parfois impressionner une certaine élite architecturale, mais pas le peuple que ces bâtiments sont censés servir».

## PASSÉ FANTASMÉ

Cette esthétique néoclassique renvoie aux racines européennes des Etats-Unis, à l'antiquité blanche, à des notions d'ordre et de grandeur. Un imaginaire qui met en tension la tentation impériale du président des Etats-Unis et le rejet de la diversité, du «wokisme», qui ont nourri son ascension politique. L'idéologie MAGA (Make America Great Again) s'y fond d'autant mieux que cette esthétique de colonnades, de domes et de frontons est aussi celle des villas de la classe possédante.

La preuve : en faisant refaire à son goût la décoration du bureau Oval, Donald Trump a montré à quel point son amour immoderé de l'or et du cristal était fongible dans le néoclassicisme institutionnel. Comme le résume Françoise Fromont, critique d'architecture et enseignante à l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville, «Trump,

c'est la grandeur de Washington avec la vulgarité de Vegas».

Le président des Etats-Unis n'est pas le seul chef d'Etat à s'intéresser de près à l'architecture. L'instrumentalisation de la discipline par le politique est une vieille histoire. On a vu en France dans les années 1980 comment les grands

projets de François Mitterrand ont servi les rêves d'éternité de ce président maître d'ouvrage. Mais cette ambition reste modeste si on la compare à celle des rois de France, ou à celle d'Hitler ou Staline. Plus récemment, la Chine, la Russie, les pétromonarchies du Golfe ont ouvert leurs portes et

leurs carnets de chèques aux «starchitectes», encourageant chez eux les délires formels les plus fous. L'architecture comme outil de propagande est d'abord l'affaire des régimes autoritaires.

Aujourd'hui, l'accès au pouvoir d'autocrates ayant capitalisé sur des questions identitaires et la



**«TRUMP, C'EST LA GRANDEUR DE WASHINGTON AVEC LA VULGARITÉ DE VEGAS»**

FRANÇOISE FROMONOT  
critique d'architecture

## En Italie, une vision «identitaire et traditionnelle» du premier art

Giorgia Meloni et ses proches défendent les réalisations fascistes et veulent italianiser les postes de direction, notamment à la Biennale de Venise

## ANALYSE

ROME - envoyé spécial

**P**ays hôte de la Biennale d'architecture à Venise, l'Italie entretient avec la discipline des rapports étroits. En témoignent ses politiciens de tout bord, qui mettent l'équerre au cœur de leurs préoccupations. Certains sont même architectes de profession, tels Renzo Piano, sénateur à vie depuis 2013.

Mais c'est à droite, y compris dans ses déclinaisons extrêmes, que les liens entre la politique et le premier art restent les plus saillants. Dès son arrivée au pouvoir, en 1922, Benito Mussolini comprend que la pierre est le meilleur garant de la pérennité

du fascisme. Pour ériger les édifices publics, il fait appel à la fine fleur de l'architecture dite «rationnaliste», dont la modernité, la monumentalité et la pureté siégent à son idéologie, tout en ravivant la nostalgie de l'Empire romain. Avec non moins d'empresse, Silvio Berlusconi (1936-2023) s'est révélé, lui, en héritier des princes bâtisseurs de la Renaissance. En faisant sortir de terre le quartier de Milano 2, dans les années 1970, l'entrepreneur lombard n'a-t'il pas jeté les fondations de son futur empire immobilier, médiatique et politique ?

Pour avoir fait ses classes auprès du «Cavaliere», dont elle fut la ministre de la jeunesse entre 2008 et 2011, Giorgia Meloni sait que l'urbanisme se prête aux instrumentalisations politiques. Du reste, un proche conseiller de l'actuelle présidente du Conseil d'extrême droite, Fabio Rampelli, est inscrit à l'ordre des architectes.

### «Un capitalisme autoritaire»

Chef du groupe Fratelli d'Italia à la Chambre des députés, ce condottiere de 64 ans a peu construit. Il ne tarit pas de critiques, en revanche, envers ses collègues architectes, si l'on se fie au portrait que lui a consacré le quotidien *Il Foglio*, en 2023. Dans son viseur : les «archistar» («starchitectes») tels Massimiliano Fuksas, Richard Meier ou Stefano Boeri, dont le «gigantisme» et les «spéculations» rendent les «villes italien-

nes identiques à celles de l'autre hémisphère».

Lui défend une architecture «identitaire et traditionnelle», puisant aussi bien dans les combats du militant écologiste Antonio Cederna (1921-1996), à qui l'on doit la sauvegarde du parc de la voie Appienne à Rome, que dans le rationalisme de Luigi Moretti (1906-1973), son architecte favori, dont la carrière fut contrariée par ses compromissions fascistes. «Durant le totalitarisme, confie Rampelli à *Il Foglio*, de nouveaux styles ont fleuri et de jeunes génies créatifs ont émergé.» Tout le contraire, regrette-t-il, de l'époque actuelle de liberté proclamée qui voit triompher le «style monotone et

universel» des «archistar», dont les «technologies» ne respectent ni les «lieux» ni les «identités».

Adjoint à la culture du maire de Rome, marqué à gauche, Massimiliano Smeriglio pointe les contradictions de son adversaire : «Les rationalistes étaient les «archistar» de leur époque ! Au demeurant, ils ont signé une belle page du modernisme architectural, que je défends moi aussi, confie ce fils de résistant. Les fascistes entendaient socialiser les masses par le cinéma, par le théâtre, par l'architecture. Ce n'est pas le cas de Meloni et de ses amis, qui ne proposent guère plus qu'un capitalisme autoritaire.»

Pour l'heure, le bilan culturel de l'administration Meloni se limite à une rengaine : italianiser les

postes de direction de la Biennale de Venise. Deux ans après la Ghanéo-Ecosseise Lesley Lokko, étrillée pour son «wokisme» par l'extrême droite, le commissaire de l'édition 2025, Carlo Ratti, est lui italien. Que cet ingénieur architecte travaille pour le MIT, à Boston, ou qu'il ait copiloté le projet Neom, en Arabie saoudite, n'a guère posé problème aux pouvoirs romains, dont la vision architecturale frappe d'abord par sa plasticité. Après tout, loin de ses débuts fascistes, Luigi Moretti avait lui aussi versé dans la globalisation la plus échevelée, allant jusqu'à dessiner, le célèbre complexe immobilier du Watergate, à Washington DC. ■

AURELIANO TONET



# A Essaouira, un enivrant tourbillon de musique

La 21<sup>e</sup> édition du Printemps musical des alizés invitait le Trio Pantoum, qui vient de publier un premier album

## REPORTAGE

ESSAOUIRA (MAROC)

**L**e vibrant *Quatuor pour piano et cordes en sol mineur*, de Brahms vient de s'achever sur une standing ovation dans la salle Dar Souiri, qui accueille ce 2 mai à Essaouira, au Maroc, l'un des douze concerts du Printemps musical des alizés.

Au piano demi-queue Yamaha, Dina Bensaïd, 35 ans, également directrice artistique depuis dix ans du festival de musique classique fondé en 2001 sous l'égide de l'Association Essaouira-Mogador, créée par André Azoulay, conseiller du roi Mohammed VI. «Nous sortons à peine de la période de pandémie de Covid-19, qui a eu pour conséquence, entre confinement et restrictions, l'annulation de plusieurs éditions, explique la dynamique jeune femme. Mais cela nous a permis de réfléchir et de renforcer nos objectifs, à savoir la médiation et la transmission.»

Démonstration le soir même dans la Salle La Marche verte, vaste gymnase reconvertis en auditorium de 1 000 places, qui accueille l'Orchestre philharmonique du Maroc – une phalange de 80 musiciens, fondée en 1996 par Farid Bensaïd, qui en est toujours le violon solo.

### Aréopage de jeunes baguettes

Véritable gageure que de remettre à l'honneur la musique classique dans un Maroc que la fin du protectorat français, en 1956, a rentré sur un nécessaire processus de réappropriation identitaire et culturelle. «Pendant plus de vingt ans, il y a eu un trou noir. Les musiciens s'étaient éparpillés et il a fallu les rassembler, se souvient Dina Bensaïd, qui avait 7 ans à l'époque. Il ne faudra pas moins de 41 répétitions pour que l'orchestre puisse se produire en public. «Cette culture fait aussi partie de notre histoire, insiste la jeune femme, et la musique de Mahler, comme celle des Gnaouas, a sa place sur les plages d'Essaouira.»

Parmi les voies nouvelles, l'ouverture d'une académie de chefs d'orchestre, l'Alizés Conducting Academy. Pendant une semaine, à Rabat, lieu de résidence de l'Orchestre philharmonique du



Le Trio Pantoum, au Dar Souiri, à Essaouira (Maroc), le 3 mai. FONDATION TÉNOR POUR LA CULTURE/FESTIVAL PRINTEMPS MUSICAL DES ALIZÉS

Marc, six jeunes venus d'Italie, de Corée du Sud, des Etats-Unis, du Canada ou de Tunisie, ont travaillé dur sous la houlette du Tchèque Norbert Baxa. Tous sont présents ce 2 mai sur le podium, se partageant la *Quatrième Symphonie*, de Brahms, compositeur fil rouge de ce 21<sup>e</sup> festival, Schumann (le *Concerto pour violoncelle*, interprété par Emmanuelle Bertrand) et les *Danses slaves*, de Dvorák. Dina Bensaïd fait partie de l'aréopage de jeunes baguettes, et c'est avec une assurance revigorante qu'elle conduira le dernier mouvement brahmsien.

Dans les rangs du public qui se presse à ces concerts entièrement gratuits, certains fidèles de la première heure s'émeuvent avec fierté. Comme cette femme d'un certain âge, désignant la musicienne à la chevelure rousse bouclée : «Dire qu'on l'a vue débuter, enfant, jouant du piano dans les

### « La musique de Mahler, comme celle des Gnaouas, a sa place à Essaouira »

DINA BENSAÏD  
pianiste et directrice artistique du festival

*Matinées jeunes talents!* Dina Bensaïd confirmera : «J'ai commencé au festival comme pianiste à 12 ans.» Mentorée par le pianiste Jacques Rouvier, la jeune fille a ensuite traversé la Méditerranée pour entrer, à 19 ans, au Conservatoire national supérieur de musique de Paris, dans la classe de Frank Braley, avant de devenir musicienne professionnelle.

Une carrière de musicien, c'est également ce à quoi s'attelle depuis 2012 le programme socioculturel Mazaya, émanation de la Fondation Ténor pour la Culture, créée en 2007, dont Caroline Sauzier est la directrice déléguée. «Le Maroc connaît un véritable problème : quatre enfants sur dix quittent l'école avant l'âge de 16 ans, confie-t-elle. Nous avons pris conscience du pouvoir d'intégration par la musique après avoir vu, sur la chaîne Arte, un reportage sur les orchestres d'enfants développés au Venezuela par El Sistema.»

En corrélation avec le ministère de l'intérieur et les services sociaux, l'association a fait du porte-à-porte pour proposer à des enfants défavorisés, entre 8 et 13 ans, d'intégrer un cursus musical associé à un enseignement général. «Nous les prenons totalement en charge, que ce soit sur le plan matériel, sanitaire ou psychologique,

précise-t-elle. Nous avons actuellement 78 enfants, dont chacun est parrainé par une entreprise ou un particulier pour un montant annuel de 5 000 euros.» Nous ne deviendrons pas professeurs de musique ou musicien d'orchestre. Le taux de décrochage est en effet de l'ordre de 50 %. Mais certains se destineront à d'autres métiers ou joueront dans les mariages.

### «Trio élégiaque»

Le 3 mai, c'est à nouveau dans le beau et lumineux riad Dar Souiri, espace aujourd'hui consacré à la culture après avoir été le siège de l'autorité provinciale durant le protectorat français (du 30 mars 1912 au 2 mars 1956), que se déroule la Matinée Jeunes Talents, qui accueille les protégés de l'association Mazaya. Il y a encore des progrès à faire, mais certains attirent déjà l'attention, comme les deux sœurs Malak et Ritaj, flû-

Fondé en 2016, le Trio Pantoum s'est rapidement imposé parmi les meilleurs de sa génération

tiste et violoniste, ou l'élégant Khouloud, qui joue du cor, sans oublier l'impétueux Imrane, violoniste dont la musicalité ne fait aucun doute.

Même salle, mais soleil d'après-midi au zénith : le talentueux Trio Pantoum est attendu par une salle comble. Les trois anciens élèves du Conservatoire de Paris ont fondé leur ensemble en 2016 avant de s'imposer rapidement parmi les meilleurs de leur génération. Ils jouent pour la première fois au Maroc. Tout ça parce que le pianiste Kojiro Okada a pu passer «par hasard sur Facebook l'annonce du Concours international de musique de l'Orchestre philharmonique du Maroc. [Il s'y] suis présenté et [est] arrivé en demi-finale» après avoir notamment joué le 26<sup>e</sup> Concerto pour piano, de Mozart, sous la direction d'une certaine... Dina Bensaïd.

Programmé dans la foulée au Printemps musical des alizés, le pianiste et ses comparses, le violoniste Hugo Meder et le violoncelliste Bo-Geun Park, ont livré un très beau *Trio élégiaque*, de Rachmaninov, avec ce qu'il faut de lyrisme et de nostalgie. Avant un étourdissant *Trio avec piano*, op. 8, de Brahms, d'une exigence radicale, portant haut les valeurs chambristes. En bis, le spirituel *Pantoum* du Trio, de Ravel, qu'ils viennent de graver, aux côtés d'œuvres d'Arenski et de Srnka, dans un premier album, *Modern Times*, paru chez La Dolce Volta – entrée fracassante dans la discographie. Prochains rendez-vous au Théâtre des Bouffes du Nord, à Paris, le 5 mai, avant le Nohant Festival Chopin (Indre), le 29 juin. ■

MARIE-AUDE ROUX

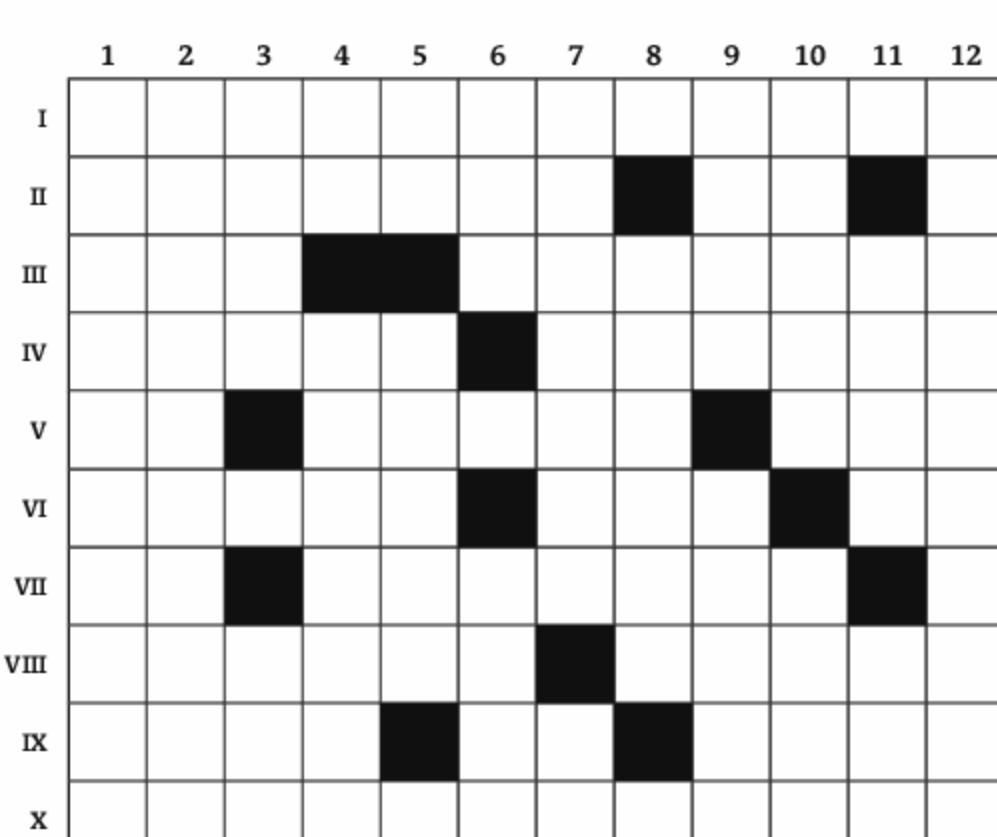
Printemps musical Les Alizés, à Essaouira (Maroc). Trio Pantoum. Au Nohant Festival Chopin (Indre), le 29 juin.

## MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 105

PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur [jeux.lemonde.fr](http://jeux.lemonde.fr)



### SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 104

**HORIZONTALEMENT** **I.** Marteau-pilon. **II.** Aboutira. **Ore.** **III.** Nessos. **Tribu.** **IV.** Ite. Cadras. **V.** Gîte. Néon. PR. **VI.** Astrakan. Dia. **VII.** NSEO. En. Bell. **VIII.** Ça. Dos. Balai. **IX.** Enter. Battit. **X.** Steeple-chase.

**VERTICALEMENT** **1.** Manigances. **2.** Abêtissant. **3.** Rosette. **Té.** **4.** Tus. Erodée. **5.** Etoc. Orp (pro). **6.** Aisances. **7.** Ur. Dean. Be. **8.** Patron. Bac. **9.** Ran. Bath. **10.** Lois. Delta. **11.** Orb. Pilais. **12.** Neutralité.

## HORIZONTALEMENT

**I.** Troubent et mettent en désordre. **II.** Parée avec grande affectation. Rassure toujours les spéculateurs.

**III.** Musique urbaine. Chez lui, un sou est un sou. **IV.** Ses grands membres le font appeler singe-araignée. Facilite la traction. **V.** Points opposés. Son *Canard sauvage* est toujours en scène. Auxiliaire. **VI.** Résine jaune dans nos peintures. Désert plein de cailloux. Personnel. **VII.** A beaucoup à dire. Province canadienne. **VIII.** Chargée de salpêtre. Ont déjà fait un long chemin. **IX.** Gaz rare. Jeune propos. Très fatiguée. **X.** Beaux ensembles des facultés intellectuelles.

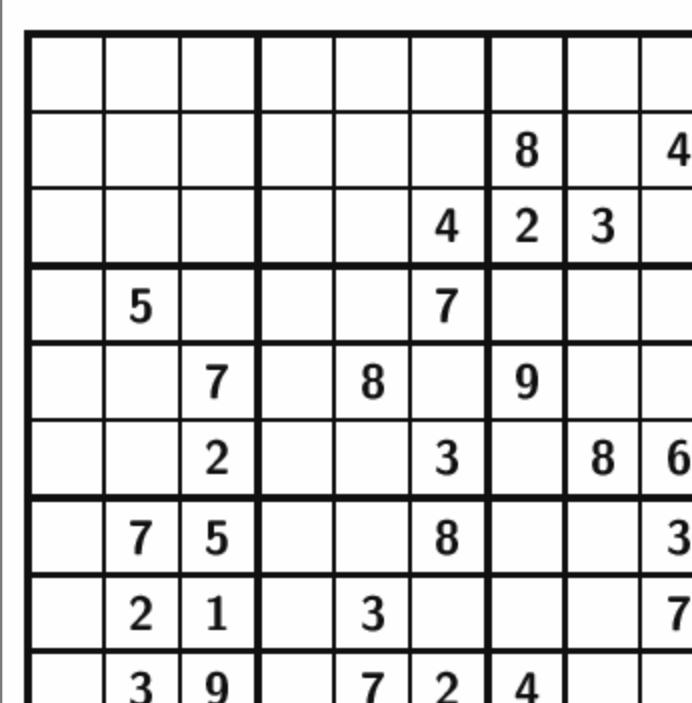
## VERTICALEMENT

**1.** Bien aligné à la composition. **2.** Du côté de chez Donald Duck. **3.** Déplace au sol. A la bonne heure. **4.** Encadrent le témoin. Grive à tête cendrée.

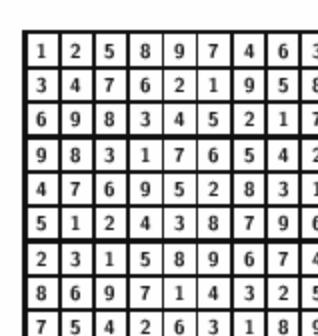
**5.** Ouverture de gamme. Sombre et précieuse essence. **6.** Crie comme une bête. Tire au maximum. **7.** Bouffera salement. En larmes. **8.** Assurera la décoration. **9.** Petite heure canoniale. On l'imagine grande et un peu maigre. **10.** Devra être repris. Assemblée de cardinaux. **11.** Jeune beauté élue. Cheville renversée. **12.** Impressions de légèreté et d'élégance.

## SUDOKU

N°25-105



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)



### Très facile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

**Le Monde** est édité par la Société éditrice du «Monde» SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71. Par courrier électronique : [abojournalpapier@lemonde.fr](mailto:abojournalpapier@lemonde.fr). Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs  
Par courrier électronique : [courrier-des-lecteurs@lemonde.fr](mailto:courrier-des-lecteurs@lemonde.fr)

Internet : site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr); Emploi : [www.talents.fr](http://www.talents.fr)

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40  
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0272 C 81975 ISSN 0395-2037



PRINTED IN FRANCE  
ACPM  
ACPM  
publicité  
67-69, avenue  
Pierre-Mendès-France  
75013 PARIS  
Tél : 01-57-28-39-00  
Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France  
Midy-Print, Gallargues le Montueux  
Origine du papier : UK, France.  
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimer sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Europhosphat : PIlot = 0,0083 kg/tonne de papier

**NOUVEAU HORS-SÉRIE**

Comment les États-Unis, la Russie et la Chine se partagent le monde et le rendent plus dangereux. Les analyses de la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LE NOUVEL ÂGE DES EMPIRES

Courrier International

# Alberto Franceschini Cofondateur des Brigades rouges



En 1990.  
ALAMY STOCK PHOTO

**T**andis que l'Italie n'en finit pas de solder la mémoire violente des années de plomb (1969-1980), leurs mystères et leurs faux-semblants, l'une des figures du terrorisme d'extrême gauche de cette époque, Alberto Franceschini, est morte le 11 avril, à 77 ans. Son décès n'a été rendu public que deux semaines plus tard. Cofondateur des Brigades rouges, organisation responsable d'enlèvements et de violences ayant rythmé les angoisses du pays dans les années 1970, il s'en était ensuite éloigné.

En détention, il avait reconnu l'échec du projet révolutionnaire avant d'entretenir le doute, ultérieurement, sur les infiltrations et les manipulations dont auraient fait l'objet ses anciens complices. Après sa libération en 1992, il a perpétué un récit qui reste, un demi-siècle après, imprégné de spéculations complotistes et d'une obsession pour les pièces manquantes de la vérité historique.

Alberto Franceschini a appartenu à une génération militante qui s'était donné pour mission de reprendre le flambeau de la lutte des partisans antifascistes. Pour ces jeunes travailleurs et étudiants marqués par les conflits sociaux de 1968, la révolution de leurs aînés avait été trahie après la chute du régime de Benito Mussolini et il leur revenait désormais de la mener à son terme.

## Scandale tentaculaire

Né le 26 octobre 1947 dans une région « rouge », militant communiste, Alberto Franceschini rompt avec l'action politique légale en 1970 dans le sillage de l'attentat néofasciste de la piazza Fontana en 1969, à Milan, et entre en clandestinité. C'est alors, dans le bouillon radical émergeant à la faveur du déchaînement du terrorisme d'extrême droite, qu'il participe aux premières réflexions sur le passage à la violence politique et à la fondation des Brigades rouges en 1970.

Armé d'un pistolet reçu des mains d'un ancien résistant, il commet sa première action d'ampleur en 1972 en supervisant l'enlèvement d'un cadre de la Sit-Siemens, grande entreprise italienne des télécoms. Il s'agit de la première prise d'otage orchestrée par le groupe. Deux ans plus tard, il participe à l'enlèvement du procureur génois Mario Sossi, connu pour ses positions droitières. Les Brigades rouges marquent ainsi leur expansion des usines et du

**26 OCTOBRE 1947**  
Naissance à Reggio d'Emilia (Italie)  
**1970** Cofonde les Brigades rouges  
**1972** Participe à la première prise d'otages orchestrée par les Brigades rouges  
**1974** Arrestation  
**1992** Libération de prison  
**11 AVRIL 2025** Mort à Milan

monde ouvrier vers la scène politique nationale. Après avoir été soumis à un « procès révolutionnaire » en captivité, le magistrat est relâché contre la promesse (finalemment non tenue) de libérer des militants d'extrême gauche. L'action dont Alberto Franceschini aura été l'une des chevilles ouvrières produit toutefois une émulation dans le monde militant.

Le jeune brigadiste est arrêté en septembre 1974 alors qu'il participe, à Rome, aux préparatifs de l'enlèvement du haut dirigeant de la Démocratie chrétienne (DC), Giulio Andreotti. Incarnation des travers de la politique italienne, cet homme de réseau restera au cœur de machinations, d'affaires et de procès qui serviront d'arrière-fond à la vie publique du pays jusqu'à ce qu'éclate en 1992 un scandale lié aux financements des partis au pouvoir depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Après avoir été condamné à dix-huit ans de prison et poursuivi son engagement radical derrière les barreaux, Alberto Franceschini rejoint les rangs des « dissidents », ces anciens terroristes renonçant à la lutte sans collaborer avec les autorités. A l'extérieur, un changement à la tête des Brigades rouges se traduit par une intensification de la violence qui attire une génération de militants plus radicaux.

Il a également fondé plusieurs organisations de soutien et de développement touchant des milliers de personnes à travers le monde.

Gilbert Cotteau laisse derrière lui un héritage inestimable qui continue de transformer la vie de milliers d'enfants.

Nous lui rendons hommage avec une infinie gratitude et lui disons merci pour tout ce qu'il a accompli. Son départ laisse un vide immense, mais son héritage et son engagement continueront de vivre à travers les villages d'enfants et les programmes de l'association.

Les obsèques auront lieu ce mardi 6 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Médard de Busigny, rue des Poilus, à Busigny (Nord).

Nous adressons nos plus sincères condoléances à sa famille et à ses proches.

ALLAN KAVAL

## Le Monde Le Carnet

**Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr (en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)**

**soit sur le site : https://carnet.lemonde.fr**

**L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.**

**carnet@mpublicite.fr  
https://carnet.lemonde.fr**

### AU CARNET DU « MONDE »

#### Naissances

Paris.

**Rémi et Nicolette FEREDJ,**  
les grands-parents,  
**Arthur et Charles,**  
les aînés des petits-fils,  
ont la joie d'annoncer la naissance de

**Merlin,**  
le 28 février 2025,  
chez  
Judith FEREDJ et Elliott FOURCADE

et  
**Léonard,**  
le 18 avril 2025,  
chez  
Elsa FEREDJ et Nader YATIM.

#### Décès

**Mme Anthony BOUTHELIER,**  
son épouse,  
Ses enfants  
Et ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Anthony BOUTHELIER,**  
survenu le 30 avril 2025.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 mai, à 14 h 30, en l'église Sainte-Marie-Madeleine de Montargis, suivie de l'inhumation.

**M. Daniel Barroy,**  
président de l'association SOS Villages d'Enfants,  
**Mme Isabelle Moret,**  
directrice générale  
Et l'ensemble des équipes de l'association,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

**M. Gilbert COTTEAU,**  
fondateur de l'association SOS Villages d'Enfants,

survenu le 28 avril 2025, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Né à Busigny, dans le nord de la France, en 1931, Gilbert Cotteau était un homme visionnaire et un grand humaniste.

Il a fondé en 1956 l'association SOS Villages d'Enfants et créé le premier village d'enfants SOS à Busigny. Grâce à son action, ce sont aujourd'hui plus de 1600 enfants et jeunes qui grandissent dans les villages d'enfants SOS avec leurs frères et sœurs.

Les liens forts entre Hermann Gmeiner, à l'initiative du premier village d'enfants en Autriche, et Gilbert Cotteau ont constitué un puissant ciment pour bâtir la fédération internationale SOS Villages d'Enfants.

Il a également fondé plusieurs organisations de soutien et de développement touchant des milliers de personnes à travers le monde.

Gilbert Cotteau laisse derrière lui un héritage inestimable qui continue de transformer la vie de milliers d'enfants.

Nous lui rendons hommage avec une infinie gratitude et lui disons merci pour tout ce qu'il a accompli. Son départ laisse un vide immense, mais son héritage et son engagement continueront de vivre à travers les villages d'enfants et les programmes de l'association.

Les obsèques auront lieu ce mardi 6 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Médard de Busigny, rue des Poilus, à Busigny (Nord).

Nous adressons nos plus sincères condoléances à sa famille et à ses proches.

ALLAN KAVAL

André Célérier,  
son fils,  
Charlotte Célérier,  
sa petite-fille  
Et ses arrière-petits-fils,  
Reine Depres,  
sa belle-fille,  
Marie Danielle Dupleix,  
sa belle-sœur,  
Jean Philippe Lafont,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

**Denise DUPLEX,**  
commandeur dans l'ordre des Arts et des Lettres,

survenu le 28 avril 2025, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.

Chanteuse à l'Opéra Comique, professeure à l'Opéra de Paris, elle a formé de nombreuses grandes voix françaises.

Sa famille et ses proches invitent ceux qui l'ont connue et aimée à se recueillir lors de la cérémonie d'inhumation qui se déroulera le samedi 10 mai, à 11 heures, au cimetière parisien de Pantin (Seine-Saint-Denis), 164, avenue Jean-Jaurès.

Brigitte et Yves Rolland,  
Philippe Lescène et Annie Sax,  
Véronique et André Hunkeler-Lescène,  
Marie-Jeanne Lescène,  
Laurence Lescène-Frichot,  
Benoit Lescène,  
Isabelle et Jean-François Tharrault,  
ses enfants et leurs conjoints,  
Ses dix-neuf petits-enfants  
Et ses vingt-six arrière-petits-enfants,

font part du décès, survenu le 1<sup>er</sup> mai 2025, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année, de

**Anne LESCÈNE,**  
née PRUNET.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 7 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Saturnin d'Antony.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Arcachon, le 9 mai, à 16 heures.

Pour tout contact auprès de la famille : philippe.lescene@laposte.net

David et Boris Charmatz,  
ses fils,  
Nathalie et Mette,  
ses belles-filles,  
Juliane, Abel, Alexandre, Xenia et Iris,  
ses petits-enfants,  
Marcelle Deparis, Moune Meunier,  
Alice Rolandone,  
ses sœurs  
et leurs familles,  
Jacques Charmatz,  
son ex-mari  
Et ses nièces,  
Notre si précieuse Marie-Hélène Isetti,  
Marie Ampe,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Françoise MALFROND,**  
ex-épouse CHARMATZ,

surviven le 30 avril 2025, à l'hôpital de Fourvière où elle était très bien soignée et entourée, notamment par ses nombreuses amies qui lui ont rendu de chaleureuses visites.

Née à Annecy en 1939, elle avait appris l'allemand à l'initiative de son père, poète de 1914, résistant et déporté en 1943 qui croyait à la force de l'amitié entre les peuples pour lutter contre les guerres. Elle deviendra ainsi professeure d'allemand au collège Jules Ferry de Chambéry, puis au lycée Jean Moulin, à Lyon et poursuivra en parallèle de son enseignement, un engagement syndical majeur au SNES et politique au parti communiste, luttant notamment contre les cas de Berufsverbot dans l'ex-RFA, jusqu'à être élue adjointe au maire de Chambéry, chargée de l'éducation, lors de la victoire de l'union de la gauche en 1977. Partie vivre à Lyon en 1992, elle sera une militante infatigable de la cause palestinienne, participant aux Femmes en noir et séjournant même, alors qu'elle était septuagénaire, en Palestine. De 2003 à 2005, elle accomplit quatre missions pédagogiques dans le cadre du GREF au Mali, au Kosovo et en Moldavie. Féministe, syndicaliste, engagée sur des fronts multiples, son dynamisme et sa perpétuelle attention aux autres étaient remarquables.

Nous perdons une mère et une grand-mère généreuse, infiniment libre et aimante.

Elle vivait depuis douze ans avec

**Francis AMPE,**

décédé récemment, et ils seront donc réunis comme ils le souhaitaient.

Ses obsèques auront lieu ce 6 mai, à 11 heures, au crématorium de Lyon.

Île de la Réunion. Lasalle. Paris. Hambourg.

Harriet Monteil-Helms,  
son épouse,  
Béatrice et Fabrice Fourcade,  
sa fille et son époux,  
Laurent et Céline Esposito,  
son fils et son épouse,  
Antoine, Robin, Nathan, Enora et Lily,  
ses petits-enfants,

Jacques et Christian Monteil,  
ses cousins  
et leurs familles,

ont la douleur de faire part du décès de

**Jean-Pierre MONTEIL,**  
ancien attaché de préfecture,

survenu dans sa quatre-vingt-neuvième année, à La Montagne de La Réunion, le 25 avril 2025.

La cérémonie protestante a eu lieu le 1<sup>er</sup> mai, à 10 heures, à Saint-Denis de La Réunion.

fourcade@numericable.fr

Paris.

Jean Daniel, Martine, Olivier,  
Carole, Géraldine,  
ses enfants et leurs conjoints,  
Hugo, Alexia, Charlotte, Benjamin,  
Aurélia, Eva,

Kati, Julien, Elie,  
ses petits-enfants et conjoint,  
Sophie, Guillaume, Lise,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

**Mme Monique PICK,**

née GUTMANN,  
professeur émérite,  
astrophysicienne  
à l'Observatoire Paris Meudon,  
officier  
de l'ordre national du Mérite,

survenu le 3 mai 2025, à Paris,  
à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Ses obsèques auront lieu ce mardi 6 mai, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse, Paris 14<sup>e</sup>.

monique.alice.pick@gmail.com

La Tronche.

Nicole, Martine, Jean-Paul, Anne-Françoise, Sylvie, Isabelle,  
ses enfants,  
leurs conjoints,  
Ses petits-enfants  
Et ses arrière-petits-enfants,  
Ses neveux et nièces,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Mme Françoise RUEFF,**

survenu à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans.

La cérémonie aura lieu au centre funéraire de La Tronche, ce mardi 6 mai 2025, à 14 h 30.

Michèle Tailhades,  
son épouse,  
Sa fille  
Et ses petites-filles,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. André TAILHADES,**

conservateur des hypothèques  
et commandeur  
dans l'ordre national du Mérite,

survenu dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mercredi 7 mai 2025, à 14 h 30, au complexe funéraire de Grammont, à Montpellier.

Paris.

M. Yves Tertrais,  
son mari,  
Gabriel, Frédéric,  
ses enfants,  
Raphaël, Joseph,  
ses petits-enfants  
ainsi que leur mère, Cécile Leblanc,

Caroline Mégroz, Véronique Schiltz,  
ses belles-sœurs  
ainsi que leurs enfants,  
Hugues,  
son frère,  
Tu,

sa belle-sœur,

Thomas-Vinh,

son neveu,

# Robert Ageneau

## « Il est urgent de réformer, voire d'abolir, la papauté »

L'ancien prêtre revenu à l'état laïque, affilié à l'aile libérale du catholicisme, considère le Vatican comme une force de blocage pour l'Eglise catholique. Il appelle à en finir avec l'autoritarisme papal

l'obligation de la circoncision. En somme, la primauté de la figure de Pierre n'a rien d'une évidence et les questions étaient tranchées de manière collégiale dans les premiers temps du christianisme.

### Qu'est-ce qui, dans votre réflexion, justifierait une profonde réforme de la papauté ?

Ce qu'il faudrait réformer d'urgence, c'est la verticalité de l'Eglise catholique, qui dépend de ce super évêque qu'on appelle le pape. Le jour de son élection, il est revêtu d'un caractère sacré et fait figure de vicaire du Christ sur Terre. Il devient l'objet d'une « papolâtrie » enseignée aux catholiques dès leur enfance.

De fait, le pape se réserve le droit d'arbitrer seul les débats, les synodes réunissant les évêques n'ayant qu'un rôle purement consultatif. Ainsi, lors du synode sur l'Amazonie, en 2019, le pape François s'est opposé à la proposition de la majorité des évêques de rendre possible l'ordination d'hommes mariés, face à la pénurie de prêtres dans cette vaste région. De même, lors du synode sur la synodalité [c'est-à-dire sur l'organisation de l'Eglise], en 2023-2024, il a ignoré les propositions émanant de l'évêque allemand sur la place des laïcs et des femmes dans l'Eglise. Au final, on peut dire que la papauté représente une force de blocage pour l'Eglise catholique, c'est pourquoi il est urgent de la réformer ou de l'abolir.

### Le concile Vatican II (1962-1965) n'avait-il pas précisément vocation à impulser cet aggiornamento ?

Ce concile a constitué un événement majeur et élevé une grande espérance après des décennies de condamnations visant l'aile moderniste du catholicisme. En effet, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des penseurs chrétiens ont appelé le catholicisme à se mettre en phase avec les évolutions de la société et du savoir. Malheureusement, ce courant libéral, qui invitait à promouvoir le débat et la liberté d'interprétation, a été condamné par le pape Pie X en 1907, même si une aile libérale a subsisté à travers des laïcs ou des théologiens comme Pierre Teilhard de Chardin [1881-1955], Marcel Légaud [1900-1990] et d'autres.

Conscient des blocages, le pape Jean XXIII avait décidé d'organiser le concile Vatican II pour entamer un vaste mouvement de réforme. Malheureusement, le retard était tel qu'il était impossible d'aller très loin. Surtout, le décès de Jean XXIII, en 1963, pendant le concile s'est soldé par une reprise en main de son successeur, le pape Paul VI, qui a par exemple retiré de l'ordre du jour le sujet du contrôle des naissances.

Lorsque le concile s'est achevé, la curie romaine a repris le dessus, tandis que les papes Paul VI, Jean Paul II et Benoît XVI sont revenus à une pratique antéconciliaire réticente à donner la parole à l'ensemble des évêques. Les prérogatives du pape ont été reconduites sans réexamen de son rôle. Les synodes sont conçus uniquement comme des lieux de conseil du pape, mais n'ont aucun rôle délibératif.

### Le pontificat de François vous paraît-il avoir accentué ou au contraire infléchi cette verticalité ?

François a certes apporté un air nouveau, étant le premier pape d'Amérique latine. Il a imposé sa marque avec ses prises de position sur les migrants et les pauvres, sa critique de « l'Alzheimer spirituel » des cardinaux de la curie, ses textes stimulants, comme *Evangelii gaudium* (« La joie de l'Evangile ») et *Laudato si'* (« Loué sois-tu »).

Néanmoins, il n'a pas du tout infléchi l'autoritarisme papal. A partir des années 2016-2017, il a ressorti des thèmes comme ceux de la sexualité et de l'avortement



YANN LEGENDE

### ENTRETIEN

**N**é en 1938, Robert Ageneau a été directeur de la revue catholique missionnaire *Spiritus*, avant de cofonder les éditions L'Harmattan, puis les éditions Karthala, au sein desquelles il dirige la collection « Sens et conscience » qui encourage à repenser le christianisme. Il a participé à l'ouvrage collectif *Réformer ou abolir la papauté. Un enjeu d'avenir pour l'Eglise catholique* (Karthala, 166 pages, 20 euros), paru le 27 février.

**Le titre de votre dernier ouvrage, publié deux mois avant le décès du pape François, est volontairement provocateur. Alors que le pontife vient de mourir, le 21 avril, ce sujet n'est-il pas tabou ?**

A l'heure où les cardinaux s'apprêtent à élire un nouveau pape, il peut en effet sembler tabou de se demander si la papauté, qui dispose d'un pouvoir absolu sur toute l'Eglise catholique, a encore du sens au milieu des démocraties où les règles sont le débat et la pratique de procès électoraux.

Ce sujet est spécifique au catholicisme. Rappelons que le christianisme est bien plus vaste que la seule Eglise catholique et comprend de nombreux courants refusant catégoriquement une quelconque prééminence de Rome. D'ailleurs, les grands schismes qui ont divisé les mouvements du christianisme ont en partie été causés par le fait que le pape est progressivement devenu bien plus que l'évêque de Rome.

**Vous écrivez que le pouvoir papal est en contradiction avec l'Evangile. Pourquoi ?**

La primauté de l'Eglise de Rome se fonde sur une parole de Jésus tirée de l'Evangile de Matthieu : « Tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise. » Or, selon la tradition catholique, Pierre aurait fondé l'Eglise de Rome, où il serait mort en martyr. Pour autant, cette parole de Jésus ne se retrouve dans aucun des autres Evangiles du Nouveau Testament. Pierre n'y est d'ailleurs pas toujours dépeint de manière flatteuse, puisqu'il aurait renié Jésus avant sa crucifixion.

Dans les Actes des apôtres et les lettres de Paul – les documents les plus anciens du christianisme –, d'autres membres de la jeune communauté chrétienne jouent aussi un rôle important : Paul, Barnabé ou Jacques, par exemple. L'épître aux Galates, qui date du milieu du I<sup>e</sup> siècle, montre ainsi que lors du conflit d'Antioche, qui portait sur la manière d'intégrer aux premiers chrétiens d'origine juive des païens non circoncis, les apôtres procéderont à une réunion délibérative (appelée « concile de Jérusalem ») qui supprime



### LE LIVRE

#### Réformer ou abolir la papauté. Un enjeu d'avenir pour l'Eglise catholique

Proposant une remise en question radicale du rôle du pape dans l'Eglise catholique, l'ouvrage collectif *Réformer ou abolir la papauté. Un enjeu d'avenir pour l'Eglise catholique* (Karthala, 166 pages, 20 euros) émane d'un groupe de chrétiens progressistes qui n'ont que très rarement voix au chapitre au sein de l'institution et des médias catholiques, tant leur parole dérange. Aux côtés de l'ancien prêtre Robert Ageneau, le théologien basque José Arregi, l'ancien aumônier catholique de prison Paul Fleuret, ainsi que Jacques Musset, longtemps animateur de groupes bibliques dans le diocèse de Nantes, et un protestant, le pasteur Gilles Castelnau. Revenant, dans des pages stimulantes, sur les origines de l'institution et son évolution dans le temps, les auteurs montrent que la papauté s'est toujours située à rebours de la masse des fidèles catholiques. Un exemple éloquent parmi d'autres : l'encyclique *Humanae vitae* (« De la vie humaine », 1968) du pape Paul VI qui, en condamnant la contraception, provoqua la stupeur d'une grande partie des catholiques. Pour ces penseurs, il est essentiel que le pape sorte de sa position surplombante et redonne aux catholiques plus de liberté et de capacités d'innovation – en s'inspirant éventuellement de l'organisation d'autres confessions chrétiennes.

tement, traitant les médecins le pratiquant de « tueurs à gages » et Kamala Harris, alors en pleine campagne pour la présidentielle américaine, de candidate « qui tue les enfants ». On a vu comment, en Amazonie, il a fermé la porte à l'ordination des hommes mariés.

Les synodes qu'il a conduits n'ont pas été marqués par la moindre ouverture dogmatique ou de relativité. Il s'est refusé à changer quoi que ce soit dans l'expression de la foi catholique [*le Credo*] élaborée au IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles, laquelle ne fait plus vraiment sens pour nombre de chrétiens, puisque la divinité de Jésus et la Trinité y sont définis à partir d'une lecture littérale des Evangiles et de représentations préscientifiques.

**Mais cette centralité de l'Eglise catholique n'est-elle pas, précisément, ce qui lui a permis de s'imposer de manière universelle à travers les siècles ?**

Bien sûr, cette organisation a joué en sa faveur, notamment en terre de mission, car l'Eglise catholique se trouvait en position de force par rapport aux autres courants chrétiens moins organisés. C'est d'ailleurs ce qui a amené les protestants à jeter à Edimbourg, en 1910, les bases du Conseil œcuménique des Eglises, une organisation non gouvernementale qui rassemble toutes les tendances du christianisme – à l'exception de l'Eglise catholique, qui refuse d'y siéger.

**Vous insistez sur la perte massive d'influence du catholicisme dans nos sociétés. Pourtant, le nombre de catholiques dans le monde continue d'augmenter. Dès lors, faut-il vraiment s'inquiéter de son avenir ?**

Je pense que si le catholicisme ne change pas, il se réduira à peau de chagrin ou mourra. C'est le cas en France, où la pratique dominicale avoisine aujourd'hui les 2 % de la population. En Amérique latine, les conversions vers des mouvements évangéliques sont nombreuses. En Asie, l'Eglise catholique est minoritaire.

Il est vrai que le catholicisme est plus dynamique en Afrique, mais dans des pays souvent marqués par des régimes politiques qui laissent peu de place à la contestation de l'autorité. On peut cependant penser qu'avec l'éducation, l'urbanisation et l'évolution de sa jeunesse, ce continent sera peu à peu marqué par une déprise de l'influence catholique. Finalement, malgré le faste de l'Eglise et les caméras actuellement focalisées sur le Vatican, il est à craindre que, si le futur pape se montre incapable de dire quelque chose de neuf, le catholicisme régresse ou devienne plus fondamentaliste.

### Quel type de fonctionnement proposez-vous concrètement ?

Il faut que le pape soit débarrassé de son caractère absolu de représentant du Christ. Son statut de chef incontesté de l'Eglise catholique doit lui être retiré, ou au moins relativisé. La papauté doit restaurer les synodes et les conciles délibératifs – quitte à ce qu'elle devienne une sorte de secrétariat général, comme c'est le cas pour le Conseil œcuménique des Eglises.

Il faudrait aussi avoir le courage de repenser certains dogmes ou des points de discipline, tels que le célibat des prêtres, qui va à l'encontre des droits humains fondamentaux. La Déclaration universelle des droits de l'homme [1948] fait ainsi figurer le mariage parmi ces droits. Au nom de quoi l'institution catholique se réserve-t-elle le droit de ne pas respecter ce point ? Elle pourrait inviter les prêtres au célibat sans pour autant l'imposer.

Ne parlons pas du statut des femmes, qui, depuis le XX<sup>e</sup> siècle, ont acquis des libertés et des droits dans la société civile et dans la vie politique que la papauté refuse obstinément : rappelons que François s'est catégoriquement opposé à l'ordination de femmes diacres.

**Vous semblez sceptique quant à la capacité de l'Eglise catholique de mener à bien un tel chantier de réformes, puisque vous proposez finalement d'abolir la papauté, mesure radicale...**

L'idée que l'on puisse abolir la papauté est certainement utopique. Pour autant, le christianisme n'a que deux mille ans. Il n'y a aucune raison de penser qu'il doive rester immuable dans ses dogmes et son fonctionnement. L'Eglise ne se situe pas en dehors de l'histoire humaine : à l'instar de toute institution, elle n'est pas condamnée à être figée.

**A l'aube de l'ouverture du conclave, quel est le rapport de force, selon vous, entre les différentes tendances du catholicisme ?**

Les cardinaux vont privilégier quelqu'un qui se situe dans la lignée du style de François, à savoir un pape soucieux de s'investir en faveur des pauvres et de prêcher l'Evangile. Mais sur le dogme, la primauté de Pierre, la synodalité, je vois difficilement un papabile qui ait la surface morale et spirituelle pour revoir des règles fondamentales afin de favoriser davantage de liberté dans l'Eglise. Il se dit souvent que c'est par peur du schisme ; pourtant, le schisme est silencieux chez beaucoup de catholiques, surtout en Europe. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
VIRGINIE LAROUSSE

# Lucetta Scaraffia Lors de la préparation du conclave, on n'a entendu aucune voix féminine

La journaliste et historienne italienne, spécialiste du Vatican, regrette que les représentantes des religieuses n'aient pas été conviées aux discussions qui précèdent l'élection du futur souverain pontife

Dans toutes les cérémonies et les discours commémoratifs qui ont suivi la mort du pape François, tout comme dans les réunions de préparation du conclave, on n'a pas vu un seul visage féminin. Une preuve manifeste que le souverain pontife n'a pas insufflé de changement significatif quant à la place des femmes dans l'Eglise.

Même chose sur l'organisation de ses funérailles qui, selon ses souhaits, auraient dû être celles, modestes, d'un berger et non d'un grand de ce monde. Le pape François semble avoir confondu le pouvoir et la sacréité, qui pourtant ne sont pas synonymes. Heureusement, ses interventions sont restées limitées et l'ancienne sacréité a perduré, dans l'usage du latin, dans les gestes et les habits des prélats. L'élégance des cardinaux, comme celle des gardes suisses, avec leurs beaux uniformes colorés de la Renaissance, n'est pas de même nature que l'élégance de ceux qui affectionnent de coûteux vêtements de marque. Ce que cette beauté, aujourd'hui perçue uniquement à travers le prisme du luxe, est censée représenter n'est ni plus ni moins que la représentation symbolique d'anciens rituels en l'honneur de l'Eglise.

Il faut bien admettre que, même si le pape François était très aimé et populaire, sans le rite en latin avec des parties en grec et en arabe, sans le chant des psaumes et l'invocation «*Que les anges te conduisent au paradis*», ses obsèques n'auraient pas ému aussi profondément l'immense foule réunie sur la place Saint-Pierre et tous ceux qui ont suivi la cérémonie à la télévision.

Comme toujours, la puissance d'une tradition riche et profonde a clairement dépassé la modestie des êtres humains qui la représentent. Et plus qu'un simple contact diplomatique, la rencontre entre [les présidents américain et ukrainien] Donald Trump et Volodymyr Zelensky, assis sur de petites chaises dans l'immense basilique, est apparue comme un authentique appel solennel à la construction de la paix.

Rien ne rappelle de façon plus poignante, et en même temps humble, la condition humaine et mortelle du souverain pontife comme ce modeste cercueil déposé sur le sol, ainsi que le veut la tradition, avec, dessus, ses textes sacrés effeuillés par le vent. Cette image renvoie à notre mort à tous plutôt qu'à un quelconque pouvoir.

Mais revenons aux femmes. Dans les réunions précédant le conclave, pour lesquelles aucune règle n'a jamais établi de façon stricte sur les conditions pour y participer (contrairement au conclave), on n'a entendu aucune voix féminine. Aucune des présentes démocratiquement élues des associations internationales de religieuses, qui représentent pourtant le plus gros effectif mondial du clergé catholique, n'a été invitée à s'ex-

primer, bien que leur rôle dans la vie de l'Eglise soit décisif, voire indispensable.

Au cours de ces discussions, on identifie les problèmes que le nouveau pape devra affronter et tenter de résoudre. On cherche, en somme, à définir la situation de l'Eglise dans le monde d'aujourd'hui. Cette réflexion est essentielle après un pontificat aussi contradictoire et conflictuel que celui du pape François. Sommes-nous vraiment certains que les religieuses n'ont rien à dire à ce sujet ? Elles sont présentes sur tous les continents, proches des populations avec leur foi solide et simple et ont, par exemple, bâti le réseau le plus efficace pour lutter contre la traite des êtres humains.

#### Plaintes pour violences sexuelles

On peut supposer que c'est par peur que les cardinaux ne les ont pas invitées. Ces religieuses auraient pu, en effet, demander d'ouvrir aux femmes la possibilité d'être ordonnées diacones, un rôle qu'elles exercent déjà dans les faits depuis des décennies, notamment dans les zones de mission. Cette même demande avait déjà été faite au pape François, qui, toutefois, a fait semblant de les écouter pour mieux enterrer la question avec deux commissions dont on n'a plus jamais rien su.

Ou peut-être, qui sait, les religieuses auraient pu demander que les nombreuses plaintes pour violences sexuelles du clergé sur des femmes consacrées soient enfin prises en compte, que de vraies enquêtes soient menées et des sanctions infligées aux coupables, notamment à ceux qui forcent les sœurs qui ont été violées à avorter. Elles auraient pu expliquer ouvertement que les réformes ap-

**Lucetta Scaraffia** est historienne et journaliste. Elle a enseigné l'histoire contemporaine à l'université La Sapienza, à Rome, et a collaboré avec plusieurs journaux, dont «L'Osservatore Romano», le quotidien du soir du Vatican, où elle a fondé et dirigé le supplément mensuel féminin «Donne Chiesa Mondo». Elle en a démissionné en 2019 pour marquer son désaccord avec la ligne éditoriale du Vatican. Elle est membre du Comité national pour la bioéthique italien depuis 2007. Elle a notamment écrit «Au-delà du sixième commandement. Eglise, consentement, sexualité» (Salvator, 2024).

parentes du pape François n'ont pas servi à faire évoluer la condition subalterne des femmes au sein de l'Eglise, parce que l'on s'est contenté d'en placer quelques-unes, ici ou là, dans d'apparents rôles de pouvoir, là où en réalité elles ne peuvent rien faire ni changer quoi que ce soit.

Mais personne n'a invité les religieuses à parler, personne ne veut les écouter. Ceux qui devraient le faire, et qui sont à l'origine de bien des problèmes, estiment être les seuls à devoir être aux commandes d'une communauté de croyants – et de croyantes – qui ne cessera de diminuer inexorablement. ■

Traduit de l'italien par Régine Cavallaro

C'EST UNE PREUVE  
MANIFESTE QUE  
LE PAPE FRANÇOIS  
N'A PAS INSUFFLÉ  
DE CHANGEMENT  
SIGNIFICATIF  
QUANT À LA PLACE  
DES FEMMES DANS  
L'ÉGLISE CATHOLIQUE

## Haoues Seniguer Le crime dans une mosquée du Gard est un assassinat islamophobe ou antimusulman

Le politiste juge que l'exécution d'Aboubakar Cissé n'a pas suscité de réaction unanime de la part de l'exécutif du fait d'une politique du soupçon qui pèse sur la perception des musulmans et leur place dans la société

Un crime a été perpétré dans la mosquée de la commune de La Grand-Combe (Gard), le 25 avril, coûtant la vie à un citoyen musulman ordinaire, Aboubakar Cissé, dans des conditions particulièrement atroces. Ce qui lui est arrivé aurait pu arriver à n'importe quel autre musulman, ce qui en amplifie d'autant plus la portée et la gravité. Le forfait a été filmé par son commanditaire, dont les propos, à la fois explicitement virulents et ouvertement antimusulmans, ont été délibérément enregistrés. Tout porte donc à croire que l'objectif était de diffuser largement ce message rempli de haine. A ce stade des informations disponibles, il est légitime de qualifier cet acte d'assassinat à caractère islamophobe ou antimusulman.

L'honnêteté intellectuelle impose de le reconnaître d'emblée, en nommant les choses avec justesse, sans détour ni euphémisme. En tant que chercheur engagé depuis plusieurs années dans l'étude de l'islamisme en contexte arabe et sur les rapports entre islam et politique en France, deux éléments me paraissent devoir être interrogés, tant ils cristallisent cette culture et cette politique du soupçon qui pèsent lourdement sur la perception des musulmans et sur leur place dans la société : d'une part, dans quelle mesure ce drame était-il prévisible, sans pour autant occulter les contingences liées au parcours personnel de l'auteur, encore à éclaircir; d'autre part, que révèlent les polémiques récurrentes autour du mot «islamophobie», avant comme après ce meurtre survenu dans le Gard?

Ce n'est pas anodin. Car le fait de dénigrer ce symbole – fondamentalement religieux pour celles qui le portent – en le présentant nécessairement comme une mani-

festation d'hostilité à la République ou une forme d'islamisme revient à les exposer, même involontairement, à la vindicte. Ce faisant, leur est déniée aussi leur capacité d'agir en tant que sujets autonomes, ce qui relève de la violence symbolique.

Comment, dès lors, s'étonner, même de bonne foi, que des femmes musulmanes soient insultées, discriminées ou pointées du doigt dans l'espace public, y compris dans des lieux qui ne sont nullement soumis au régime juridique de la laïcité ? Les responsables politiques ne sont certes pas seuls en cause dans cette ambiance délétère qui peut nourrir, sans qu'il y ait forcément de lien mécanique, le passage de la parole à l'acte, qu'il soit létal ou non. Certaines chaînes d'information en continu y contribuent largement.

#### Défiance et hostilité

Ainsi, l'un de leurs présentateurs vedettes [Pascal Praud] a pu affirmer sur CNews, au lendemain de la mort de Jean-Marie Le Pen, début janvier, que celui-ci fut «le seul à avoir perçu le danger de l'islam», ou encore, en mars, sur Europe 1, que les musulmans, français ou non, auraient des «mœurs différentes» des Français – sous-entendu : des vrais Français, qui, par définition, ne peuvent être musulmans. Les discours négatifs sur l'islam et ses fidèles prolifèrent sur les réseaux sociaux, souvent sous le couvert d'une distinction, finalement toute rhétorique, entre islam et islamisme, ou entre musulmans et islamistes, tout en entretenant, dans les faits, la confusion entre ces catégories.

CERTAINES  
CHAÎNES  
D'INFORMATION  
EN CONTINU  
CONTRIBUENT À  
 CETTE AMBIANCE  
DÉLÉTÈRE

On dénonce alors le «frérisme», dont les contours restent flous et rarement documentés empiriquement, pour éviter d'assumer frontalement la mise en cause radicale de la diversité des formes de visibilité de l'islam dans l'espace public. Au-delà des querelles sémantiques autour du mot «islamophobie», l'exécution brutale et sordide d'Aboubakar Cissé n'a pas suscité de réaction unanime de la part de l'exécutif, hormis quelques exceptions notables. Comme si, malgré tout, les musulmans ne pouvaient pas être reconnus pleinement comme victimes de violences motivées par leur appartenance – réelle ou supposée – à l'islam.

Pire, certains commentateurs, parfois légitimés par leur statut d'«experts», sont allés jusqu'à mettre en doute le caractère islamophobe du crime ou à pointer la responsabilité supposée des représentants musulmans dans l'organisation du culte. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre ce que masque, au fond, la polémique sur le terme islamophobie : une forme de défiance et d'hostilité – feutrée ou assumée –

envers ce que vivent de nombreux musulmans en France, qui se plaindraient par trop.

Une défiance et une hostilité relayées par certains journalistes, éditorialistes, responsables politiques ou chercheurs isolés, qui présentent le mot islamophobie comme une invention des islamistes dans les années 1980 pour censurer la critique légitime de la religion, au service d'un projet supposé de subversion de la société française et de la République que. Or, le substantif serait, selon le dictionnaire historique de la langue arabe de Doha, un néologisme forgé en langue arabe à partir de l'anglais, en 1995, par un nationaliste saoudien expatrié aux Etats-Unis, qui n'a donc rien à voir avec l'islamisme.

D'autres, enfin, traduisent cette défiance et cette hostilité par des insultes ou des agressions verbales visant des personnes identifiées, à tort ou à raison, comme musulmanes. C'est à l'aune de ce tableau, fût-il partiel et non exhaustif, qu'il convient d'appréhender la tragédie du 25 avril et les non-dits d'un référentiel républicain bien malmené par celles et ceux qui sont censés le mieux le mobiliser et le défendre. ■

**Haoues Seniguer** est maître de conférences en science politique à Sciences Po Lyon, chercheur au laboratoire Triangle et auteur de «La République autoritaire. Islam de France et illusion républicaine (2015-2022)» (Le Bord de l'eau, 2022)

# La Russie s'approprie le patrimoine artistique ukrainien en le « russifiant » dès que c'est possible

La volonté russe d'effacer la spécificité de l'identité ukrainienne se manifeste aussi par la destruction de sites ou le pillage d'œuvres, en passant par l'organisation d'expositions révisionnistes. Un collectif d'acteurs de l'art appelle à exclure la Russie du Conseil international des musées

**L**'Ukraine n'a jamais existé», répète-t-il à l'envi Poutine et les idéologues russes. Leur version de l'histoire n'est pas purement rhétorique : elle inspire une campagne visant à effacer systématiquement l'identité culturelle séculaire de l'Ukraine. L'Unesco dénombrait ainsi, au 16 avril, 494 sites détruits ou endommagés depuis le 24 février 2022, incluant 149 édifices religieux, 257 immeubles historiques, 33 monuments (dont ceux commémorant la Shoah), 18 bibliothèques, 34 musées et 2 sites archéologiques.

Toutefois, l'objectif de Moscou n'est pas seulement la destruction. Il s'agit également de s'approprier le patrimoine ukrainien, en le « russifiant » dès que cela s'avère possible. Dès l'occupation de la Crimée, en février 2014, est mise en œuvre une politique systématique de redéfinition de l'identité culturelle. Des milliers d'œuvres d'art sont transférées des musées de Crimée vers des institutions russes.

En 2016, la galerie Tretiakov accueille une grande exposition du peintre de marines du XIX<sup>e</sup> siècle Ivan Aivazovski (1817-1900) : sur les 120 œuvres exposées, 38 proviennent de collections de Crimée. Or, malgré les protestations du ministère ukrainien de la culture, de grands musées européens ont continué à collaborer avec la galerie Tretiakov jusqu'à l'invasion à grande échelle de 2022. De même, le site archéologique de Chersonèse, pourtant inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, a été méticuleusement démantelé, pillé et remanié pour y installer, en juillet 2024, un complexe muséal incluant un nouveau «musée de la Crimée et de la Novorossia [Nouvelle Russie]», justifiant les revendications russes de «reconquête» des régions orientales et méridionales de l'Ukraine.

Depuis février 2022, les pillages se sont intensifiés dans les territoires nouvellement occupés. Des centaines de milliers d'œuvres d'art et d'objets culturels ukrainiens ont été déplacés en Crimée ou en Russie. A Kherson, des conservateurs liés à des sociétés historiques pro-Kremlin, encadrés par des officiers du service fédéral de sécurité (FSB), le renseignement intérieur russe, ont guidé les forces russes dans le pillage du Musée Oleksiy Shovkunenko et du musée d'histoire locale. Plus de 13 000 objets ont été dérobés. A Marioupol, les militaires russes ont saisi des œuvres majeures d'Arkhip Kouïndji (1841-2010) et d'Ivan Aivazovski. Quant à la collection d'« or des Scythes » conservée au musée d'histoire locale de Melitopol, elle a tout simplement disparu.

**Révisionnisme historique du Kremlin**  
Ces pillages systématiques correspondent à un agenda politique clair : réaliser le fantasme impérial d'une « Grande Russie ». La prétendue « unité historique des Russes et des Ukrainiens », qu'invoque Vladimir Poutine dans un discours prononcé le 12 juillet 2021, consiste, en fait, à nier le droit de l'Ukraine à exister en tant que nation indépendante. C'est cette vision qu'inscrit dans la loi le vote, par la Douma, d'amendements constitutionnels légitimant l'annexion de la Crimée et de quatre oblasts de l'est et du sud de l'Ukraine par la Russie. En mai 2023 sont diffusées des « recommandations méthodologiques pour la création d'expositions consacrées à l'histoire de l'opération militaire spéciale dans les musées de la fédération de Russie », presque immédiatement mises en œuvre par les directeurs de musées russes, en particulier dans les institutions « jumelées » avec des musées situés dans les territoires occupés.

Sous les auspices de la Société historique russe, les membres du personnel des musées de ce qu'on appelle la Novorossia sont formés (comme à Rostov-sur-le-Don, en octobre 2024), afin qu'ils « recataloguent » les collections ukrainiennes dans le système muséal russe et alignent leur programmation culturelle sur le révisionnisme historique du Kremlin. Aujourd'hui, les collections de 77 musées ukrainiens des territoires occupés figurent désormais au catalogue d'Etat du fonds muséal de la Fédération de Russie.

Ces actes, bien que « légalisés » par des décrets de circonstance, n'en sont pas moins des violations du droit international, en particulier de la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, dont la Russie est signataire. Les arguments en faveur d'une responsabilité juridique sont solides. Les preuves abondent, et certains auteurs ont eux-mêmes documenté leurs crimes.

Plusieurs directeurs de musées russes ont été identifiés comme complices, l'un

des plus virulents étant Mikhaïl Piotrovski, directeur de l'Ermitage [à Saint-Pétersbourg] et « impérialiste » autoproclamé, qui a justifié idéologiquement le pillage. On peut espérer que l'application du droit international permette un jour la condamnation de ces crimes et la restitution des biens volés. Mais l'action judiciaire peut prendre des décennies. En attendant, les marchands d'art russes rétablissent déjà des liens avec les collectionneurs lors des grandes foires internationales, notamment à Maastricht [Pays-Bas].

## Mesures d'urgence

Des mesures d'urgence s'imposent donc, des décisions concrètes peuvent être prises dès maintenant : exclure du Conseil international des musées (ICOM) la Russie ainsi que le personnel des musées russes impliqués dans le pillage des collections ukrainiennes dans les territoires occupés. L'article 7.2 du code de déontologie de l'ICOM le mentionne, en effet, clairement : « La politique des musées doit prendre en compte la législation internationale qui sert de norme pour l'interprétation du code de déontologie de l'ICOM. »

Le maintien au sein de l'ICOM d'institutions et d'individus impliqués dans la destruction, le pillage et la falsification du patrimoine culturel constitue une violation flagrante de ces principes. Expulser la Russie de l'ICOM est le moins que l'on puisse attendre d'une institution régie par le droit français et consacrée à la protection du patrimoine culturel et à l'application de normes éthiques dans la coopération muséale internationale. De nombreux comités nationaux ont déjà demandé cette sanction, sans succès jusqu'à présent. Sera-t-il nécessaire que la justice française contraine l'ICOM à respecter ses propres règles ? ■

**Premiers signataires :** Konsstantin Akinsha, historien de l'art, commissaire de l'exposition « In the Eye of the Storm: Modernism in Ukraine 1900-1930 »; Harald Binder, fondateur du Jam Factory Art Center à Lviv, en Ukraine; Vanessa Branson, fondatrice de la Biennale de Marrakech; Emmanuel Daoud, avocat auprès de la Cour pénale internationale; Carl Michael von Hausswolff, compositeur, artiste et commissaire d'exposition; Sarah Moon, photographe; Ernest Pignon-Ernest, artiste; Sylvie Rollet, professeure émérite des universités, présidente de l'association Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre!; Olga Saïgaidak, présidente de la coalition ukrainienne des acteurs culturels, ancienne directrice de l'Institut ukrainien en France; Francesca Thyssen-Bornemisza, fondatrice de Museums for Ukraine; Vitaly Tytych, responsable des affaires juridiques d'ICOM Ukraine, président de l'association ukrainienne d'avocats Raphael-Lemkin.

La liste complète sur [LeMonde.fr](https://www.lemonde.fr)



**MIKHAÏL PIOTROVSKI,  
DIRECTEUR DE  
L'ERMITAGE ET  
« IMPÉRIALISTE »  
AUTOPROCLAMÉ,  
A JUSTIFIÉ  
IDÉOLOGIQUEMENT  
LE PILLAGE**

## Marine Tondelier, la forme au prix du fond

### ANALYSE

**SON TALENT DANS LA COMMUNICATION POLITIQUE CACHE LES DIFFICULTÉS DU PARTI LES ÉCOLOGISTES À RENOUVELER SON LOGICIEL IDÉOLOGIQUE**

**D**e peur d'être accusée de prendre le parti des socialistes sur le dos de La France insoumise, Marine Tondelier a préféré détourner son regard de l'agression qui a visé le député du Parti socialiste (PS) de l'Essonne, Jérôme Guedj, jeudi 1<sup>er</sup> mai, en marge du cortège de la fête des travailleurs à Paris. La secrétaire nationale des Ecologistes, invitée de RTL le soir même, a refusé de répondre à la question de savoir si l'élu socialiste avait été victime d'un antisémitisme de gauche, laissant au passage entendre que l'homme politique avait eu un comportement provocateur.

Il faut lire les premiers propos de Marine Tondelier à l'aune des critiques portées par Jérôme Guedj contre Jean-Luc Mélenchon et La France insoumise (LFI) accusés de minimiser les manifestations d'antisémitisme en France depuis le 7 octobre 2023. Un argument qui justifie, selon le député socialiste, une rupture nette et définitive de l'union avec les « insoumis », ce que refuse vertement Marine Tondelier. Depuis la création du Nouveau Front Populaire (NFP) à l'été 2024, l'écologiste, qui en a été l'une des grandes inspiratrices, revendique de tenir « les deux bouts de l'union » alors que socialistes et « insoumis » persistent à s'affronter à l'aube des élections municipales de 2026 et de la présidentielle 2027.

Ce rôle de « trait d'union » entre les deux partis politiques est un talisman, le sien, à conserver coûte que coûte, quitte à faire écho, comme ce 1<sup>er</sup> mai, à une vieille rhétori-

que antisémitique selon laquelle un homme considéré comme juif – ici Jérôme Guedj – visé par une agression et des insultes en serait a priori responsable. Devant le tollé suscité par ses propos, elle a fini par présenter ses excuses le lendemain à ceux qu'elle aurait pu blesser.

### Une centralité tacticienne

Ce n'est pas la première fois que Marine Tondelier ménage la chèvre socialiste et le chou « insoumis » au nom de l'union. Le refus du parti vert d'être mis en demeure par l'un ou l'autre des deux grands frères de la gauche s'explique aussi par son vécu, lui qui a été, durant de longues années, le supplétif d'un Parti socialiste qui l'a souvent malmené. Cette centralité tacticienne revendiquée a aussi l'avantage pour Marine Tondelier de la protéger des critiques et, surtout, de ses propres échecs. La dissolution de l'Assemblée nationale décidée, en juin 2024, par le président de la République, Emmanuel Macron, puis la création du NFP avaient fait oublier le faible score de la liste écologiste aux élections européennes : 5,5 %.

En cinq ans, le parti vert aura ainsi perdu 8 points dans ce scrutin dont on a longtemps dit qu'il lui était favorable. Son rôle dans la construction de l'accord entre les partis de gauche pour les législatives anticipées de l'été 2024 lui a permis d'effacer l'ardoise : qui se souvient qu'elle fut une farouche opposante à une liste d'union aux européennes réclamée par les « insoumis » ?

Ce talisman de l'union qu'elle cherit sera

personnalités les plus en verve à gauche de l'échiquier politique. En octobre 2024, elle était la seule Française à figurer dans le classement des 100 personnalités les plus influentes de la planète du *Time Magazine*. Une aura médiatique qu'elle a peaufinée dans le moindre détail, faisant de son blazer vert un blason, mais qui apparaît à rebours de la forme du parti.

Marine Tondelier et le parti qu'elle dirige depuis le 10 décembre 2022 se confondent désormais plus avec la veste de la cheffe qu'avec le contenu programmatique produit. Son talent dans la communication politique, qui la conduit à arpenter les plateaux de télévision et de radio pour y distribuer les bons et les mauvais points à gauche, cache les difficultés du mouvement à renouveler son logiciel idéologique. Le congrès des Ecologistes aura surtout ressemblé à un référendum pour ou contre sa seule personne.

Le succès de Marine Tondelier s'inscrit ainsi dans cet échec de l'écologie politique à supplanter la social-démocratie, comme cela avait pourtant été l'objectif après l'effondrement du PS dans l'ère post-Hollande. Une responsabilité qui n'est pas uniquement celle de Marine Tondelier. Après des européennes et des municipales réussies, en 2019 et 2020, le candidat Yannick Jadot avait été incapable de transformer l'essai à l'élection présidentielle de 2022.

Cette victoire culturelle de l'écologie ces dernières années ne s'est jamais vraiment traduite et confirmée dans les urnes. Des urnes dont Marine Tondelier se tient à dis-

tance. Experte du parti, elle a toujours refusé les propositions de circonscriptions, y compris celles considérées comme aisément gagnables par la gauche. Seule compte la bataille contre l'extrême droite à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), ville dont elle est conseillère municipale.

Une récente séquence incarne tout particulièrement la difficulté de Marine Tondelier à se saisir des sujets de fond, les esquivant s'il le faut. Le 22 décembre 2024, dans une interview à *L'Humanité*, elle est interrogée sur la fin du capitalisme. « Si vous voulez, mais il faudra m'expliquer ce qu'on met à la place », réplique-t-elle d'un ton agacé, se contentant, dans le même entretien, de paraphraser le militant syndicaliste brésilien Chico Mendes (1944-1988) : « L'écologie sans lutte des classes, c'est du jardinage. »

Marine Tondelier, qui ne masque guère son ambition présidentielle, peine encore à présenter une vision renouvelée et purement écologiste des maux de l'époque, qu'il s'agisse du trumpisme et de « l'internationale réactionnaire », ou des questions de défense à l'heure où les conflits armés augmentent. Une « ère damocléenne », pour reprendre l'expression du philosophe Edgar Morin, que les écologistes prédisent depuis tant d'années, sans pour autant réussir à en faire la clé de l'accession au pouvoir. Si Marine Tondelier est parvenue à dépasser la crise d'image qui minait le parti ces dernières années, elle doit désormais affronter une crise existentielle. ■

OLIVIER PÉROU (SERVICE POLITIQUE)



**ÉCONOMIE** | CHRONIQUE

PAR JEAN-MICHEL BEZAT

## Le dur métier de patron d'EDF

Tous les patrons le savent, ils sont révocables *ad nutum* par leurs actionnaires. Sur un signe de tête ou un coup de menton, comme dans l'Antiquité, et parfois sans que leur nom figure sur l'arrêt de mort ». C'est le sort qu'Emmanuel Macron a réservé au PDG d'Electricité de France (EDF), Luc Rémont. Lapidaire, l'Elysée annonçait, le 21 mars, que « le président de la République envisage de nommer M. Bernard Fontana en qualité de président-directeur général d'EDF ». Sans mentionner son prédécesseur, sanctionné pour son indocilité. Le dirigeant de Framatome avait sans doute cette loi d'airain à l'esprit, lundi 5 mai, alors que l'assemblée générale du groupe devait confirmer le choix présidentiel et le blanchiment du Parlement.

Pourquoi une telle « attention » des pouvoirs publics, unique dans la sphère publique ? On ne débarque pas un président de la SNCF sous prétexte que les billets de train sont trop chers ; même sensible, le sujet reste une affaire de consommateurs. Il en va tout autrement d'EDF. La production d'électricité est une activité stratégique entre toutes dans la guerre pour la réindustrialisation décarbonnée comme pour la vie économique au jour le jour – le récent black-out subi par les Espagnols et les Portugais vient de le rappeler.

Mais le géant français est plus que cela encore, comme si le slogan des années 1990 – « EDF, nous vous devons plus que la lumière » – restait d'actualité : un service public irriguant les régions et très populaire chez les Français. Ce que Bernard Fontana a résumé de cette formule, le 30 avril, lors de son grand oral devant les parlementaires : « EDF n'est pas une entreprise comme les autres. » Une conviction partagée par le gouvernement depuis la sortie de la Bourse et la renationalisation totale du groupe. Depuis plus de vingt ans, le départ des dirigeants de la deuxième entreprise française, en chiffre d'affaires (derrière TotalEnergies), a été mouvementé, parfois brutal, et décidé au « château ». Sauf en 2004, lors du non-renouvellement de François Roussey, choisi par le socialiste Lionel Jospin six ans plus tôt. L'oukase est venu de Matignon, où Jean-Pierre Raffarin a imposé le PDG de Gaz de France, Pierre Gadonneix, malgré le soutien apporté au sortant par Jacques Chirac à l'Elysée et Nicolas Sarkozy à Bercy.

Le groupe connaît alors une période faste et devient même un poids lourd du CAC 40 après son entrée en Bourse en 2005. Mais un mur d'investissements se dresse déjà devant lui pour prolonger le parc nucléaire en exploitation et construire des EPR sans trop recourir à l'emprunt. A six mois de son renouvellement, le PDG réclame donc publiquement une augmentation de 20 % des tarifs de l'électricité sur trois ans. Impardonnable dérapage verbal : il sera emporté par un torrent de démagogie politique et syndicale hostile à toute hausse des prix, mais aussi pour son refus de conduire l'équipe de France du nucléaire à Abou Dhabi, un énorme contrat perdu au profit de la Corée du Sud.

A l'été 2009, Nicolas Sarkozy a prévenu le gaullo-chiraquien

AUCUN PDG DE GROUPE PUBLIC N'A D'AUSSI LOURDS DÉFIS À RELEVER QUE LE PATRON D'EDF

## FRIEDRICH MERZ, UN DIRIGEANT TRÈS ATTENDU

### ÉDITORIAL



C'est peu de dire que l'arrivée de Friedrich Merz à la tête de la chancellerie fédérale allemande, prévue mardi 6 mai, deux mois et demi après sa victoire aux élections législatives, est attendue par ses partenaires en Europe. La nouvelle équipe dirigeante à Berlin, issue des négociations de coalition entre l'Union chrétienne-démocrate (CDU/CSU) de M. Merz et les sociaux-démocrates du SPD, prend ses fonctions à un moment où l'Union européenne est confrontée aux plus grandes incertitudes stratégiques et géopolitiques depuis la fin de la guerre froide, il y a trente-cinq ans.

M. Merz, 69 ans, a montré qu'il prenait la mesure de ces bouleversements, multipliant les déclarations radicales – trop radicales même, pour une partie de sa base

conservatrice – sur la dégradation de la relation transatlantique et l'urgence pour l'Europe de prendre son destin en main. Il a aussi, avant même son arrivée au pouvoir, habilement utilisé la composition du Bundestag sortant, plus favorable que celle du nouveau Parlement, pour faire passer une mesure de rupture, la levée du frein constitutionnel à la dette, afin de permettre le financement d'importants projets d'infrastructures et de dépenses militaires. Mais il lui faut maintenant agir de concert avec ses partenaires européens.

C'est sans doute à Paris, où le nouveau chancelier fera, comme le veut la tradition, sa première visite à l'étranger, mercredi, que les attentes sont les plus grandes. Si grandes que certains, à Berlin, les jugent démesurées. Le président Emmanuel Macron et le futur chancelier allemand ont déjà fait connaissance ces dernières semaines, notamment au cours d'un dîner de trois heures en tête à tête à l'Elysée, et ont établi une bonne relation personnelle, assure-t-on à Paris.

Les deux hommes, tous deux passés par le monde de la finance privée, adeptes des déclarations intempestives, ont des points communs. L'Elysée a noté avec satisfaction, dans le contrat de coalition négocié par la CDU et le SPD, la volonté de relancer le « réflexe » de l'agenda franco-allemand, réflexe qui faisait cruellement défaut dans l'équipe du chancelier précédent, Olaf Scholz. Paris

espère donc pouvoir « resynchroniser » la relation avec Berlin, purger les malentendus et « parler de tous les sujets qui fâchent », notamment sur l'énergie et le commerce.

Au-delà des questions bilatérales, c'est aussi sur l'agenda d'une Union européenne menacée de décrochage que Paris veut travailler avec le nouveau gouvernement allemand, afin d'accélérer les réformes nécessaires. Dans ce domaine, l'espérance française d'une solution incluant un emprunt européen pour financer l'indispensable effort de réarmement risque fort toutefois de se heurter au conservatisme de la CDU et de la culture allemande.

Car c'est sur la sécurité du continent que se concentrent les plus grandes attentes des partenaires de Berlin. La guerre en Ukraine, l'aggravation de la menace russe et le désengagement des Etats-Unis du continent européen exigent une action concertée et des positions fermes de l'Allemagne. Volontariste sur les questions internationales, M. Merz sera très sollicité chez lui, notamment au sein de son parti, par l'urgence de la situation de l'économie allemande.

Après Paris, mercredi, le nouveau chancelier se rendra à Varsovie le même jour pour montrer que l'Europe ne se limite pas au moteur franco-allemand. C'est une très bonne initiative. Dans un moment aussi périlleux, plus que jamais, l'Europe a besoin de rassembler toutes ses énergies. ■

**Le Monde PRÉSENTE**

# LA NUIT DE LA GÉOPOLITIQUE

AVEC ALAIN FRACHON, SYLVIE KAUFFMANN,  
FRÉDÉRIC LEMAÎTRE, DELPHINE PAPIN ET GILLES PARIS

**18 JUIN 2025**  
AUDITORIUM DE LA BnF  
PARIS 13 ET À DISTANCE - DE 19H À 22H

RÉSERVATIONS ET INFORMATIONS  
ATELIERS.LEMONDE.FR

UN ÉVÉNEMENT **Le Monde | Ateliers**



## Instagram demande une réglementation européenne exigeant la vérification de l'âge et un accord parental sur l'app store.

De nos jours, les ados peuvent télécharger toutes sortes d'applications depuis les app stores, y compris celles qui ne sont pas adaptées à leur âge. Offrir aux parents un meilleur contrôle sur ces téléchargements, directement là où se fait le téléchargement, peut contribuer à renforcer la sécurité des ados en ligne.

En savoir plus : [Instagram.com/AccordParental](https://Instagram.com/AccordParental)

